

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

6 MAI 1991

PROJET DE LOI

relatif au crédit à la consommation

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
L'ECONOMIE ET DE LA POLITIQUE
SCIENTIFIQUE (1)

PAR
M. BARTHOLOMEEUSSEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi au cours de ses réunions des 13 et 27 mars et 17 et 24 avril 1991.

Ce projet de loi a été examiné en réunion publique de commission.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Vankeirsbilck.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. MM. De Clerck, Dumez, Vandebosch, Vankeirsbilck, Van Rompaey.	MM. Beerden, Bourgeois, De Roo, Moors, Olivier (M.), Van Parys.
P.S. MM. Collart, Gilles, Mme Jacobs, MM. Tasset, Tomas.	MM. Burgeon (W.), De Raet, Donfut, Eerdeken, Harmegnies (M.), Henry.
S.P. MM. Bartholomeeussen, Dielens, Verheyden.	MM. Lisabeth, Sleetckx, Van der Maelen, Van der Sande.
P.V.V. MM. Cortois, Deswaene, Taelman.	MM. Berben, Bril, Daems, Verberckmoes.
P.R.L. MM. Bertrand, Michel (L.).	MM. Cornet d'Elzuis, Hazette, Olivier (L.).
P.S.C. Mme Corbisier-Hagon, M. Hiance.	MM. Antoine, Beaufays, Lebrun.
V.U. MM. Candries, Vangansbeke.	MM. Pillaert, Vanhorenbeek, Van Vaerenbergh.
Ecolo/Agalev M. Cuyvers.	MM. De Vlieghe, Simons.

Voir :

- 1491 - 90 / 91 :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N° 2 à 4 : Amendements.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

6 MEI 1991

WETSONTWERP

op het consumentenkrediet

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN EN HET
WETENSCHAPSBELEID (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER BARTHOLOMEEUSSEN

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft onderhavig wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 13 en 27 maart en 17 en 24 april 1991.

Dit wetsontwerp werd besproken in openbare commissievergadering.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Vankeirsbilck.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. De Clerck, Dumez, Vandebosch, Vankeirsbilck, Van Rompaey.	HH. Beerden, Bourgeois, De Roo, Moors, Olivier (M.), Van Parys.
P.S. HH. Collart, Gilles, Mevr. Jacobs, HH. Tasset, Tomas.	HH. Burgeon (W.), De Raet, Donfut, Eerdeken, Harmegnies (M.), Henry.
S.P. HH. Bartholomeeussen, Dielens, Verheyden.	HH. Lisabeth, Sleetckx, Van der Maelen, Van der Sande.
P.V.V. HH. Cortois, Deswaene, Taelman.	HH. Berben, Bril, Daems, Verberckmoes.
P.R.L. HH. Bertrand, Michel (L.).	HH. Cornet d'Elzuis, Hazette, Olivier (L.).
P.S.C. Mevr. Corbisier-Hagon, H. Hiance.	HH. Antoine, Beaufays, Lebrun.
V.U. HH. Candries, Vangansbeke.	HH. Pillaert, Vanhorenbeek, Van Vaerenbergh.
Ecolo/Agalev H. Cuyvers.	HH. De Vlieghe, Simons.

Zie :

- 1491 - 90 / 91 :

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- N° 2 tot 4 : Amendementen.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

« Le 28 mars 1990, le Gouvernement a déposé au Sénat un projet de loi sur le crédit à la consommation.

Après de longs débats au sein de la Commission des Affaires économiques et la discussion des nombreux amendements introduits, le projet a été approuvé et envoyé à la Chambre le 7 février 1991.

Aspects socio-économiques

Le recours au crédit à la consommation est en expansion continue depuis une quarantaine d'années. Déjà au début des années 50, le besoin de réglementer le secteur s'est fait jour, avec surtout, à l'époque, le souci de protéger les plus défavorisés contre un recours excessif à l'endettement. La loi du 9 juillet 1957 est l'aboutissement de cette préoccupation. Depuis, le crédit a continué à croître et a pris de nouvelles formes de plus en plus variées, souples à utiliser, mais qui ne sont pas exemptes de pièges pour le consommateur. Ce ne sont plus aujourd'hui les moins favorisés qui recourent au financement à crédit mais presque l'ensemble des ménages. On a pu dire que le crédit s'est banalisé dans la perception sociale qu'en a la population, tout en se complexifiant dans ses techniques. Le moment semble donc opportun d'envisager une révision des dispositions qui régissent ce phénomène social en y intégrant les nouvelles formes de crédit et en assurant, dans l'esprit d'ailleurs des directives européennes en la matière, la protection et l'information du consommateur ⁽¹⁾.

Rapporté à la consommation finale des ménages, le crédit à la consommation, au sens strict de la loi de 1957, c'est-à-dire les ventes, prêts et prêts personnels à tempérament, représentait en 1989, 6,05 % des dépenses de consommation, ou encore 3,78 % du PIB. Ces propositions sont constantes depuis au moins une dizaine d'années.

S'agit-il d'un endettement important ? Certes oui si on le considère au niveau économique national mais il reste cependant modéré si on le rapporte aux données des principaux partenaires de notre pays. C'est ainsi que si on le compare aux données de l'OCDE, on remarquera qu'en 1986, le recours au crédit à la consommation se situait en France à 3,2 % de la consommation privée, aux Pays-Bas à 5,1 % mais à

⁽¹⁾ Les considérations générales et les éléments statistiques figurant dans le présent préambule sont issus d'une étude réalisée en 1988 et 1989 à la demande du Ministre des Affaires économiques par le CEDES (Centre d'études et de diffusion économiques et sociales) et le Centre du droit de la Consommation de l'UCL :

— G. Delvax, « L'endettement des consommateurs — Analyse socio-économique — Bruxelles, 1989.

— E. Balate et F. Domont-Naert, « L'endettement des consommateurs - Analyse juridique » — Louvain-la-Neuve, 1989.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN ECONOMISCHE ZAKEN EN HET PLAN

« Op 28 maart 1990 diende de Regering een wetsontwerp op het consumentenkrediet in bij de Senaat.

Na lange beraadslaging in de Commissie voor Economische Aangelegenheden en het bespreken van talrijk ingediende amendementen, werd het ontwerp op 7 februari 1991 aangenomen en doorgezonden naar de Kamer.

Sociale-economische aspecten

De jongste veertig jaar is de vraag naar verbruikskrediet in volle groei. Reeds vanaf het begin van de jaren 50 werd de nood om de sector te reglementeren duidelijk; de voornaamste bekommernis bestond er toen in, te voorkomen dat de minst begoeëden zich al te veel in schulden zouden steken. De wet van 9 juli 1957 was hiervan het resultaat. Sedertdien is het krediet toegenomen en werd de waaier aan kredietvormen steeds uitgebreider, soepel in gebruik maar niet geheel vrij van valstrikken voor de consument. Het zijn vandaag de dag niet langer de minst begoeëden, maar nagenoeg alle gezinnen die een beroep doen op financiering via krediet. Men kan stellen dat het krediet in de ogen van de bevolking een alledaags sociaal fenomeen is geworden, met echter steeds complexere technieken. Het ogenblik is dan ook aangebroken om de bepalingen, die dit sociaal fenomeen beheersen, te herzien en er de nieuwe kredietvormen in op te nemen. Ook dient in de geest van de Europese richtlijnen terzake, de bescherming en voorlichting van de verbruiker ⁽¹⁾ te worden verzekerd.

Ten opzichte van het totale gezinsverbruik, vertegenwoordigde het verbruikskrediet, in de strikte zin van de wet van 1957, d.w.z. de verkoop, leningen en persoonlijke leningen op afbetaling, in 1989, 6,05 % van de consumptieve uitgaven, of nog 3,78 % van het BBP. Deze verhoudingen bleven gedurende tien jaar constant.

Gaat het hier om een grote schuldenlast ? Wanneer we het vanuit nationaal economisch standpunt bekijken, zeker wel; in vergelijking echter met de percentages bij onze belangrijkste partners blijft ons schuldenpercentage nog aan de bescheiden kant. Bekijken we de gegevens van de OESO, dan zien we dat in 1986 het verbruikskrediet in Frankrijk 3,2 % en in Nederland 5,1 % van het privé-verbruik verte-

⁽¹⁾ De algemene beschouwingen en statistische gegevens die in deze inleiding voorkomen zijn ontleend aan een studie, die in 1988 en 1989 op verzoek van de Minister van Economische Zaken door het CEDES (Centre d'études et de diffusion économiques et sociales) en het Centre du droit de la consommation van de UCL werd uitgevoerd :

— G. Delvax, « L'endettement des consommateurs — Analyse socio-économique — Brussel, 1989.

— E. Balate et F. Domont-Naert, « L'endettement des consommateurs - Analyse juridique » — Louvain-la-Neuve, 1989.

12,4 % au Royaume Uni, à 16,7 % en RFA et à 20,7 % aux Etats-Unis. L'évolution du crédit a été importante au cours des 20 dernières années.

Si le nombre de contrats de ventes et prêts à tempérament est resté constant — environ 1,5 million de contrats nouveaux par année — on a assisté à un triplement du nombre de contrats de prêts personnels à tempérament, passant de 216 433 en 1970 à 626 575 en 1989.

En volume, le crédit accordé pour les ventes à tempérament est passé pour la même période de 14,093 milliards en 1970 à 88,139 milliards en 1989 et pour les prêts personnels, de 7,473 milliards en 1970 à 139,674 milliards en 1989.

Il est à remarquer que plus de 80 % des crédits accordés dans le cadre des ventes et prêts à tempérament servent au financement de voitures neuves et usagées (57 % en 1970). Mais des enquêtes ont révélé qu'environ 40 % des prêts personnels ont la même destination, alors même que cette pratique est interdite puisqu'il s'agit d'un bien meuble corporel. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le projet de loi renonce à distinguer le prêt à tempérament du prêt personnel à tempérament.

Il est incontestable que le consommateur se prononce de plus en plus pour le crédit en numéraire au détriment du crédit à destination déterminée. En 1970, le prêt personnel ne représentait en volume, que 34,7 % du crédit total; en 1989, cette part atteignait 61,3 %.

Autre phénomène qui indique une même orientation : celui de la croissance quasi exponentielle du crédit consenti au moyen de cartes.

En 1973 (première année pour laquelle on dispose de statistiques), le nombre de cartes en circulation s'élevait à 987 561 pour un crédit théorique de 20,074 milliards; le crédit réellement utilisé représentait 9,83 % de ce crédit théorique.

En 1989, le nombre de cartes en circulation était de 5 527 039 pour un crédit théorique de 126,769 milliards, utilisé à concurrence de 17,67 %.

D'autres formes nouvelles de crédit sont apparues au cours de la dernière décennie : les ouvertures de crédit en compte courant, les crédits de caisse, le crédit rotatif, le crédit-bail etc., et pour lesquelles on ne dispose pas toujours de statistiques précises et qui sont difficilement quantifiables aujourd'hui.

Ce qui est certain en tous cas c'est que le crédit à la consommation (on ne parle pas ici du crédit hypothécaire qui représente cependant la plus lourde charge d'endettement pour le consommateur) a connu et connaîtra des développements qui en font un paramètre important de l'activité économique et qui constitue un fait de société qu'on ne peut nier.

Si le pourcentage des retards de paiement statistiquement enregistré reste relativement faible, il n'en

genwoordigde, maar in het Verenigd Koninkrijk was dat 12,4 %, in de BRD 16,7 % en in de Verenigde Staten 20,7 %. De jongste 20 jaren is het krediet zeer sterk geëvolueerd.

Tegenover een stagnatie van het aantal verkoopcontracten en contracten voor lening op afbetaling — ongeveer 1,5 miljoen nieuwe contracten per jaar — staat een verdriedubbeling van het aantal contracten voor persoonlijke leningen op afbetaling, van 216 433 in 1970 naar 626 575 in 1989.

Het kredietvolume, toegekend voor verkoop en leningen op afbetaling steeg voor diezelfde periode van 14,093 miljard in 1970 naar 88,139 miljard in 1989, en wat de persoonlijke leningen betreft van 7,473 miljard in 1970 naar 139,674 miljard in 1989.

Opvallend hierbij is dat meer dan 80 % van de voor verkoop en leningen op afbetaling toegekende kredieten dienen voor het financieren van nieuwe en tweedehands wagens (57 % in 1970). Maar uit enquêtes is gebleken dat zowat 40 % van de persoonlijke leningen ook voor ditzelfde doel bestemd zijn, hoewel dergelijke praktijk in feite verboden is, aangezien het een lichamelijke roerend goed betreft. Dat is trouwens de reden waarom in het wetsontwerp geen onderscheid wordt gemaakt tussen de lening op afbetaling en de persoonlijke lening op afbetaling.

Het is ontegensprekelijk zo, dat de consument meer en meer de voorkeur geeft aan krediet zonder meer, ten nadele van het krediet met vaste bestemming. In 1970 vertegenwoordigde de persoonlijke lening in volume slechts 34,7 % van het totale krediet; in 1989 was dat aandeel reeds 61,3 %.

Een ander fenomeen, dat een zelfde tendens aangeeft, is de quasi-exponentiële toename van het krediet, verleend door middel van kaarten.

In 1973 (eerste jaar waarvoor men over statistieken beschikt) waren er 987 561 zulke kaarten in omloop, voor een theoretisch kredietvolume van 20,074 miljard; het werkelijk opgenomen krediet vertegenwoordigde 9,83 % van dit theoretisch krediet.

In 1989 waren 5 527 039 kaarten in omloop voor een theoretisch krediet van 126,769 miljard, opgenomen ten belope van 17,67 %.

Tijdens het voorbije decennium kwamen nieuwe kredietformules op de markt : de kredietopening op de zichtrekening, de kaskredieten, het revolving-krediet, financieringshuur, enz., waarvoor men niet altijd over precieze statistieken beschikt, en die moeilijk kwantificeerbaar zijn.

Wat in elk geval vaststaat, is dat het verbruiskrediet (we spreken hier niet van het hypothecair krediet dat nochtans de belangrijkste schuldenlast is voor de verbruikers) zodanig is geëvolueerd en nog zal evolueren, dat het een belangrijke parameter is geworden van de economische activiteit, en bijgevolg een niet te verwaarlozen maatschappelijk gegeven is.

Ook al blijft het statistisch geregistreerd percentage belatingsachterstanden relatief gering, het feno-

demeure pas moins que le phénomène de surendettement ne peut être limité à ce pourcentage.⁽¹⁾

En effet, le phénomène du surendettement ne se constate pas seulement par le fait de l'impossibilité d'assurer le paiement régulier des échéances de crédit, mais aussi par des restrictions dans la satisfaction d'autres besoins vitaux (logement, consommation d'énergie, loisirs, éducation des enfants, etc.) au profit du remboursement des engagements de crédit.

Cette conséquence indirecte de l'endettement a été qualifiée de sous-consommation.

Il convient de prévenir un endettement excessif, car les situations de crise sociale provoquées par celui-ci sont pénibles et menacent l'équilibre des familles qui y sont confrontées.

Les principales caractéristiques et les innovations essentielles de ce projet de loi :

1° Le projet de loi s'applique, contrairement aux projets antérieures, à toutes les formes de crédit à la consommation. Il est à noter cependant que le projet prévoit un certain nombre d'exclusions totales ou partielles qui découlent des exceptions prévues par la directive CEE du 22 décembre 1986 relative à l'harmonisation des dispositions législatives des Etats membres en matière de crédit à la consommation. Il s'agit, par exemple, des crédits à très court terme ou des crédits portant sur des montants très peu élevés.

2° Le projet prévoit des dispositions générales applicables à toutes les formes de crédit et des dispositions spécifiques s'appliquant aux différentes formes de crédit identifiées spécifiquement : vente à tempérament, crédit-bail, prêt à tempérament, ouverture de crédit (parmi laquelle il faut inclure les cartes de crédit).

Les règles communes à toutes les formes de crédit concernent la publicité et les méthodes de vente, l'obligation de renseignement du consommateur et le devoir de conseil et de prudence du prêteur, la délivrance de l'offre de crédit, la faculté de résiliation du contrat, le lien entre le contrat de crédit et le contrat qu'il finance, les taux maxima, la durée du contrat, la cession du contrat, les clauses abusives, la réglementation des intermédiaires de crédit, la protection du consommateur à l'égard des fichiers utilisés dans le secteur du crédit et, en particulier, de la

⁽¹⁾ La partie des débiteurs en retard de trois mensualités reste constante, ainsi que le volume des impayés par rapport au montant total des différents crédits consentis.

Le crédit est très rarement la seule source de surendettement. Les enquêtes effectuées en 1984 et 1988 font apparaître que le surendettement lié au crédit constitue environ 40 % du surendettement total des ménages (les autres sources sont les factures de gaz et d'électricité : 14,5 %; les loyers en retard : 10 %; les impôts à payer : 8,9 %; les remboursements aux services publics : 6,4 %).

meen van de overmatige schuldenlast blijft echter niet beperkt tot dit percentage ⁽¹⁾.

Het verschijnsel van de overmatige schuldenlast is immers niet alleen te wijten aan de onmogelijkheid tot regelmatige afbetaling van het krediet, maar het ontstaat eveneens wanneer de invulling van andere levensbehoeften (woning, energieverbruik, ontspanning, opvoeding van de kinderen, enz.) sterk beperkt wordt, omdat het aangegane krediet moet worden afgelost.

Dit onrechtstreekse gevolg van de schuldenlast wordt bestempeld als « onderconsumptie ».

Het komt erop aan, het ontstaan van een excessieve schuldenlast te voorkomen, want de sociale crisissituaties die daaruit voortvloeien zijn een pijnlijke bedreiging voor het evenwicht van de gezinnen die ermee worden geconfronteerd.

De belangrijkste kenmerken en de essentiële vernieuwingen van het wetsontwerp :

1° In tegenstelling tot vorige ontwerpen is dit wetsontwerp van toepassing op alle vormen van kredietovereenkomsten. Men dient nochtans aan te stippen dat het ontwerp in een aantal totale of gedeeltelijke uitzonderingen voorziet, die voortvloeien uit de uitzonderingen voorzien door de EEG-richtlijn van 22 december 1986 betreffende de harmonisatie van de wettelijke bepalingen der Lidstaten inzake het consumentkrediet. Het gaat hier bijvoorbeeld om krediet op zeer korte termijn of kredieten die slechts zeer lage bedragen betreffen.

2° Het wetsontwerp voorziet een aantal algemene bepalingen die toepasselijk zijn op alle vormen van krediet en specifieke bepalingen die toepasselijk zijn op de bijzondere vormen van krediet die afzonderlijk gedefinieerd worden : verkoop op afbetaling, financieringshuur, lening op afbetaling, kredietopening (daaronder begrepen de kredietkaarten).

De algemene regels die van toepassing zijn op alle vormen van krediet betreffen de reclame en de verkoopsmethoden, de verplichting tot informatie van de consument, de raadgevingsplicht en de zorgvuldigheidsplicht van de kredietgever, het afleveren van het kredietaanbod, de opzeggingsmogelijkheid van het contract, de band tussen de kredietovereenkomst en de overeenkomst waarvoor de financiering wordt aangevraagd, het maximale kostenpercentage, de duur van het contract, de overdracht van het contract, de onrechtmatige bedingen, de reglementering van de

⁽¹⁾ Het aantal schuldenaars met een betalingsachterstand van drie maanden blijft constant, evenals het volume onbetaalde rekeningen ten opzichte van het totaal bedrag van verschillende toegelaten kredieten.

Het krediet is zeer zelden de enige oorzaak van overmatige schuldenlast. Uit in 1984 en 1988 uitgevoerde enquêtes is gebleken, dat de overmatige schuldenlast, te wijten aan het krediet, ongeveer 40 % uitmaakt van de totale schuldenlast van de gezinnen (andere bronnen zijn gas- en elektriciteitsrekeningen : 14,5 %; achterstallige huur : 10 %; te betalen belastingen : 8,9 %; terugbetalingen aan openbare diensten : 6,4 %).

banque de données instituée auprès de la Banque nationale de Belgique, la compétence généralisée du juge de paix pour le règlement des litiges et l'instauration d'une procédure simplifiée de demande de facilités de paiement, le contrôle et la surveillance des activités de crédit, les sanctions civiles, administratives et pénales, ainsi que la procédure de cessation des actes contraires à la présente loi.

3° Avant d'aborder l'évocation des dispositions nouvelles, il convient de mentionner que les dispositions de ce projet de loi sont impératives, ce qui permettra au consommateur établi en Belgique de bénéficier de la protection de son droit national à l'égard de prêteurs étrangers.

4° Afin de mieux informer le consommateur et de mieux le protéger contre certaines formes de « publicité déloyale », le contenu de la publicité a été réglementé de telle sorte que celle-ci possède un contenu plus informatif et plus objectif.

C'est ainsi qu'il y a notamment lieu d'y indiquer le taux annuel effectif global du crédit dès lors qu'il y est fait mention d'un élément de coût, et d'interdire l'utilisation du slogan « crédit gratuit ». L'information du consommateur sera également accrue du fait que le mode de calcul du taux annuel effectif global est fixé par la loi et que celui-ci doit être mentionné pour les différentes formes de crédit.

5° Certaines pratiques, telles que la sollicitation du consommateur par démarchage à domicile ou démarchage téléphonique ou encore par démarchage à la résidence d'un autre consommateur, qui, dans le passé, ont donné lieu à différents abus et contribué au surendettement, sont à présent interdites.

Il en va de même pour l'offre de crédit transmise au consommateur sans demande préalable de sa part ou des offres de crédit formulées au cours d'excursions-ventes.

6° Une autre innovation fondamentale du projet de loi est la reconnaissance d'une obligation générale de renseignement dans le chef du consommateur, correspondant corrélativement à un devoir de conseil du prêteur et de l'intermédiaire de crédit.

Sur base de l'information fournie par le consommateur et de l'information recueillie auprès des banques de données, le prêteur et l'intermédiaire de crédit ont le devoir de rechercher le montant le mieux adapté à la situation financière du consommateur. Ce devoir général de prudence signifie que le prêteur doit se conduire en « bon prêteur ».

7° Une autre disposition essentielle à noter est celle imposant au prêteur de délivrer une offre écrite préalablement à la conclusion du contrat. La prévision d'une durée de validité (15 jours) permet au consommateur de comparer les offres remises par divers prêteurs.

kredietbemiddelaars, de bescherming van de consument ten aanzien van de bestanden die persoonsgegevens bevatten en die in de kredietsector gebruikt worden en in het bijzonder van de gegevensbank opgericht bij de Nationale Bank van België, de veralgemeende bevoegdheid van de vrederechter voor de regeling van geschillen en het instellen van een vereenvoudigde procedure voor het aanvragen van betalingsfaciliteiten, de controle en het toezicht op de kredietactiviteiten, de burgerlijke en administratieve sancties en de strafbepalingen, evenals de vordering tot staking van handelingen in strijd met deze wet.

3° Alvorens de nieuwe bepalingen aan te snijden, dient opgemerkt dat de bepalingen van dit wetsontwerp van dwingende aard zijn, wat aan de in België gevestigde verbruiker zal toelaten om van de bescherming van zijn nationaal recht te genieten ten overstaan van de buitenlandse kredietgevers.

4° Teneinde de consument beter te informeren en te beschermen tegen bepaalde vormen van « oneerlijke reclame » werd de inhoud van de reclame op een zodanige wijze gereguleerd dat deze een meer objectieve en informatieve inhoud verkrijgt.

Zo dient onder andere het jaarlijks kostenpercentage van het krediet vermeld te worden van zodra er een element van kosten vermeld wordt en wordt het gebruik van de slogan « gratis krediet » verboden. Tevens wordt de informatie van de consument verbeterd doordat de berekeningswijze van het jaarlijks kostenpercentage door de wet bepaald wordt en deze voor de diverse kredietvormen moet vermeld worden.

5° Bepaalde praktijken, zoals de huis aan huis verkoop bij de consument, of per telefoon, of nog via een huisbezoek bij een andere consument, die in het verleden aanleiding gegeven hebben tot heel wat misbruiken en die bijgedragen hebben tot een overmatige schuldenlast, worden thans verboden.

Dit geldt eveneens voor een kredietaanbod dat aan de consument aangeboden wordt zonder zijn voorafgaand verzoek of kredietaanbiedingen die geformuleerd werden tijdens verkoop-excursies.

6° Een andere fundamentele vernieuwing van het wetsontwerp is de erkenning van een algemene informatieplicht ten aanzien van de consument die op correlatieve wijze overeenkomt met de raadgevingsplicht van de kredietgever en de kredietbemiddelaar.

Op basis van de door de consument verstrekte informatie en de informatie die opgevraagd werd bij de gegevensbestanden, moeten de kredietgever en bemiddelaar het krediet en het bedrag zoeken dat het best aangepast is aan de financiële situatie van de consument. Deze algemene zorgvuldigheidsplicht betekent dat de kredietverstrekker zich dient te gedragen als een « goed kredietgever ».

7° Een andere essentiële verplichting van de kredietgever bestaat uit de verplichte overhandiging van een schriftelijk aanbod voor het sluiten van de overeenkomst. Door het voorzien van een geldigheidsduur (15 dagen) wordt de consument de mogelijkheid geboden om het aanbod van verschillende kredietgevers te vergelijken.

8° Une faculté de renonciation au contrat est offerte au consommateur, dans certains cas qui vont au-delà des dispositions de la législation actuelle.

9° Des dispositions nouvelles consacrent le lien entre le contrat de crédit et le contrat en vue duquel le financement est demandé. Les obligations du consommateur à l'égard du prêteur ne prennent effet qu'à partir de la livraison du bien ou du service dans les cas fixés par loi.

Tant que le consommateur n'a pas accepté l'offre de crédit, il ne peut contracter aucun engagement à l'égard du vendeur ou du prêteur.

L'opposabilité au prêteur des exceptions que l'emprunteur peut faire valoir à l'égard du vendeur ou du prestataire de service pour cause de non-exécution, est également prévue, ceci dans des circonstances bien précises.

10° En cas de paiement intégral anticipé, le consommateur aura droit à une ristourne plus importante que celle accordée actuellement.

11° Des dispositions nouvelles organisent également la cession du contrat et des créances résultant du contrat de crédit.

12° Une section nouvelle est consacrée aux clauses abusives interdites dans le cadre du contrat de crédit.

L'usage de la lettre de change ou du billet à ordre à titre de sûreté est également interdit.

13° Des dispositions nouvelles sont introduites afin de protéger la caution ou toute personne qui donne des sûretés ou se porte garante pour le consommateur, à l'occasion d'un contrat de crédit : c'est ainsi que le montant garanti est limité au montant du contrat, augmenté éventuellement des intérêts de retard; la caution (le garant) doit être informée du contenu du contrat et des délais de paiement; toute action du prêteur par suite d'un défaut de paiement doit être préalablement exercée contre le consommateur (le débiteur principal) avant d'être exercée contre la caution.

14° Des dispositions nouvelles permettent au juge de paix d'accorder des facilités de paiement au consommateur dont la situation financière s'est aggravée et qui éprouve des difficultés de paiement.

15° Le projet contient également des règles applicables aux personnes qui procèdent au recouvrement des créances.

Le consommateur est protégé contre un certain nombre de pratiques agressives et intimidantes de certains bureaux de recouvrement. Sont notamment interdites : démarches chez les voisins, la famille ou l'employeur du débiteur, mentions dont il ressort que la correspondance concerne la récupération d'une créance, etc.

16° Parmi les règles particulières concernant certains contrats de crédit spécifiques, il faut surtout mentionner les dispositions en matière d'ouvertures de crédit prévues dans le projet de loi :

— ainsi ont été prévues des règles particulières relatives à l'information du consommateur sur les

8° Er wordt een opzeggingsmogelijkheid aan de consument geboden die, in bepaalde gevallen, verder gaat dan wat in de huidige wetgeving voorzien wordt.

9° Nieuwe bepalingen bevestigen de band tussen de kredietovereenkomst en de overeenkomst waarvoor de financiering gevraagd werd. Eerst en vooral zullen de verplichtingen van de consument ten opzichte van de kredietgever slechts hun uitwerking krijgen vanaf de levering van het goed of de dienst in de door de wet bepaalde gevallen.

Zolang de consument het kredietaanbod niet heeft aanvaard kan hij geen enkele verbintenis aangaan ten aanzien van de verkoper of dienstverlener.

Tevens wordt de tegenstelbaarheid aan de kredietgever van de verweermiddelen die de kredietnemer kan hebben tegenover de verkoper of dienstverlener wegens wanprestaties voorzien dit in welbepaalde omstandigheden.

10° In geval van vervroegde volledige betaling, zal de consument recht hebben op een groter *ristorno* dan wat nu wordt toegekend.

11° Nieuwe bepalingen regelen eveneens de overdracht van het contract en van de vorderingen uit de kredietovereenkomst.

12° Een nieuwe afdeling handelt over de verboden onrechtmatige bedingen in het raam van een kredietovereenkomst. Het gebruik van een wisselbrief of orderbriefje als zekerheid werd eveneens verboden.

13° Nieuwe bepalingen worden ingevoerd om de borg, de steller van een persoonlijke zekerheid en elke persoon die instaat voor een consument bij een kredietovereenkomst, te beschermen : het gewaarborgd bedrag wordt beperkt tot het bedrag van de overeenkomst en de betalingsachterstand; elke vordering door de kredietgever ingesteld wegens een betalingsachterstand, moet eerst gericht worden tot de consument, de hoofdschuldenaar, alvorens de borg aangesproken kan worden.

14° Nieuwe bepalingen geven de vrederechter de mogelijkheid om betalingsfaciliteiten te verlenen aan de consument wiens financiële toestand is verslechterd en die betalingsmoeilijkheden ondervindt.

15° Het ontwerp bevat regels die van toepassing zijn op personen die tussenkomen bij de invordering van schulden.

De consument wordt beschermd tegen een aantal agressieve en intimiderende praktijken van sommige incassobureaus. Verboden wordt onder andere : stappen ondernemen bij bureaus, familie of de werkgever van de schuldenaar, omslagen die gewag maken van een schuldinvordering enz.

16° Bij de bijzondere regels inzake bepaalde bijzondere kredietovereenkomsten kan vooral verwezen worden naar de in het wetsontwerp voorziene bepalingen inzake de kredietopeningen :

— zo werden bijzondere regels voorzien met betrekking tot de informatie van de consument inzake

coûts du crédit et la possibilité pour le consommateur de renoncer au contrat lorsque le taux d'intérêt subit une modification importante;

— le partage de la responsabilité entre l'utilisateur et l'émetteur de la carte de crédit a également été réglé, en cas de vol ou de contrefaçon de la carte, tenant compte de la recommandation (88/590/CEE) de la Commission du 17 novembre 1988, concernant les systèmes de paiement et en particulier les relations entre titulaires et émetteurs de cartes).

17° L'intervention du législateur semblait indispensable en raison du rôle néfaste joué par certains intermédiaires, et de l'obligation prévue dans la directive CEE d'envisager un régime de licence pour les intermédiaires en matière de crédit.

Tous les intermédiaires de crédit devront dorénavant être inscrits auprès du Ministère des Affaires économiques.

Un certain nombre de normes réglementant la profession, sont introduites : information sur la qualité d'intermédiaire de crédit, collaboration limitée aux prêteurs reconnus, etc.

Afin de responsabiliser l'intermédiaire (et de l'intéresser à la bonne exécution du contrat), le paiement de la commission par le donneur de crédit est échelonné dans le temps.

La médiation de dettes, c'est-à-dire l'intervention consistant à négocier les dettes d'un consommateur avec un prêteur, est une activité interdite, sauf lorsqu'elle est pratiquée par des avocats ou des organismes publics créés à cet effet (les CPAS essentiellement).

18° Le projet de loi fixe également le cadre d'une réglementation tout à fait nouvelle relative au traitement de données à caractère personnel en matière de crédit à la consommation.

On peut ici citer les principes suivants : l'accès gratuit pour le consommateur à la banque de données, le droit à la correction de données erronées, le principe de finalité du traitement des données, etc.

19° Le même chapitre contient des dispositions qui organisent et qui confirment l'existence d'une banque centrale des données négative auprès de la Banque Nationale. La possibilité de créer une centrale positive 3 ans après l'entrée en vigueur de la loi (après avis de la Banque Nationale, de la Commission pour la protection de la vie privée et du Conseil de la Consommation).

20° En ce qui concerne le contrôle de l'application de la loi, le projet met en place un système complet de recherche et de constatation des infractions. En outre, sont instaurées une procédure d'avertissement préalable adressé aux contrevenants, ainsi qu'une procédure administrative de règlement transactionnel des infractions.

21° En ce qui concerne le chapitre relatif aux sanctions, notons que celles-ci sont variées et adaptées aux différents types d'infractions :

de kosten van het krediet en de mogelijkheid voor de consument de overeenkomst op te zeggen wanneer de interestvoet een belangrijke wijziging ondergaat;

— tevens werd verdeling van de aansprakelijkheid geregeld tussen de gebruiker en de uitgever van de kredietkaart, in geval van diefstal of namaak van de kaart (dit rekening houdend met aanbeveling (88/590 EEG) van de Commissie inzake betalingssystemen en met name inzake de betrekkingen tussen de kaarthouder en de verstrekker van de kaart).

17° Omwille van de nefaste rol die door sommige kredietbemiddelaars gespeeld wordt, alsmede de in de EEG-richtlijn voorziene verplichting tot het voorzien van een vergunningstelsel voor tussenpersonen inzake krediet, bleek een optreden van de wetgever onontbeerlijk.

Voortaan zullen alle kredietbemiddelaars moeten ingeschreven worden bij het Ministerie van Economische Zaken.

Verder worden een aantal normen tot reglementering van het beroep ingevoerd : informatie nopens de hoedanigheid van kredietbemiddelaar, samenwerking beperkt tot de erkende kredietgevers enz.

Met het oog op het vergroten van de aansprakelijkheid van de kredietbemiddelaar (evenals van zijn interesse voor het goede verloop van de kredietovereenkomst) wordt de (uit)betaling van de commissie door de kredietgever gespreid in de tijd.

Deschuldbemiddelingsverrichtingen, dat wil zeggen het onderhandelen met een kredietgever over de schulden van een consument, worden verboden behalve indien deze bemiddeling gebeurt door advocaten of door openbare instellingen die hiertoe opgericht werden (voornamelijk OCMW).

18° Het ontwerp stelt eveneens het wettelijk kader vast voor een geheel nieuwe reglementering betreffende de verwerking van persoonsgegevens inzake het consumentenkrediet.

Hierbij kan verwezen worden naar volgende principes : gratis toegang van het bestand door de consument, recht op verbetering van foutieve gegevens, finaliteitsprincipe van de gegevensverwerking enz.

19° In hetzelfde hoofdstuk zijn bepalingen opgenomen die het bestaan van een negatieve gegevenscentrale bij de Nationale Bank organiseren en bevestigen. De mogelijkheid om 3 jaar na de inwerkingtreding van de wet, een positieve centrale te creëren (dit na advies van de Nationale Bank, de Commissie voor de bescherming van het privé-leven en de Raad voor het Verbruik).

20° Wat de controle op de toepassing van deze wet betreft, stelt het ontwerp een volledig systeem in werking voor het opsporen en het vaststellen van de overtredingen; daarenboven wordt een waarschuwingsprocedure ingevoerd die aan de overtreders gericht wordt evenals een administratieve procedure betreffende een regeling in der minne van overtredingen.

21° Wat het hoofdstuk betreffende de sancties aangaat, merken we op dat diverse sancties aangepast aan de verschillende types van inbreuken opgenomen werden :

— *sanctions civiles* : annulation du contrat, réduction de l'obligation de plein droit, réduction du taux d'intérêt, révision des intérêts de retard, etc.

— *sanctions administratives* : retrait ou suspension de l'agrément, suspension ou radiation de l'inscription;

— *sanctions pénales* : une liste des actes susceptibles de faire l'objet d'une sanction pénale a été établie;

— *sanction ou mise en oeuvre de type judiciaire* : le projet prévoit l'instauration de la procédure d'actions en cessation, pour certains actes contraires à la présente loi.

De nombreux amendements (environ 200) ont été introduits suite à la discussion du projet de loi à la Commission de l'Economie du Sénat.

Plusieurs de ces amendements qui ont contribué à clarifier le projet de loi introduit, ont été retenus. Un nombre important d'amendements, dont l'objectif était très intéressant, n'ont pas été acceptés tels quels mais repris par le Gouvernement sous une forme améliorée.

Suite à la discussion menée en commission, un certain nombre d'amendements du Gouvernement qui tenaient compte de remarques et suggestions formulées par les commissaires ont été introduits.

Ainsi, par exemple le cautionnement solidaire par un parent ou allié au premier degré, n'est plus interdit, comme le prévoyait d'abord le projet. La Commission a estimé qu'il n'était pas justifié d'exclure de manière générale la solidarité entre l'emprunteur et la caution, lorsqu'il y a entre eux un lien de parenté au premier degré.

Un autre amendement important a réintroduit la possibilité d'adapter l'acompte minimum dû, dans le cadre de la vente à tempérament. La commission était d'avis que la possibilité d'augmenter l'acompte est une des mesures de la politique économique et monétaire visant à combattre l'inflation. Elle a à juste titre estimé que les pouvoirs publics devaient maintenir d'autres moyens d'action en matière de politique anti-inflationnaire que l'instrument du taux d'intérêt par exemple.

Le Gouvernement a également introduit quelques amendements qui avaient pour but de faire correspondre le texte introduit au Sénat avec la directive du Conseil du 22 février 1990 (portant modification de la directive du 22 décembre 1986) qui détermine le mode de calcul du taux annuel effectif global.

Je peux donc affirmer que le projet qui est maintenant présenté à la Chambre a été considérablement amélioré par rapport au texte initial déposé par le Gouvernement.

Je formule le voeu que la Chambre des Représentants le trouve suffisamment équilibré pour pouvoir l'adopter dans des délais raisonnables.

— *burgerlijke sancties* : nietigverklaring van het contract, vermindering van de verplichting van rechtswege, vermindering van de intrestvoeten, herziening van de nalatigheidsintresten, enz.

— *administratieve sancties* : intrekking of opschorting van de erkenning of de doorhaling of opschorting van inschrijving.

— *strafrechtelijke sancties* : een lijst van handelingen die het voorwerp van een strafrechtelijke sanctie kunnen uitmaken;

— *sanctie of bevel tot tenuitvoerlegging van gerechtelijke aard* : het ontwerp voorziet in de instelling van de procedure van vordering tot staking, voor bepaalde handelingen die in strijd zijn met deze wet.

Naar aanleiding van de bespreking van het wetsontwerp in de Commissie voor de Economische Aangelegenheden van de Senaat werden talrijke amendementen (200 tal) ingediend.

Vele van deze amendementen welke een bijdrage vormden tot een verduidelijking van het ingediende wetsontwerp werden weerhouden. Een belangrijk aantal amendementen, die wat hun doelstelling betreft erg interessant waren, werden niet zondermeer aanvaard maar werden wel in een verbeterde vorm door de regering overgenomen.

Naar aanleiding van de in de commissie gevoerde discussie werden een aantal regeringsamendementen ingediend die rekening hielden met de door de senatoren geformuleerde bemerkingen en suggesties.

Zo wordt, in tegenstelling tot het oorspronkelijke ontwerp, de hoofdelijke borgstelling door een bloed- of aanverwant in de eerste graad niet langer verboden. De commissie was van oordeel dat het niet gerechtvaardigd was om op een algemene wijze de solidariteit tussen de lener en de borg uit te sluiten, wanneer tussen hen een bloedverwantschap bestaat.

Een ander belangrijk amendement heeft opnieuw de mogelijkheid tot de aanpassing van het minimum verschuldigd voorschot in het raam van de verkoop op afbetaling ingevoerd. De commissie was van mening dat de mogelijkheid om het voorschot te verhogen één van de maatregelen van economisch en monetair beleid vormt om de inflatie te bestrijden. Zij was terecht van oordeel dat de overheid in het kader van een anti-inflatie politiek andere beleidsbepalende middelen in handen diende te houden dan bijvoorbeeld het wijzigen van de rentevoet.

Tevens werden een aantal amendementen door de regering ingediend welke tot doel hadden om de bij de Senaat ingediende tekst in overeenstemming te brengen met de richtlijn van de Raad van 22 februari 1990 (tot wijziging van de richtlijn van 22 december 1986), welke de berekeningswijze van het jaarlijkse kostenpercentage bepaalt.

Ik kan dus bevestigen dat het wetsontwerp dat momenteel aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers voorgelegd wordt, ruim verbeterd werd ten opzichte van de oorspronkelijk neergelegde tekst.

Ik hoop dat de Kamer voor Volksvertegenwoordigers dit ontwerp voldoende uitgebalanceerd vindt om het binnen een redelijke termijn te aanvaarden. »

II. — DISCUSSION GENERALE

M. Dumez confirme que son groupe est favorable à une réglementation du crédit à la consommation. Les nombreuses possibilités qui sont offertes sur le marché financier et les abus qui en découlent constituent un problème sociologique, voire moral, dans notre société.

Le projet à l'examen contient de nombreuses dispositions positives, comme notamment celles relatives à la surveillance, aux garanties et aux sanctions.

Un terme pourra ainsi être mis aux pratiques d'intimidation et aux abus des agences de recouvrement.

Sur le plan légistique, le projet modifie et modernise la législation actuelle, ce qui permettra de clarifier les textes et d'accroître la sécurité juridique.

Quelques corrections techniques devront encore être apportées, ainsi qu'il ressort des amendements présentés par *M. Bertouille*. L'intervenant espère que l'on pourra considérer qu'il s'agit de corrections matérielles, afin que le projet ne doive pas être renvoyé au Sénat.

Un autre aspect positif est qu'avec la législation en projet, la Belgique transpose en temps utile dans son droit interne les dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes du 22 décembre 1986 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de crédit à la consommation.

Il subsiste cependant un certain nombre de questions quant à l'applicabilité de ces dispositions aux prêteurs étrangers. Une norme plus stricte que celle prévue par la directive CEE peut-elle être imposée aux prêteurs étrangers si ceux-ci satisfont, dans leur pays, à tous les critères légaux ?

L'intervenant souligne également le danger de la surrégulation, qui crée un véritable dédale juridique pour les consommateurs, les prêteurs et les entreprises.

Certaines dispositions du projet sont empreintes d'un formalisme par trop rigoureux. On peut se demander si des règles telles que celles des articles 14 et 17 concernant les mentions à apporter sur l'offre, les clauses manuscrites obligatoires et le nombre d'exemplaires, seront bien efficaces dans la pratique des secteurs commerciaux modernes.

Il est à craindre qu'une surréglementation n'ait un effet opposé.

L'intervenant s'interroge aussi sur la concordance entre le projet à l'examen et le projet relatif à la protection de la vie privée que le Gouvernement a annoncé. Qui pourra avoir accès aux fichiers des banques de données et qui sera chargé de conserver les données ?

Il estime, à cet égard, que la disposition de l'article 71, § 2, qui habilite le Roi à étendre après trois ans l'obligation d'enregistrement imposée à la banque centrale de données, va trop loin. Cette disposition attribue au pouvoir exécutif une fonction législative.

II. — ALGEMENE BESPREKING

De heer Dumez bevestigt dat zijn fractie vragende partij is voor een wettelijke regeling van het consumentenkrediet. De veelvuldige mogelijkheden die op onze financiële markt worden aangeboden en de ermee gepaard gaande misbruiken vormen een sociologisch, ja zelfs moreel probleem in onze samenleving.

Er zijn veel positieve bepalingen in het ontwerp opgenomen, zo onder meer de punten die betrekking hebben op het toezicht, de waarborgen en de sancties.

Zo worden de intimidatiepraktijken en de misbruiken van de incassokantoren aan banden gelegd.

Oplegistiek vlak brengt het ontwerp een aanpassing en modernisering van de wetgeving, waardoor de duidelijkheid en de rechtszekerheid worden verhoogd.

Hier en daar zullen nog enkele tekstcorrecties nodig zijn, zoals ook blijkt uit de amendementen ingediend door de heer *Bertouille*. Spreker drukt de hoop uit dat deze kunnen worden aangenomen als materiële rechtzettingen, zodat een terugzending naar de Senaat niet nodig is.

Een ander positief element is het feit dat België met dit ontwerp tijdig de bepalingen van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 22 december 1986 betreffende de harmonisatie van de wettelijke bepalingen der Lidstaten inzake het consumentenkrediet in wetgeving omzet.

Wel blijven er nog enkele vraagtekens rond de toepasbaarheid van deze bepalingen op buitenlandse kredietgevers. Kan een norm die verder gaat dan de EG-Richtlijn wel worden afgedwongen van buitenlandse kredietgevers, wanneer zij in hun land voldoen aan alle wettelijke criteria ?

Spreker wijst tevens op het gevaar van overregulering, waardoor het voor consumenten, kredietgevers en bedrijven erg moeilijk wordt om hun weg te vinden in het juridisch labirint.

Sommige bepalingen in het ontwerp willen een al te strak formalisme invoeren. Men kan zich de vraag stellen of regels zoals voorzien in artikel 14 en 17 over de op het aanbod aan te brengen vermeldingen, over de verplicht handgeschreven clausules en over het aantal exemplaren wel praktisch werkzaam zullen zijn in de moderne commerciële sectoren.

Er is de vrees dat een overregulering wel eens een tegengesteld effect zou kunnen hebben.

Spreker stelt tevens de vraag naar de concordantie van dit ontwerp met het door de Regering aangekondigde ontwerp tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Wie zal toegang mogen hebben tot de bestanden van de gegevensbanken en door wie zullen de gegevens moeten worden bewaard ?

In dit verband acht hij de bepaling van artikel 71, § 2, die aan de Koning de macht geeft om na drie jaar de toepassingsfeer voor de centrale gegevensbank uit te breiden, te vergaand. De uitvoerende macht krijgt hier een wetgevende functie toebedeeld.

Il estime qu'une série d'autres dispositions concernant les données à caractère personnel sont trop vagues. Qu'entend-on par des données à caractère personnel « pertinentes, appropriées et non excessives », ainsi que le prévoit le § 1^{er} de l'article 69 ? Le § 5 du même article dispose que ces données doivent être effacées lorsque leur maintien « a cessé de se justifier » et il est question au § 6 de la « parfaite conservation » des données à caractère personnel.

L'intervenant estime que les dispositions précitées constituent davantage des déclarations d'intention du législateur que des règles que l'on peut imposer et appliquer.

Il relève également des notions très vagues et très abstraites à d'autres endroits du projet à l'examen. Ainsi, à l'article 11, 2° : « le type et le montant de crédit les mieux adaptés, compte tenu de la situation financière du consommateur » ou également, à l'article 15 : « il doit raisonnablement estimer que le consommateur sera à même de respecter les obligations découlant du contrat. » Il ne s'agit pas là de critères ou de normes précis mais de notions très élastiques.

M. Dumez estime en outre que l'immunité pénale accordée par l'article 72, § 4, 4°, aux membres du Comité de surveillance dépasse les limites du raisonnable.

L'intervenant formule également diverses observations d'ordre légistique.

1°) Le projet à l'examen pêche par manque de mesures transitoires précises et laisse de ce fait planer une incertitude sur la question de savoir si des dispositions (et dans l'affirmative, lesquelles) seront applicables aux contrats en cours au moment de l'entrée en vigueur de la loi en projet.

2°) Certaines définitions contenues dans le projet ne sont pas conformes à d'autres dispositions légales. Ainsi, le « consommateur » est défini différemment à l'article 1^{er}, 1°, et à l'article 1^{er} du projet de loi sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur. L'intervenant estime que la définition donnée dans le projet à l'examen est moins précise, ce qui risque de donner lieu à des problèmes d'interprétation.

3°) L'action en cessation prévue dans la législation sur les pratiques du commerce peut également être intentée, en vertu de l'article 109, pour les actes constituant une infraction aux dispositions du projet à l'examen. Il n'apparaît toutefois pas clairement s'il peut être fait droit à la demande en cessation prévue par le projet à l'examen de la même manière et aux mêmes conditions. Ne faut-il pas qu'en l'espèce également, le requérant justifie préalablement d'un intérêt ?

4°) Certains équilibres établis par le Code judiciaire et le Code d'instruction criminelle sont compromis. Ainsi, l'article 114, § 3, prévoit que toutes les contestations en matière de contrat de crédit relèvent de la compétence du juge de paix. Il n'a pas été tenu compte du fait que l'arriéré judiciaire des justices de paix ne cesse de croître dans le contexte actuel de l'administration de la justice.

Een aantal andere bepalingen die betrekking hebben op de persoonsgegevens, zijn voor hem te weinig nauwkeurig omschreven. Wat is bijvoorbeeld de betekenis van persoonsgegevens die « relevant, aangepast en niet overdreven zijn », zoals omschreven in § 1 van artikel 69 ? § 5 van datzelfde artikel bepaalt dat de gegevens worden uitgewist wanneer het behoud ervan « niet meer verantwoord » is, en § 6 handelt over de « perfecte bewaring » van de persoonsgegevens.

Voor de spreker zijn de geciteerde bepalingen eerder intentieverklaringen van de wetgever dan afdwingbare en toepasbare regels.

Ook op andere plaatsen in het ontwerp worden erg vage en abstracte begrippen gehanteerd. Zo bijvoorbeeld : artikel 11, 2°, « het krediet dat qua soort en bedrag het best is aangepast, rekening houdend met de financiële toestand van de consument » of ook artikel 15 : « redelijkerwijze aannemen dat de consument in staat zal zijn de verplichtingen voortvloeiend uit de overeenkomst, na te komen. » Dit zijn geen precieze criteria of normen, maar erg rekbare begrippen.

Daarnaast is de heer Dumez van oordeel dat de strafrechtelijke immuniteit die toegekend wordt aan de leden van de Toezichtscommissie in artikel 72, § 4, 4°, ongehoord verregaand is.

Ook formuleert de spreker een aantal bemerkingen van legistieke aard.

1°) Er ontbreken duidelijke overgangsmaatregelen, zodat het niet zeker is of en welke bepalingen van toepassing zullen zijn op de lopende contracten op het moment dat de wet in werking zal treden.

2°) Een aantal definities in het ontwerp zijn niet conform met andere wettelijke bepalingen. Zo wordt « de consument » in artikel 1, 1°, anders omschreven dan in het artikel 1 van het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de verbruiker. De spreker meent dat de definitie in dit ontwerp minder sluitend is, waardoor er interpretatiemoeilijkheden kunnen rijzen.

3°) De vordering tot staking voorzien door de wetgeving op de handelspraktijken wordt door artikel 109 ook mogelijk voor handelingen die een inbreuk betekenen op bepalingen voor dit ontwerp. Het is echter niet duidelijk of de vordering tot staking in dit ontwerp op dezelfde wijze en onder dezelfde voorwaarden kan worden ingewilligd. Moet ook hier niet voorafgaandelijk een belang aanwezig zijn ?

4°) Een aantal evenwichten in het vigerende gerechtelijk privaatrecht en het strafvorderingsrecht worden verstoord. Zo behoren volgens artikel 114, § 3, alle betwistingen inzake kredietovereenkomsten tot de bevoegdheid van de Vrederechter. Er wordt geen rekening gehouden met het feit dat ook de Vredege-rechten meer en meer een achterstand oplopen in de huidige context van de rechtsbedeling.

L'article 81, § 2, prévoit que l'autorisation du juge du tribunal de police est requise pour procéder à une perquisition, alors que le Code d'instruction criminelle requiert en l'occurrence l'autorisation du juge d'instruction.

Le projet de loi sur la protection de la concurrence économique a d'ailleurs aussi été amendé en ce sens.

*
* *
*

Mme Jacobs déclare que son groupe souscrit pleinement à la philosophie qui sous-tend le projet. Le surendettement provoque parfois des drames humains. En adoptant la loi en projet, le législateur exercera une action préventive en réglementant le système du crédit.

Bien que tous les problèmes qui se posent à ce niveau ne soient pas résolus, un pas important est néanmoins fait dans la bonne direction. Toutes les parties concernées, qu'il s'agisse du prêteur ou de l'emprunteur, sont obligées d'assumer leurs responsabilités. Le devoir de prudence constitue également un élément positif.

Les interdictions prévues dans le projet permettront de limiter les abus existants.

C'est ainsi que le démarchage pour des contrats de crédit, même par téléphone, est interdit.

Il est par ailleurs fixé un taux annuel effectif global qui ne peut être dépassé en ce qui concerne le coût du crédit.

Les lettres de change sont interdites pour les contrats de crédit relevant de l'application du projet.

Le projet permet en outre de lutter contre certaines pratiques en matière de recouvrement.

Mme Jacobs estime cependant qu'un certain nombre de problèmes ne sont pas résolus.

L'article 3 exclut un certain nombre de contrats de crédit du champ d'application du projet.

C'est ainsi que ce dernier ne s'applique pas aux ouvertures de crédit remboursables dans un délai ne dépassant pas à trois mois, ni aux contrats de crédit portant sur des montants inférieurs à 8 600 francs. Pourtant, ce sont souvent précisément les personnes qui sont aux prises avec des difficultés financières qui ont recours à ces petits crédits, accumulant ainsi des dettes qui dépassent leur capacité de remboursement.

En ce qui concerne l'enregistrement des données à caractère personnel, la solution que propose le projet consiste à poursuivre dans un premier temps l'activité de la banque de données négatives qui pourra être transformée en banque de données positives après trois ans.

L'intervenante demande pourquoi on ne peut commencer immédiatement à constituer une banque de données positives.

Artikel 81, § 2, bepaalt dat voor een huiszoeking een machtiging van de politierechter nodig is, terwijl het huidige strafvorderingsrecht hiertoe een machtiging van de onderzoeksrechter vereist.

In die zin werd trouwens ook het wetsontwerp tot bescherming van de economische mededinging geamendeerd.

*
* *
*

Mevr. Jacobs verklaart dat haar fractie volledig akkoord gaat met de achterliggende filosofie van het ontwerp. Buitensporige kredietopnemingen veroorzaken soms menselijke drama's. Met dit ontwerp zal de wetgever preventief optreden door het systeem van kredietverleningen te reglementeren.

Hoewel niet alle problemen in dit verband worden opgelost, wordt er niettemin een belangrijke stap in de goede richting gezet. Alle betrokken partijen, zowel de kredietgever als de kredietopnemer worden tot verantwoordelijkheid gedwongen. Ook de voorzichtigheidsplicht is een positief punt.

Bestaande misbruiken zullen beperkt worden, door de aangepaste verbodsbepalingen in het ontwerp.

Zo wordt het leuren met kredietovereenkomsten, ook telefonisch, verboden.

Ook wordt het maximaal jaarlijks kostenpercentage vastgelegd.

Voor de kredietovereenkomsten waarop het ontwerp van toepassing zal zijn, wordt het gebruik van wisselbrieven verboden.

Tevens worden bepaalde invorderingspraktijken aan banden gelegd.

Toch meent Mevr. Jacobs dat een aantal problemen onopgelost blijven.

In artikel 3 worden een aantal kredietovereenkomsten van het toepassingsgebied van de wet uitgesloten.

Zo is het ontwerp niet van toepassing op kredietopeningen terugbetaalbaar binnen een termijn van ten hoogste drie maanden, noch op kredietovereenkomsten die bedragen betreffen lager dan 8 600 frank. Nochtans wordt juist door mensen met financiële moeilijkheden vaak een beroep gedaan op deze beperkte kredietverlening en stapelen zij op die manier schulden op die hun draagkracht te boven gaan.

In verband met het opslaan van de persoonsgegevens is de oplossing die het ontwerp voorstaat, in eerste instantie de activiteit van de gegevensbank met negatieve gegevens voort te zetten, die dan na drie jaar kan worden omgezet in een positieve gegevensbank.

Spreekster vraagt zich af waarom niet onmiddellijk kan gestart worden met een gegevensbank met positieve gegevens.

Elle demande également si les dispositions relatives à cette banque de données concordent avec celles du projet sur la protection de la vie privée annoncé depuis longtemps déjà par le Gouvernement.

En France, « l'Observatoire de l'endettement des ménages » existe depuis 1989. Une initiative analogue aurait peut-être été utile dans notre pays.

L'intervenante pose enfin quelques questions spécifiques :

1° L'article 18, § 1^{er}, prévoit que le consommateur a le droit de renoncer au contrat pendant un délai de sept jours à dater de la signature de celui-ci. Pourquoi ne pas avoir retenu en l'occurrence le délai de réflexion de 15 jours au moins prévu à l'article 14, § 2 ?

2° L'article 23 prévoit qu'en cas de paiement intégral anticipé, le consommateur a droit à une réduction du montant à payer. Pourquoi une réduction analogue n'est-elle pas prévue en cas de paiement partiel anticipé ?

3° La réglementation en cas de perte ou de vol de cartes de crédit, prévue à l'article 61, est-elle suffisamment sûre ?

*
* *

M. Dielens se félicite au nom de son groupe du dépôt du projet à l'examen. Il est en effet important pour la société d'éviter que l'incitation au crédit n'entraîne le surendettement. La loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement prévoyait déjà diverses mesures de protection du consommateur. Cette loi vieillie est à présent remplacée, à juste titre, par un projet d'une portée plus large.

La transparence en matière d'octroi de crédit sera renforcée grâce à l'obligation d'information réciproque et à l'indication obligatoire du taux annuel effectif global maximum qui permettra au consommateur de comparer les offres de crédit présentes sur le marché.

L'obligation de prudence qui repose sur le prêteur le rend responsable du choix du crédit le mieux adapté au consommateur.

Un autre point positif du projet est qu'il interdit le démarchage pour des contrats de crédit au domicile ou au lieu de travail du consommateur ainsi qu'à l'occasion d'excursions organisées expressément dans ce but.

Le délai de réflexion légal avait déjà été prévu dans la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement.

L'intervenant se demande si la notion d'« entreprise », telle qu'elle est définie à l'article 1^{er}, 17°, est suffisamment précise, étant donné qu'elle n'englobe ni les stands ni les foires où le prêteur exerce également ses activités.

Ook is er de vraag naar de overeenstemming van deze bepalingen met het reeds lang aangekondigde regeringsontwerp over de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

In Frankrijk bestaat er in dit verband sinds 1989 een instantie : « L'Observatoire de l'endettement des ménages ». Misschien was een soortgelijk initiatief ook passend geweest voor ons land.

Tot slot vermeldt de spreekster nog enkele specifieke vragen.

1° Artikel 18, § 1, bepaalt dat de consument het recht heeft om binnen een termijn van zeven dagen vanaf de ondertekening, de overeenkomst op te zeggen. Waarom werd in deze termijn de bedenktijd van ten minste 15 dagen voorzien in artikel 14, § 2, niet opgenomen ?

2° Artikel 23 bepaalt dat de consument bij vroegde volledige betaling een vermindering van het te betalen bedrag bekomt. Waarom is een gelijkaardige vermindering niet voorzien bij een gedeeltelijke vroegde terugbetaling ?

3° Is de regeling bij verlies of diefstal van kredietkaarten voorzien in artikel 61, wel sluitend genoeg ?

*
* *

Namens zijn fractie verklaart *de heer Dielens* verheugd te zijn over het ontwerp. Het is inderdaad belangrijk voor de samenleving dat wordt vermeden om consumenten aan te zetten tot het aangaan van een niet te dragen schuldenlast. De wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering voorzorg reeds in enkele maatregelen ter bescherming van de consument. Deze verouderde wet wordt nu terecht vervangen door een ontwerp met een ruimer toepassingsgebied.

De transparantie van de kredietverlening zal worden verhoogd door de wederzijdse informatieplicht en de verplichte vermelding van het jaarlijks kostenpercentage waardoor het aanbod vergelijkbaar wordt.

De zorgvuldigheidsplicht die rust op de kredietverlener, stelt hem verantwoordelijk voor het aanbod van het meest aangepaste krediet.

Positief is dat het leuren met kredietovereenkomsten aan de woonplaats of de werkplaats, evenals het organiseren van uitstappen met dat doel worden verboden.

De wettelijke bedenktijd is een bepaling die ook reeds werd opgenomen in de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling.

Spreekster vraagt zich af of het begrip « onderneming » zoals gedefinieerd in artikel 1, 17°, wel sluitend genoeg is, aangezien standen en beurzen waar de kredietverlener ook zijn activiteiten uitoefent, er niet door omvat worden.

La possibilité d'octroyer des facilités de paiement, prévue à l'article 38, est une bonne chose, mais la procédure proposée ne tient guère compte de l'endettement global du consommateur.

En effet, la difficulté d'exécuter un contrat de crédit ne représente parfois que « le sommet de l'iceberg » des difficultés financières de consommateur.

Aussi son groupe prendra-t-il des initiatives législatives qui concerneront plus spécifiquement l'endettement global des consommateurs.

Certains problèmes restent posés également en ce qui concerne la responsabilité liée à l'utilisation de la carte de crédit, telle qu'elle est organisée à l'article 61.

Que se passe-t-il lorsque l'émetteur des cartes de crédits ne peut être atteint directement en cas de perte ou de vol ?

Qui supportera les risques en cas de déficience du système automatisé d'ouverture de crédit ?

On ne peut que se réjouir de l'intention de transformer la banque centrale de données en banque de données positives après une période de trois ans. D'aucuns estimeront peut-être que cela risque de mener à une bureaucratisation préjudiciable à la transparence, mais les pouvoirs publics n'ont-ils pas, d'autre part, le devoir d'intervenir lorsqu'il s'avère que 10 000 consommateurs se retrouvent chaque année dans une situation dramatique ?

*
* *

Mme Corbisier-Hagon constate que la Commission examine le troisième volet du tryptique qui devrait apporter au consommateur une meilleure information, une meilleure protection et surtout lui permettre de bénéficier des retombées de la véritable concurrence entre entreprises.

Après le projet de loi relatif aux pratiques du commerce et à l'information du consommateur et après le projet de loi relatif à la protection de la concurrence économique, ce projet relatif au crédit à la consommation complète indiscutablement notre arsenal législatif d'une manière fondamentale.

L'intervenante se réjouit du fait que le législateur, peu à peu, prend conscience du rôle régulateur que l'Etat doit jouer en matière de droit des consommateurs.

Elle constate que peu de statistiques existent pour nous permettre de cerner exactement l'incidence du crédit sur le niveau de vie des ménages. Deux chiffres lui semblent particulièrement importants :

— 90 % des ménages belges ont été ou sont endettés et recourent plus ou moins fréquemment aux différentes formes de crédit;

De wettelijke mogelijkheid om betalingsfaciliteiten toe te staan, waarin artikel 38 voorziet, is een goede zaak, maar de voorgestelde procedure houdt weinig rekening met de globale schuldsituatie van de consument.

Een enkele kredietovereenkomst waarvan de verplichtingen moeilijk nagekomen worden, is soms immers slechts het topje van de ijsberg van de financiële moeilijkheden waarin de consument verzeild is geraakt.

Daarom zal zijn fractie wetgevende initiatieven nemen, die meer de integrale schuldsituatie van de consumenten tot voorwerp zullen hebben.

Ook de aansprakelijkheidsregeling bij kredietkaarten, zoals geregeld bij artikel 61, laat nog enkele vragen onbeantwoord.

Wat indien bij verlies of diefstal, de uitgever van de kredietkaarten, niet onmiddellijk te bereiken is ?

Bij wie ligt het risico, indien het geautomatiseerde systeem van kredietopneming defect blijkt ?

Dat de centrale gegevensbank na een periode van 3 jaar op een positieve wijze zal worden aangelegd, is een te steunen voornemen. Misschien leidt volgens sommigen deze opstelling tot een onoverzichtelijke bureaucratisering, maar daartegenover staat dat de overheid de plicht heeft om op te treden wanneer blijkt dat jaarlijks 10 000 consumenten in dramatische toestanden terechtkomen.

*
* *

Mevr. Corbisier-Hagon constateert dat de Commissie het derde deel van een drieluik behandelt dat de verbruiker een betere voorlichting en bescherming moet bieden, en hem vooral in staat moet stellen om profijt te trekken uit de gevolgen die een daadwerkelijke concurrentie tussen ondernemingen meebrengt.

Na het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken en de voorlichting van de verbruiker en het wetsontwerp tot bescherming van de economische mededinging, vormt dit wetsontwerp op het consumentenkrediet beslist een fundamentele aanvulling van onze wetgeving.

Het lid verheugt zich over het feit dat de wetgever zich stilaan bewust wordt van de regulerende rol die de overheid inzake consumentenrecht moet spelen.

Zij constateert dat er weinig statistische gegevens bestaan die ons een juist inzicht kunnen verschaffen over de weerslag die het krediet op de levensstandaard van de gezinnen heeft. Twee zaken lijken echter wel bijzonder belangrijk te zijn :

— 90 % van de Belgische gezinnen hadden of hebben schulden aangegaan en maken al dan niet regelmatig gebruik van de verschillende vormen van kredietverlening;

— 95 % des obligations de remboursements sont respectés sans jamais poser de problèmes.

Il n'y aurait donc que 5 % des ménages qui éprouveraient des difficultés de remboursement. Toutefois, la réalité que les chiffres nous proposent n'est en rien comparable à la réalité vécue par les ménages.

En effet, derrière ces 95 % d'obligations respectées, on découvre un étrange phénomène de surconsommation qui s'explique en raison notamment de la pression sociale exercée sur l'emprunteur. Celui-ci sait, en effet, qu'il devra encore faire appel au crédit dans sa vie et qu'il n'a donc aucun intérêt à se signaler au prêteur par des retards de remboursements qui le conduiraient inévitablement à figurer sur les listes noires.

Pour éviter cette exclusion sociale, l'emprunteur s'efforcera de rembourser ses emprunts par une réduction de ses autres budgets : budget alimentaire, vêtements, loisirs, ...

Le projet actuel garantit à l'emprunteur une meilleure information sur le crédit. Il s'apprête à souscrire une meilleure protection à l'égard de toute une série de mécanismes qui trop souvent l'empêchent de comprendre exactement la portée de ses engagements.

Le projet ne fournit cependant pas de réponse globale à la problématique de l'endettement des consommateurs. Il reste dans une approche individualisée du contrat de crédit sans en saisir son aspect collectif. Ainsi, la procédure mise en place, destinée à permettre au consommateur d'obtenir la suspension temporaire de ses engagements, reste de nature individualiste. Elle ne contribue nullement au règlement global des dettes. Ainsi aucune responsabilité n'est mise à charge du donneur du crédit quand il connaît l'état des dettes du candidat emprunteur et quand il accepte de lui octroyer des crédits supplémentaires.

Manifestement, une dimension collective globale manque à ce projet. Il en constitue la limite. L'intervenante est convaincue qu'il faudra intégrer cette dimension très rapidement dans un traitement global du crédit à la consommation.

Ensuite, elle aborde quelques points plus précis du projet.

1. *Le champ d'application de la loi*

L'intervenante se réfère à ce que Mme Jacobs a déjà dit à ce sujet. Elle constate que le texte du projet prévoit de nombreuses exceptions. Certaines sont compréhensibles, d'autres beaucoup moins.

Ainsi, pourquoi les contrats de crédit portant sur des montants inférieurs à 8 600 francs sont-ils exclus partiellement du champ d'application du projet (art. 3, § 2) ? Tous les petits contrats de crédit ne sont donc pas visés par la loi alors que bien souvent, ce sont ceux-là qui posent le plus de problèmes. Face aux pressions de certaines agences recourant à des moyens

— 95 % van de verplichtingen tot terugbetaling worden zonder enig probleem nagekomen.

De bewering als zouden niet meer dan 5 % van de gezinnen het lastig hebben met de aflossing van hun schulden strookt echter helemaal niet met de realiteit die zij aan den lijve ondervinden.

Achter die 95 % nagekomen verplichtingen gaat immers een eigenaardig fenomeen van overconsumptie schuil, dat onder meer te verklaren is door de sociale druk die wordt uitgeoefend op de kredietnemer, die goed weet dat het niet de laatste keer is dat hij zal moeten gaan lenen en er dus geen enkel belang bij heeft om in de kijker te lopen bij de kredietgever als hij zijn schulden te laat betaalt, waardoor hij onvermijdelijk op de zwarte lijsten terechtkomt.

Om die maatschappelijke uitsluiting te ontlopen gaat de kredietnemer zich inspannen om zijn leningen af te lossen door op andere posten te besparen : voeding, kleding, vrijetijdsbesteding, ...

Dit ontwerp wil de kredietnemer degelijker voorlichten over de kredietmogelijkheden en hem beter beschermen tegen een hele reeks mechanismen die hem al te vaak verhinderen om de exacte omvang van zijn verbintenissen in te schatten.

Het ontwerp reikt echter geen globale oplossing aan voor het schuldenprobleem van de consumenten. Het beperkt zich tot een geïndividualiseerde benadering van de kredietovereenkomst en gaat voorbij aan het collectieve aspect ervan. De geplande procedure, op grond waarvan aan de consument een tijdelijke schorsing van zijn verbintenissen kan worden toegestaan, heeft nog altijd een individualistisch karakter en draagt helemaal niet bij tot een afdoende oplossing van het schuldenvraagstuk. Zo wordt de kredietgever die de schuldenlast van een kandidaat-kredietnemer kent en hem toch nog extra leningen toestaat, helemaal niet aansprakelijk gesteld.

Het ontbreekt het ontwerp klaarblijkelijk aan een globale collectieve dimensie. Het lid is ervan overtuigd dat die leemte zeer snel moet worden aangevuld bij een globale aanpak van het probleem van het consumentenkrediet.

Vervolgens snijdt spreekster enkele bijzondere punten van het ontwerp aan.

1. *Toepassingsgebied van de wet*

Het lid verwijst in de eerste plaats naar wat Mevr. Jacobs daarover reeds gezegd heeft. Zij constateert dat de tekst van het ontwerp een groot aantal uitzonderingen bevat waarvan er sommige begrijpelijk zijn maar andere veel minder.

Zo kan men zich afvragen waarom de kredietovereenkomsten die betrekking hebben op bedragen die lager zijn dan 8 600 frank, gedeeltelijk uit het toepassingsgebied van het ontwerp gesloten zijn (art. 3, § 2). Niet alle kredietovereenkomsten van geringe omvang vallen dus onder toepassing van de geplande wet, terwijl precies die overeenkomsten in veel geval-

à la limite de la légalité, le consommateur préfère payer plutôt que de recourir aux tribunaux.

Ce montant de 8 600 francs correspond probablement au 200 écus de la directive européenne. Mais la directive n'étant jamais que minimale, la Belgique pouvait, si elle le voulait vraiment, aller plus loin.

Pourquoi en plus le projet exclut-il les ouvertures de crédit remboursables dans un délai ne dépassant pas 3 mois et portant sur un montant inférieur à 50 000 francs (article 3, § 1^{er}, 4^o) ?

Pourquoi aussi le crédit hypothécaire est-il totalement exclu du projet ? Pourquoi ce traitement privilégié alors que la charge d'endettement des ménages en Belgique est composé à 80 % de crédit hypothécaire ?

S'il y a surendettement et surconsommation, c'est évidemment ce type de crédit qui devrait en être tenu pour principalement responsable.

C'est un crédit cher, et qui engage l'emprunteur bien souvent pour une longue durée. Pour un ménage moyen, le remboursement de ce type de crédit se fait en lui consacrant la quasi totalité d'un deuxième salaire.

En cas de perte d'emploi ou en cas d'accident social, c'est la crise, la catastrophe. Et ce ne sont pas toujours les plus démunis qui sont touchés par de telles catastrophes.

L'intervenante regrette donc qu'un certain nombre de dispositions du projet ne soient pas d'application pour le crédit hypothécaire.

Elle sait que le Gouvernement prépare un projet en cette matière. Mais ce projet-ci aurait pu constituer le cadre général dans lequel cette loi plus particulière serait venue s'inscrire.

2. Compatibilité du projet crédit à la consommation avec le projet de loi relatif aux pratiques de commerce

Lors de la discussion du projet de loi relatif aux pratiques de commerce, le problème de la compatibilité du projet avec le projet crédit à la consommation a été soulevé. Le Gouvernement a rédigé une note, annexée au rapport, amendant les deux projets.

Toutefois, on a l'impression que certaines contradictions subsistent. Ainsi, l'article 77, § 2 du projet relatif aux pratiques de commerce prévoit dans le cadre de la vente à distance, qu'aucun acompte ne doit être versé avant la fin du délai de réflexion alors que le consommateur est déjà en possession du bien. Par contre, l'article 45, § 1^{er} du présent projet mentionne

len de meeste moeilijkheden doen rijzen. Onder druk van sommige agentschappen die niet terugdeinzen voor procédés op de rand van de wettelijkheid, betaalt de consument nog liever, dan naar de rechtbank te stappen.

Dat bedrag van 8 600 frank stemt waarschijnlijk overeen met de 200 ecu's van de Europese richtlijn maar, aangezien de richtlijn altijd minimumbedragen hanteert, zou België, als daartoe echt de wil aanwezig was, verder kunnen gaan.

Waarom is het ontwerp daarenboven niet van toepassing op de kredietopeningen terugbetaalbaar binnen een termijn van ten hoogste drie maanden en die betrekking hebben op bedragen die lager zijn dan 50 000 frank (artikel 3, § 1, 4^o) ?

Waarom wordt het hypothecair krediet volledig buiten het wetsontwerp gelaten ? Vanwaar deze voorkeursbehandeling, terwijl de schuldenlast van de Belgische gezinnen ten belope van 80 % uit hypothecair krediet bestaat ?

Het spreekt vanzelf dat eventuele te grote schuldenlast en overconsumptie in hoofdzaak aan dit soort kredieten te wijten zijn.

Hypothecair krediet is een dure kredietvorm, waarbij de kredietnemer vaak een verbintenis op lange termijn aangaat. Een gemiddeld gezin besteedt zijn tweede inkomen nagenoeg volledig aan de terugbetaling van dit soort kredieten.

Verliest een lid van het gezin zijn baan, of wordt het gezin op sociaal gebied door tegenspoed getroffen, dan betekent dit voor de betrokkenen een crisis of zelfs een ramp. Het zijn niet altijd de minst draagkrachtigen die met een dergelijke tegenspoed worden geconfronteerd.

Spreekster betreurt dan ook dat een aantal bepalingen van dit wetsontwerp niet van toepassing is op het hypothecair krediet.

Het is haar bekend dat de Regering ter zake een wetsontwerp voorbereidt. Dit ontwerp had evenwel het algemene kader kunnen vormen waarin die meer specifieke wet had kunnen passen.

2. Overeenstemming van het wetsontwerp op het consumentenkrediet met het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken

Tijdens de bespreking van het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken werd het probleem van de overeenstemming van dit wetsontwerp met het ontwerp op het consumentenkrediet ter sprake gebracht. De Regering heeft een aan het verslag gehechte nota opgesteld, waarin beide wetsontwerpen worden geamendeerd.

Niettemin bestaat de indruk dat nog een aantal tegenstrijdigheden blijven bestaan. Zo bepaalt artikel 77, § 2, van het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken dat bij verkoop op afstand vóór het einde van de bedenktijd geen voorschot hoeft te worden betaald, ofschoon de consument reeds in het bezit van de goederen is. Overeenkomstig artikel 45, § 1,

qu'au plus tard au moment de la signature du contrat de vente à tempérament, le vendeur doit percevoir un acompte de 15 %. Il y a là manifestement une contradiction à résoudre.

Il faudrait également harmoniser les deux projets sur différents autres points. Par exemple, la compétence du juge est traitée de manière différente. Dans le projet crédit à la consommation, la compétence est reconnue au juge du domicile du consommateur (article 114).

Par contre, rien n'est prévu en ce sens dans le projet pratiques du commerce. Pourquoi cette différence de traitement alors que les deux projets ont pour but l'un et l'autre de mieux protéger le consommateur et donc de lui faciliter l'accès à la justice ?

Aussi, dans le projet sur les pratiques du commerce et dans le projet protection de la concurrence économique, la Commission n'a pas approuvé les articles permettant au Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, de modifier la loi pour la mettre en conformité avec les directives européennes.

Le présent projet maintient cette compétence du pouvoir exécutif. Ne faudrait-il pas d'ores et déjà amender le projet de loi crédit à la consommation en ce sens ?

3. Problèmes soulevés par les cessions de droit sur des sommes d'argent et par l'octroi des facilités de paiement (articles 37, 38 et 39)

La disposition de l'article 37, § 1^{er}, relative à la cession des sommes d'argent visées à l'article 1410, § 1^{er}, du Code judiciaire ne protège pas assez le consommateur. Pourquoi ne pas passer par l'intervention du juge des saisies quitte à revoir le coût de la procédure ? Ceci constituerait un premier pas vers un règlement global de l'endettement des ménages.

Le projet actuel (article 38) n'a pas beaucoup innové par rapport au droit commun quant à l'octroi des facilités de paiement par le juge de paix. Ce n'est qu'une sorte de confirmation de l'article 1244 du Code civil. Ici ne faudrait-il pas également aller plus loin et envisager une sorte de concordat judiciaire qui pourrait permettre la renégociation, la remise ou la suspension des dettes ?

4. Ouverture de crédit (articles 59 et 60)

Les articles 59 et 60 prévoient que lorsque le taux change, le consommateur doit en être informé et il a la possibilité de résilier le contrat dans les trois mois si le taux augmente de plus de 25 %. Le membre de-

van dit ontwerp moet de verkoper uiterlijk bij het ondertekenen van de overeenkomst van verkoop op afbetaling een voorschot van 15 % ontvangen. Daarin schuilt duidelijk een tegenstrijdigheid die moet worden weggewerkt.

Bovendien moeten beide ontwerpen ook op een aantal andere punten met elkaar in overeenstemming worden gebracht. Zo wordt de bevoegdheid van de rechter op verschillende wijze geregeld. In het wetsontwerp op het consumentenkrediet wordt bepaald dat de rechter van de woonplaats van de consument bevoegd is (artikel 114).

Een soortgelijke bepaling ontbreekt evenwel in het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken. Hoe is dit onderscheid te verklaren, terwijl beide wetsontwerpen tot doel hebben de consument een betere bescherming te bieden, en hem bijgevolg de toegang tot het gerecht te vereenvoudigen ?

Ook heeft de Commissie in het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken alsmede in het wetsontwerp tot bescherming van de economische mededinging de artikelen niet aanvaard waarbij aan de Koning de bevoegdheid wordt verleend bij een in Ministerraad overlegd besluit de wet te wijzigen om deze in overeenstemming met de EEG-Richtlijnen te brengen.

In dit ontwerp blijft die bevoegdheid van de uitvoerende macht behouden. Moet bijgevolg ook het wetsontwerp op het consumentenkrediet niet nu al in die zin worden aangepast ?

3. Problemen tengevolge van de afstand van rechten op geldsommen en door het toestaan van betalingsfaciliteiten (artikelen 37, 38 en 39)

De bepaling van artikel 37, § 1, met betrekking tot de afstand van geldsommen, zoals bepaald in het artikel 1410, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, biedt de consument onvoldoende bescherming. Waarom kan dit niet via de beslagrechter, ook al moet daarvoor de kostprijs van de rechtspleging worden aangepast ? Dat zou alvast een eerste stap zijn in de richting van een definitieve regeling voor de problemen van gezinnen met een zware schuldenlast.

Het voorliggende ontwerp (artikel 38) is in vergelijking met het gemeen recht niet erg vernieuwend wat het toestaan van betalingsfaciliteiten door de vrederechter betreft. Eigenlijk wordt alleen maar artikel 1244 van het Burgerlijk Wetboek bevestigd. De vraag is of men ook hier niet verder moet gaan en in een vorm van gerechtelijk akkoord voorzien, waarbij herschikking, kwijtschelding of opschorting van de schulden mogelijk wordt.

4. Kredietopening (artikelen 59 en 60)

De artikelen 59 en 60 bepalen dat de consument op de hoogte moet worden gebracht als de rente wijzigt. Indien de rentevoet met meer dan 25 % stijgt, heeft hij het recht de overeenkomst binnen een termijn van

mande quel est le taux applicable pour la période de résiliation des trois mois. Est-ce l'ancien taux ou bien est-ce déjà le nouveau taux ?

5. Fichiers et banques de données

Le projet instaure un système de protection des fichiers et de la banque négative de données. Cette protection est calquée sur le système de la banque-carrefour de la sécurité sociale.

Peu à peu, on est en train de créer une législation disparate quant à la protection de la vie privée à l'égard des banques de données.

Le Ministre de la Justice vient d'annoncer un projet portant sur la protection de la vie privée à l'égard des banques de données en général. Il existe par ailleurs la banque-carrefour de la sécurité sociale. Dans le cadre du permis à points, un fichier central des infractions a aussi été mis en place avec toute une série de mécanismes de protection. Et voici enfin créée par ce projet, une banque de données auprès de la banque nationale et tous les fichiers périphériques. Quelles sera en fin de compte la règle applicable ? A force de tout vouloir protéger, ne crée-t-on pas l'insécurité ? Afin de garantir la sécurité juridique, ne serait-il pas préférable de soumettre tous ces fichiers à une et une seule loi ?

*
* *

M. Cuyvers constate que le projet à l'examen poursuit un double objectif : protéger le consommateur contre le surendettement et protéger le prêteur contre les défauts de paiement. Ces deux aspects sont étroitement liés. On peut toutefois se demander dans quelle mesure le projet de loi permettra de réaliser ces objectifs.

L'intervenant est de toute manière opposé à la banque de données positives évoquée par le ministre. Les prêteurs risquent en effet de faire preuve d'une prudence excessive dès lors qu'ils constateront qu'une personne ne figure pas dans cette banque centrale, d'autant plus que le projet instaure une certaine responsabilité dans leur chef. Un intervenant précédent a en outre souligné que 95 % des emprunteurs parviennent à rembourser sans problèmes la totalité des sommes dues et que 90 % de la population recourent à l'une ou l'autre forme de crédit, ce qui impliquerait que la quasi-totalité de la population devrait être enregistrée.

En ce qui concerne la banque de données négatives constituée auprès de la Banque nationale, l'intervenant demande d'où proviendront les données consignées. Tiendra-t-on compte d'un critère (purement) monétaire pour l'enregistrement de certains emprunteurs ? L'emprunteur enregistré dans la banque centrale y restera-t-il ou sera-t-il radié après un certain temps ? Qui aura accès à cette banque de données :

drie maanden op te zeggen. Het lid vraagt zich af welke rentevoet tijdens de opzeggingstermijn van drie maanden geldt. Is dat de oude of de nieuwe rentevoet ?

5. Bestanden en gegevensbanken

Dit ontwerp voorziet ook in een regeling voor de bescherming van de bestanden en de negatieve gegevenscentrale, die aan het systeem van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid is ontleend.

Op die manier komt evenwel stapsgewijze een zeer disparate wetgeving voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in gegevensbanken tot stand.

De Minister van Justitie heeft onlangs een wetsontwerp aangekondigd over de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in gegevensbanken in het algemeen. Er is de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en het in het kader van het rijbewijs met strafpunten opgerichte centrale gegevensbestand voor alle overtredingen waaraan ook een hele reeks beschermingsmechanismen zijn verbonden. Tot slot voorziet ook dit ontwerp in de oprichting van een gegevensbank bij de Nationale Bank en in tal van perifere bestanden. Welke regels zullen uiteindelijk gelden ? Loopt men door alles te willen beschermen niet het gevaar uiteindelijk de onzekerheid in de hand te werken ? Kan een en dezelfde wet voor alle bestanden de rechtszekerheid niet beter waarborgen ?

*
* *

De heer Cuyvers stelt vast dat dit wetsontwerp een tweeledig doel nastreeft : de consument beschermen tegen overmatige kredietopname en de kredietgever beschermen tegen wanbetalers. Beide aspecten zijn onverbrekkelijk verbonden. De vraag is echter in hoeverre het wetsontwerp deze doeleinden ook zal realiseren.

Spreker is alleszins gekant tegen de door de Minister vermelde positieve gegevensbank. Het gevaar bestaat namelijk dat de kredietgevers te voorzichtig worden, als zij vaststellen dat een bepaald iemand niet in deze centrale is opgenomen, temeer daar dit ontwerp een zekere aansprakelijkheid instelt in hoofde van de kredietgever. Bovendien heeft een vorige spreker erop gewezen dat 95 % van de kredietnemers erin slaagt alles terug te betalen zonder problemen en dat 90 % van de bevolking een beroep doet op een of andere vorm van krediet. Dit zou impliceren dat nagenoeg de ganse bevolking dient te worden geregistreerd.

Wat betreft de negatieve gegevensbank bij de Nationale Bank, vraagt spreker vanwaar de gegevens zullen komen. Zal een (louter) monetair criterium worden gehanteerd voor het al dan niet registreren van bepaalde kredietnemers ? Als men eenmaal in de centrale is opgenomen, blijft de naam dan in het bestand of gelden hier bepaalde termijnen, waarna men wordt geschrapt ? Wie zal toegang hebben tot

uniquement les prêteurs agréés ou aussi les intermédiaires de crédit ? Comment seront organisés le contrôle et les sanctions au cas, par exemple, où des données seraient transmises à un tiers incompétent ? La consultation de la banque de données constitue, selon la philosophie du projet, une protection du prêteur contre le défaut de paiement. Pourquoi alors le coût de la consultation de la banque de données est-il à charge du consommateur, même si le crédit est refusé ?

L'intervenant demande si la notion de « taux annuel effectif global » englobe aussi les frais de dossier. Dans la négative il sera impossible de comparer les coûts des différents crédits.

L'intervenant demande aussi des précisions au sujet de la notion de « sûretés » figurant à l'article 14, § 3, 8°. Il déclare en guise de conclusion que, tout comme au Sénat, son groupe votera le projet de loi à l'examen, car bien qu'il ne soit pas parfait, il constitue un pas en avant dans la protection du consommateur.

*
* *

M. Candries souscrit aussi sans réserve au projet de loi à l'examen, car il contribuera sans nul doute à réduire les problèmes liés au crédit. Il ne faut toutefois pas s'imaginer qu'il permettra de résoudre toutes les difficultés. Il convient en tout cas d'aider davantage de personnes et de ménages à éviter des drames sociaux. Ce projet de loi constitue, tant du point de vue social que du point de vue économique, un pas dans la bonne direction. Il faudra toutefois rester attentif à l'évolution de la situation.

*
* *

M. De Clerck constate que de très nombreuses observations ont déjà été faites quant au fond. Aussi se bornera-t-il à examiner le problème du traitement des données à caractère personnel en matière de crédit à la consommation (art. 68 e.s.). L'intervenant constate que le libellé de ces articles ne satisfait pas aux exigences de clarté et de précision qui devraient s'appliquer à de tels textes. Il n'est en particulier nullement précisé quelle est la relation entre les fichiers individuels et la banque centrale de données. Il en va de même en ce qui concerne les relations entre la Commission de la protection de la vie privée et le Comité de surveillance à créer par le Roi (art. 72, §§ 1^{er} et 2). L'intervenant insiste à cet égard pour que le projet de loi sur la protection de la vie privée soit rapidement déposé au Parlement. L'intervenant attendra aussi d'avoir pu prendre connaissance du texte du projet de loi sur la protection de la vie privée avant de faire connaître son opinion au sujet de l'immunité des membres du Comité de surveillance, de l'opportunité de constituer une banque centrale de données négatives et d'une série d'autres points.

deze gegevensbank : alleen de erkende kredietverleners of ook de kredietbemiddelaars ? Hoe zal controle en sanctionnering worden georganiseerd, bijvoorbeeld ingeval gegevens worden doorgespeeld aan een onbevoegde derde ? De raadpleging van de gegevensbank geldt, in de filosofie van het wetsontwerp, als een bescherming van de kredietgever tegen wanbetaling. Waarom worden de kosten van de raadpleging van de gegevensbank dan verhaald op de consument, zelfs als het krediet wordt geweigerd ?

Wat de notie « jaarlijks kostenpercentage » betreft, wenst spreker te vernemen of dit ook de dossierkosten omvat. Zoniet is de vergelijking van de kostprijs van de verschillende kredieten onmogelijk.

Daarnaast wenst spreker toelichting bij het begrip « zekerheden » in art. 14, § 3, 8°. Spreker besluit dat zijn fractie, zoals in de Senaat, dit wetsontwerp zal goedkeuren. Hoewel niet volmaakt, is het een stap vooruit in de consumentenbescherming.

*
* *

De heer Candries kan eveneens onderhavig wetsontwerp volledig onderschrijven. Zonder twijfel zal dit leiden tot een vermindering van de probleemsituaties rond krediet. Men mag echter niet de illusie koesteren dat hiermee alle moeilijkheden van de baan zullen zijn. Alleszins dienen meer personen en gezinnen te worden begeleid teneinde sociale drama's te vermijden. Dit wetsontwerp is zowel sociaal als economisch een stap in de goede richting. Men dient de evolutie echter creatief te blijven bijsturen.

*
* *

De heer De Clerck stelt vast dat reeds zeer veel opmerkingen ten gronde werden gemaakt. Hij wenst dan ook in dit kader alleen in te gaan op de verwerking van persoonsgegevens betreffende het consumentenkrediet (art. 68, e.v.). Spreker stelt vast dat de redactie van deze artikelen niet beantwoordt aan de voorwaarde van helderheid en ondubbelzinnigheid die voor dergelijke teksten zou moeten gelden. Meer bepaald is volstrekt onduidelijk welke relatie er bestaat tussen de individuele bestanden enerzijds en de centrale gegevensverzameling anderzijds. Hetzelfde geldt voor de verhouding tussen enerzijds de Commissie voor de Bescherming van de persoonlijke levenssfeer en anderzijds het door de Koning op te richten Toezichtscomité (art. 72, § 1 en § 2). Spreker dringt in dit verband aan op een snelle indiening in het Parlement van het wetsontwerp met betrekking tot de privacy. Ook wat betreft de immuniteit van de leden van het Toezichtscomité, de opportuniteit van een negatieve centrale en een aantal andere aspecten wenst spreker zijn oordeel op te schorten totdat hij inzage heeft gekregen in de tekst van hogergenoemd privacy-ontwerp.

Réponses du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques

En ce qui concerne la relation avec le droit européen, le *Vice-Premier Ministre* fait observer que notre législation nationale s'applique intégralement aux entreprises de crédit étrangères qui, éventuellement après avoir été agréées dans un autre pays, opèrent sur notre territoire, pour autant que ces entreprises étrangères ne soient pas lésées par rapport aux entreprises belges (principe d'égalité). Il convient d'autre part de faire observer que lorsqu'elle entrera en vigueur, la Deuxième directive européenne concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit ne modifiera pas radicalement les règles relatives à l'agrément.

*
* *

Le Ministre estime que les amendements n^{os} 1 et 2 de M. Bertouille concernent des modifications d'ordre technique et n'impliquent dès lors pas le renvoi du projet de loi au Sénat.

*
* *

Le *Vice-Premier Ministre* confirme que le projet à l'examen ne règle pas encore entièrement et fondamentalement la problématique de l'endettement. Ainsi que plusieurs intervenants l'ont fait observer, certains problèmes n'ont pas été résolus. Le projet ne constitue en effet qu'un premier pas, qui était toutefois nécessaire.

*
* *

Le *Vice-Premier Ministre* reconnaît que la réglementation prévue par le projet de loi à l'examen est très poussée et très détaillée. Souvent, les directives européennes règlent elles aussi tout jusque dans les moindres détails. Cette méthode a toutefois atteint ses limites, car on ne peut pas aller beaucoup plus loin dans ce sens.

*
* *

En ce qui concerne les nombreuses questions relatives aux banques de données, le *Vice-Premier Ministre* souligne qu'il n'était personnellement pas partisan d'inscrire dans le projet des dispositions relatives à la protection de la vie privée. Cette matière fait en effet l'objet d'un projet de loi distinct, qui sera déposé sous peu par le Gouvernement. Le projet à l'examen a toutefois été discuté au Conseil des mi-

Antwoorden van de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken

Wat de verhouding met het Europees recht betreft, wijst de *Vice-Eerste Minister* erop dat onze nationale wetgeving integraal toepasselijk is op de buitenlandse kredietondernemingen die — na eventueel in een ander land erkend geweest te zijn — op ons grondgebied opereren, voorzover deze vreemde ondernemingen niet worden gediscrimineerd ten opzichte van de eigen ondernemingen (gelijkheidsprincipe). Het is anderzijds wel zo dat de erkenningsregels niet radicaal zullen worden gewijzigd, eens de Tweede Europese Richtlijn betreffende de toegang tot de werkzaamheden van kredietinstellingen van kracht zal worden.

*
* *

De amendementen n^{rs} 1 en 2 van de heer Bertouille houden volgens de *Vice-Eerste Minister* technische wijzigingen in. Deze laatste impliceren niet dat het wetsontwerp opnieuw aan de Senaat zal moeten worden overgezonden.

*
* *

De *Vice-Eerste Minister* bevestigt dat dit wetsontwerp de algemene schuldenproblematiek nog niet volledig en ten gronde regelt. Zoals meerdere sprekers laten opmerken, blijven een aantal problemen nog onopgelost. Het gaat hier inderdaad slechts om een eerste, zij het noodzakelijke fase.

*
* *

De *Vice-Eerste Minister* geeft toe dat onderhavig wetsontwerp een zeer verregaande en gedetailleerde reglementering inhoudt. Ook de Europese Richtlijnen regelen alles vaak tot in de kleinste details. Deze werkwijze heeft echter stilaan een plafond bereikt: veel verder kan men hier niet meer gaan.

*
* *

Wat de vele vragen met betrekking tot de gegevensbanken betreft, onderstreept de *Vice-Eerste Minister* dat hijzelf geen vragende partij was om in dit wetsontwerp bepalingen met betrekking tot de bescherming van de privacy op te nemen. Er bestaat immers een apart wetsontwerp met betrekking tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, dat binnenkort door de Regering zal worden neergelegd.

nistres alors que celui relatif à la protection de la vie privée se trouvait au Conseil d'Etat. Comme certains ministres craignaient que le projet relatif à la protection de la vie privée ne puisse pas être déposé à temps au Parlement, les dispositions en question figurant dans ce projet ont été reprises dans le projet à l'examen. Il est par conséquent à craindre que, si le projet relatif à la protection de la vie privée est amendé au Parlement, les deux projets ne correspondront plus sur ce point.

Les rapports entre le Comité de contrôle et la Commission de la protection de la vie privée sont régis de la même manière que dans le projet relatif à la protection de la vie privée.

Les dispositions relatives à la banque de données négatives et à l'éventuelle banque de données positives reposent sur un compromis au sein du Gouvernement. Il s'est trouvé, au sein de chaque parti, des partisans tant de la banque de données négatives que de la banque de données positives. En ce qui concerne la banque de données positives, certains membres du Gouvernement étaient même partisans de déléguer des pouvoirs très étendus au Roi, comme dans le projet relatif à la protection de la vie privée.

*
* *

La question de savoir si le faible pourcentage de mauvais payeurs (4 %) justifie suffisamment le coût de la création et du maintien d'une banque de données, relève d'un débat social plus large.

*
* *

En ce qui concerne l'article 69, § 5 (effacement de certaines données), il est évident que le Roi déterminera le délai de conservation desdites données et par conséquent, le moment où leur effacement est obligatoire.

*
* *

En ce qui concerne la notion de « leasing », le Vice-Premier Ministre attire l'attention sur l'arrêté royal du 10 novembre 1967 concernant le leasing professionnel, qui n'est pas visé par le projet à l'examen. Cet arrêté royal demeure donc bien en vigueur. En outre, il ressort de l'article 1^{er} qu'un usage mixte ne doit pas être considéré nécessairement comme un usage professionnel : il convient en effet d'examiner la volonté des parties et au besoin l'usage prioritaire : privé ou professionnel. Si l'emprunteur n'exerce aucune activité professionnelle indépendante, il sera en principe dans tous les cas considéré comme un consommateur, et le crédit aura un usage privé.

Toen onderhavig wetsontwerp werd besproken in de Ministerraad, bevond het privacy-ontwerp zich echter bij de Raad van State. Omdat bepaalde collega-ministers vreesden dat het privacy-ontwerp te laat zou komen, werden de desbetreffende teksten uit laatstgenoemd ontwerp letterlijk overgenomen in onderhavig ontwerp. Bijgevolg is er wel een zeker risico dat — indien het privacy-ontwerp in het Parlement wordt geamendeerd — de beide ontwerpen niet langer overeenstemmen op dit punt.

De verhouding tussen het Toezichtscomité en de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer is op identieke wijze geregeld als in het privacy-ontwerp.

De bepalingen met betrekking tot zowel de negatieve als de eventuele positieve gegevensbank berusten op een compromis binnen de Regering. In elke partij bevonden zich voorstanders van zowel de negatieve als de positieve bank. Wat de positieve gegevensbank betreft, waren bepaalde Regeringsleden zelfs voorstander van een zeer verregaande bevoegdheidsdelegatie aan de Koning, zoals in het privacy-wetsontwerp.

*
* *

De vraag of het kleine percentage wanbetalers (4 %) een voldoende rechtvaardiging vormt voor de kosten van het creëren en instandhouden van een gegevensbank, maakt deel uit van een ruimer maatschappelijk debat.

*
* *

Wat art. 69, § 5 betreft (uitwissing van bepaalde gegevens) ligt het voor de hand dat de Koning een termijn voor de bewaring van die gegevens en bijgevolg het ogenblik van de schrapping ervan zal vaststellen.

*
* *

Aangaande het begrip « leasing » wijst de Vice-Eerste Minister erop dat het koninklijk besluit van 10 november 1967 handelt over professionele leasing, die door onderhavig wetsontwerp niet wordt geïntroduceerd. Voormeld koninklijk besluit blijft dus wel degelijk van kracht. Bovendien blijkt uit art. 1 dat een gemengd gebruik niet noodzakelijk als een professioneel gebruik dient beschouwd te worden : het zal aangewezen zijn om de wens van de partijen en zo nodig het prioritaire gebruik (privé of beroepsmatig) te onderzoeken. Als de kredietnemer geen enkele zelfstandige beroepsactiviteit uitoefent, moet hij in ieder geval als consument beschouwd worden en zal het krediet voor privé gebruik bestemd zijn.

A cet égard, le Ministre renvoie également à la définition du terme « consommateur » (art. 1^{er}, 1^o). Il fallait en l'occurrence faire un choix parce que l'on était confronté à un dilemme : en reprenant presque textuellement la définition de la directive européenne, on s'est écarté, dans le projet à l'examen, de la définition donnée dans le projet de loi sur les pratiques du commerce, qui vise également le « consommateur » personne morale, c'est-à-dire essentiellement les A.S.B.L.

*
* *

En ce qui concerne l'immunité dont bénéficient les membres du Comité de surveillance, l'article 72, § 4, 4^o, reproduit l'article 42 de la loi du 15 janvier 1990 (*Moniteur belge* du 22 février 1991) relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Cette disposition octroie aux agents du Comité sectoriel de surveillance relative à la Banque-carrefour en matière de sécurité sociale, une immunité à l'occasion des actes qu'ils accomplissent pour remplir leur fonction. Il va de soi que seuls les actes nécessaires pour accomplir la mission bénéficient de cette immunité.

Il va de soi également que cette immunité ne s'applique que si ces agents restent dans le cadre de leurs fonctions et exécutent leur mission de manière non fautive.

L'immunité ne s'applique qu'à l'exercice normal non fautif de leur mission.

*
* *

Le projet à l'examen ne comprend pas de mesures transitoires réglant la situation des contrats en cours, car il ne s'applique en principe pas à ces derniers. Seuls les contrats conclus après l'entrée en vigueur de la loi seront régis par cette dernière.

C'est indubitablement le cas pour les dispositions contenues dans les chapitres III et IV, à l'exception sans doute de celles réglementant les contrats d'ouverture de crédit, car l'on peut difficilement admettre qu'en raison de leur durée indéterminée, ces derniers puissent éternellement échapper à l'application de la loi.

*
* *

En ce qui concerne la procédure, les adaptations du Code judiciaire proposées par le projet à l'examen l'ont été avec l'accord du Ministre de la Justice. Le Vice-Premier Ministre souhaite en outre que, sur ce point, le projet à l'examen soit identique à celui sur les pratiques du commerce.

*
* *

De Minister verwijst in dit verband ook naar de definitie van « consument » (art. 1, 1^o). Men diende hier immers een keuze te maken omdat men werd geconfronteerd met een dilemma : door nagenoeg letterlijk de definitie uit de EG-Richtlijn over te nemen, is men in onderhavig wetsontwerp afgeweken van de definitie in het wetsontwerp handelspraktijken, dat eveneens de « consument » als rechtspersoon, dit wil zeggen vooral de VZW's beoogt.

*
* *

De immunité waarvan de leden van het Toezichtsc comité genieten, voorzien in artikel 72, § 4, 4^o, is een weergave van artikel 42 van de wet van 15 januari 1990 (*Belgisch Staatsblad* van 22 februari 1991) houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Deze bepaling verleent de ambtenaren van het sectorieel Toezichtsc comité van de Kruispuntbank inzake sociale zekerheid een onschendbaarheid voor daden die zij stellen bij het vervullen van hun functie. Uiteraard geldt die onschendbaarheid enkel voor de daden die noodzakelijk zijn voor het vervullen van de opdracht.

Tevens is het vanzelfsprekend dat deze onschendbaarheid enkel van toepassing is op voorwaarde dat die ambtenaren binnen het raam van hun functies blijven en hun opdracht regelmatig vervullen.

De onschendbaarheid is enkel van toepassing bij de normale foutloze vervulling van hun opdracht.

*
* *

Het onderhavig ontwerp voorziet geen overgangsmaatregelen die de toestand van de lopende contracten regelen, omdat zij in principe niet op deze laatste van toepassing zijn. Alleen de contracten welke afgesloten worden na de inwerkingtreding van de wet zullen door deze laatste beheerst worden.

Dit is zeker ontegensprekelijk het geval voor de bepalingen vervat in de hoofdstukken III en IV, met uitzondering natuurlijk van deze die de contracten van kredietopening reglementeren, aangezien men moeilijk kan toelaten, dat deze laatste omwille van hun onbepaalde duurtijd, aan de toepassing van de wet kunnen ontsnappen.

*
* *

Wat de procedure betreft, zijn de in het ontwerp voorgestelde aanpassingen van het Gerechtelijk Wetboek gebeurd met het akkoord van de Minister van Justitie. Bovendien wenst de Vice-Eerste Minister dat het ontwerp op dit punt identiek is met het ontwerp WHP.

*
* *

En ce qui concerne le tribunal compétent, il convient de faire clairement la distinction entre l'article 100 (contestations relatives aux banques de données) et l'article 114 (contestations relatives à des contrats de crédit à la consommation). Dans le premier cas, le tribunal de première instance sera compétent, tandis que dans le second, la contestation sera portée devant le juge de paix.

1. La compétence générale du Juge de Paix a déjà été définie à l'article 22 de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement. Cet article a été abrogé suite à la réforme du Code judiciaire, par la loi du 10 octobre 1967, et remplacé par les règles actuelles de compétence. Depuis lors, les règles concernant la cession de salaire, contenues dans l'article 20, ont été supprimées de la loi du 9 juillet 1957, par la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs, à l'exception d'une courte disposition concernant le salaire des mineurs. La loi du 12 avril 1965, dans son article 31, confère au Juge de Paix la compétence de se prononcer en dernière instance sur la validation de la cession de salaire.

2. Il ne fait aucun doute que l'usage de la cession de salaire reste encore actuellement, en étroite liaison avec la conclusion d'un contrat de crédit. Plus aucun prêteur n'accorde encore du crédit dans le cadre de la loi du 9 juillet 1957 et même en dehors de ce cadre sans faire signer pareille cession de salaire par le consommateur. Les juges de paix ont en outre fait usage de la compétence qui leur était attribuée en vertu de l'article 31 de la loi du 12 avril 1965 pour accorder des facilités de paiement via la procédure de validation de la cession de salaire. Cette pratique a été confirmée par la Cour de cassation (voir Jug. de Paix Saint-Gilles, 20 mars 1979, J.T.T., 1979, 207; T. Vred., 1979, 262; Jug. de Paix Wolvertem, 7 juin 1984, R.W. 1984-1985, Col. 830-831; Cass. 10 novembre 1983, Jur. Liège, 1984, 29; R.W. 1984-1985, Col. 832).

3. Puisque le Juge de Paix est en outre le juge qui est le plus proche de la population, la déduction la plus logique semble donc de lui offrir une compétence générale en matière de crédit à la consommation, y compris l'action en demande de facilités de paiement. Ceci n'exclut toutefois pas que le juge des saisies reste compétent pour régler le rang des créanciers, les contestations relatives à l'ordre de priorité des créanciers, l'exécution des jugements, etc. Par ailleurs, rien n'empêche de lui conférer un rôle dirigeant dans l'instauration d'une nouvelle procédure en matière de concordat civil, de cession de biens ou d'incapacité notoire. A ce niveau, on peut également songer à lui donner la possibilité d'imposer dans certains cas, le report ou la suspension de l'exécution d'un jugement (voir entre autres LAENENS J. « Gerechtsdeurwaarders en debiteurs in crisistijd », R.W., 1985-1986, col. 1607, n° 13 et suivants).

Wat de bevoegde rechtbank betreft dient men een duidelijk onderscheid te maken tussen artikel 100 (betwistingen met betrekking tot de gegevensbanken) en artikel 114 (betwistingen met betrekking tot consumentenkredietovereenkomsten). In het eerste geval is de rechtbank van eerste aanleg bevoegd, in het tweede de vrederechter.

1. De algemene bevoegdheid van de vrederechter werd reeds weerhouden door artikel 22 van de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering. Bij de hervorming van het Gerechtelijk Wetboek door de wet van 10 oktober 1967 werd het artikel opgeheven en vervangen door de thans geldende bevoegdheidsregeling. Inmiddels waan de regelen inzake de loonsoverdracht, vervat in artikel 20, door de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers uit de wet van 9 juli 1957 gelicht, met uitzondering van een heel geringe bepaling in verband met het loon van minderjarigen. De wet van 12 april 1965 maakt in haar artikel 31 de vrederechter bevoegd om in laatste aanleg uitspraak te doen inzake de bekrachtiging van de loonsoverdracht.

2. Het lijkt geen twijfel dat het gebruik van de loonsoverdracht ook vandaag nog nauw verbonden is met het sluiten van een kredietovereenkomst. Er is geen enkele kredietgever die nog krediet toestaat in het raam van de wet van 9 juli 1957 en zelfs daarbuiten zonder dat hij de consument dergelijke loonsoverdracht laat ondertekenen. Bovendien hebben de vrederechters gebruik gemaakt van hun bevoegdheid die hun was toebedeeld krachtens artikel 31 van de wet van 12 april 1965 om betalingsfaciliteiten toe te staan via de bekrachtigingsprocedure van de loonsoverdracht. Deze praktijk werd bevestigd door het hof van cassatie (zie Vred. Sint-Gilles, 20 maart 1979, J.T.T., 1979, 207; T. Vred., 1979, 262; Vred. Wolvertem, 7 juni 1984, R.W. 1984-1985, kol. 830-831; Cass. 10 november 1983, Jur. Liège, 1984, 29; R.W. 1984-1985, kol. 832).

3. Vermits de vrederechter daarenboven de persoon is die het dichtst bij de bevolking staat lijkt de meest logische gevolgtrekking dan ook te zijn om hem inzake het consumentenkrediet een algemene bevoegdheid te schenken, met inbegrip van het toestaan van betalingsfaciliteiten. Dit sluit echter niet uit dat de beslagrechter inzake rangregeling, betwisting van de rangorde der schuldeisers, uitvoering van vonnissen, enz., bevoegd blijft. Niets belet bovendien om hem een leidende rol toe te bedelen bij het instellen van een nieuwe rechtspleging inzake burgerlijk concordat, boedelafstand of kennelijk onvermogen. Op dat niveau kan ook gedacht worden om hem de mogelijkheid te schenken in bepaalde gevallen uitstel of opschorting van de uitvoering van een vonnis op te leggen. (zie ondermeer LAENENS, J., « Gerechtsdeurwaarders en debiteurs in crisistijd », R.W., 1985-1986, kol. 1607, n° 13 e.v.).

4. Alors que le rôle préventif et en partie curatif du juge de paix se limitera à l'appréciation d'une situation particulière entre deux parties ou entre un nombre limité de parties ayant pris part à la conclusion d'un contrat de crédit, le juge des saisies devra juger la situation de tous les créanciers et leur différentes créances, pour pouvoir prendre des mesures purement curatives.

Le Vice-Premier Ministre ne s'oppose pas à une nouvelle forme de procédure de concordat dont question ci-dessus. Toutefois, étant donné la matière à modifier, notamment les Codes civil et judiciaire, il semble qu'une initiative législative émanant du Ministre de la Justice, réglant la matière globalement, serait la voie indiquée. Le Vice-Premier Ministre est dès lors disposé à lui communiquer la requête dans ce sens et à l'appuyer.

5. En ce qui concerne la compétence du tribunal de première instance, prévue par l'article 72, § 13, il est clair que celle-ci reste limitée au contrôle et à la protection des données à caractère personnel et au rôle que le Comité de surveillance et son Président y remplissent. L'exposé des motifs se réfère d'ailleurs explicitement au projet de loi sur la protection de la vie privée. Le juge de paix se prononce par contre sur les contestations en matière de contrats de crédit. Ce n'est que dans la mesure où le traitement des données à caractère personnel, utilisées pour conclure ou exécuter des contrats de crédit, donnerait lieu à des abus, qu'il peut être soumis aux règles relatives à la protection de la vie privée, dont plusieurs modalités particulières ont été reprises au chapitre VI du présent projet.

*
* *

Le Vice-Premier Ministre souligne que, lors de la discussion des projets sur les pratiques du commerce et sur la protection de la concurrence, il ne s'est pas opposé à la suppression d'un article conférant des pouvoirs étendus au Roi, tel que l'article 110. Le Sénat a toutefois maintenu l'article 110 parce qu'au moment où le projet a été examiné au sein de cette assemblée, une adaptation de celui-ci en fonction de directives européennes devant être promulguée avant le 1^{er} janvier 1993 paraissait relever réellement du domaine des possibilités. Le Ministre demande à la Commission de maintenir l'article 110. En cas de suppression de l'article 110, le projet devrait être renvoyé au Sénat. Cette suppression serait en outre ressentie comme vexatoire par le Sénat, qui a maintenu l'article, sachant que certaines directives européennes sont en élaboration.

*
* *

4. Terwijl de preventieve en deels curatieve rol van de vrederechter zich zal beperken tot de beoordeling van een bijzondere toestand van twee of een beperkt aantal partijen die tot stand kwam ingevolge het sluiten van een kredietovereenkomst zal de beslagrechter de toestand van alle schuldeisers met betrekking tot uiteenlopende schuldvorderingen dienen te beoordelen met het oog op het nemen van louter curatieve maatregelen.

De Vice-Eerste Minister is geen tegenstander van een hierboven vermelde nieuwe vorm van concordaat. Gelet echter op de te wijzigen materie, ondermeer het Burgerlijk en Gerechtelijk Wetboek, lijkt een wetgevend initiatief uitgaande van de Minister van Justitie, dat de ganse materie globaal zou regelen, de aangewezen weg. De Vice-Eerste Minister is dan ook bereid om het verzoek in die zin over te maken en te ondersteunen.

5. Wat de bevoegdheid van de rechtbank van eerste aanleg betreft, voorzien door artikel 72, § 13, is het duidelijk dat deze beperkt blijft tot het toezicht en de bescherming van de persoonsgegevens en de rol die het Toezichtsc comité en zijn Voorzitter hierbij vervullen. In de memorie van toelichting wordt hierbij trouwens uitdrukkelijk verwezen naar het wetsontwerp inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. De vrederechter daarentegen doet uitspraak over de betwistingen inzake kredietovereenkomsten. Het is slechts in de mate dat de *verwerking van persoonsgegevens*, die gehanteerd worden bij het sluiten of uitvoeren van kredietovereenkomsten, aanleiding zou geven tot misbruiken, dat deze verwerking door de rechtbank van eerste aanleg kan getoetst worden met de regelen inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer, waarvan een aantal bijzondere modaliteiten werden opgenomen in Hoofdstuk VI van dit ontwerp.

*
* *

De Vice-Eerste Minister benadrukt dat hij zich niet heeft gekant tegen het schrappen van een artikel dat uitgebreide bevoegdheden aan de Koning toekent, zoals artikel 110 in de ontwerpen WHP en bescherming van de mededinging. De Senaat heeft artikel 110 echter behouden omdat op het moment van de behandeling in de Senaat een aanpassing van het ontwerp, in functie van (nog vóór 1 januari 1993) komende Europese Richtlijnen, tot de reële mogelijkheden leek te behoren. De Minister verzoekt de Commissie om het artikel 110 te behouden. Ten eerste zou het ontwerp, bij schrapping van artikel 110, terug aan de Senaat dienen te worden overgezonden. Ten tweede zou deze schrapping krenkend zijn voor de Senaat, die het artikel behield, wetende dat terzake bepaalde Europese Richtlijnen in de maak waren.

*
* *

L'exclusion partielle de certaines formes de crédit (notamment à l'article 3, § 1^{er}, 3^o et 4^o et § 2, 1^o et 2^o) est permise par directive européenne. Le risque d'arriver à une bureaucratisation excessive était en outre réel si certaines limites n'étaient pas fixées.

*
* *

L'exclusion du crédit hypothécaire est justifiée du fait que cette forme de crédit tombe sous l'application d'une législation distincte et qu'il y a des différences essentielles entre cette forme de crédit et les autres.

*
* *

Le Vice-Premier Ministre communique à la Commission des éléments concernant le fonctionnement des banques de données concernant le crédit à la consommation à l'étranger. Le Ministre propose que la Commission approuve la création d'une telle banque de données, ce qui permettrait de procéder à une évaluation après quelques années et d'adapter, au besoin, le fonctionnement de celle-ci.

Il existe en ce moment environ 18 « bureaux d'enregistrement du crédit » en Europe.

Il s'agit aussi bien d'institutions privées que publiques :

- Banque Nationale de Belgique;
- B.V.K. - U.P.C. — Belgique;
- Stichting Bureau Kredietregistratie — Pays-Bas;
- Bundesschufa — Allemagne;
- Centrale professionnelle d'information sur les impayés (CPII) — France;
- A.S.N.F. — Espagne;
- Suomenn Asiakiestitio — Finlande;
- Upplysning Centralen — Suède;
- Credit Inform — Norvège;
- R.K.I. — Danemark;
- Kreditschutzverband 1870 — Autriche;
- Z.E.K. — Suisse;
- A.T.E.F.I. — Italie;
- G.R.I.F. — Italie;
- Infolink — Grande-Bretagne;
- C.C.N. — Grande-Bretagne;
- Irish Finance House Association — Irlande.

Avant de parler des centrales étrangères, le Ministre donne une explication sur le fonctionnement de la Centrale des Crédits à la Consommation, instituée auprès de la Banque Nationale de Belgique.

Le recours irréflecti d'un nombre considérable de ménages au crédit à la consommation et les conséquences néfastes qui y sont liées, tant sur le plan financier que sur le plan social, ont, au cours des dernières années, de plus en plus nécessité de prendre

De partiële uitsluiting van bepaalde kredietvormen (onder andere in artikel 3, § 1, 3^o en 4^o en § 2, 1^o en 2^o) is volgens de Europese Richtlijn toegelaten. Bovendien bestond het reële gevaar voor een overdreven bureaucratisering indien niet bepaalde drempels werden ingevoerd.

*
* *

De uitsluiting van het hypothecair krediet is gerechtvaardigd omdat terzake een aparte wetgeving bestaat en omdat het onderscheid met andere kredietvormen ook berust op wezenlijk verschillende kenmerken.

*
* *

De Vice-Eerste Minister deelt aan de Commissie elementen mee aangaande de ervaringen die men in het buitenland heeft met het functioneren van gegevensbanken inzake het consumentenkrediet. De Minister stelt voor dat de Commissie de oprichting van een dergelijke gegevensbank zou goedkeuren. Aldus kan men na enkele jaren overgaan tot een evaluatie en, zo nodig, een bijsturing van de werking ervan.

Momenteel bestaan er een 18-tal « bureaux voor kredietregistratie » in Europa.

Het betreft zowel particuliere als overheidsinstellingen :

- Nationale Bank van België;
- B.V.K. - U.P.C. — België;
- Stichting Bureau Kredietregistratie — Nederland;
- Bundesschufa — Duitsland;
- Centrale professionnelle d'information sur les impayés (CPII) — Frankrijk;
- A.S.N.F. — Spanje;
- Suomenn Asiakiestitio — Finland;
- Upplysning Centralen — Zweden;
- Credit Inform — Noorwegen;
- R.K.I. — Denemarken;
- Kreditschutzverband 1870 — Oostenrijk;
- Z.E.K. — Zwitserland;
- A.T.E.F.I. — Italië;
- G.R.I.F. — Italië;
- Infolink — Groot-Britannië;
- C.C.N. — Groot-Britannië;
- Irish Finance House Association — Ierland.

Alvorens enige informatie betreffende de buitenlandse « Centrales » te verschaffen, geeft de Minister een nadere toelichting aangaande de verbruikskredietcentrale bij de Nationale Bank.

Het ondoordacht beroep van een aanzienlijk aantal gezinnen op de consumptieve kredietverlening en de nefaste gevolgen ervan zowel op financieel als sociaal vlak, hebben in de voorbije jaren meer en meer stemmen doen opgaan voor het nemen van maatregelen ter

des mesures en vue de prévenir le « surendettement ». C'est dans ce contexte qu'il faut concevoir l'arrêté royal du 15 avril 1985 concernant l'enregistrement de contrats à tempérament, qui a servi de base à la création de la Centrale du Crédit à la Consommation au sein de la Banque nationale. Ses modalités de fonctionnement ont été fixées dans l'arrêté ministériel du 19 novembre 1985.

Seules les opérations à tempérament qui sont soumises à la loi du 9 juillet 1957 doivent être signalées à la Centrale. Actuellement, cela signifie entre autres, que les contrats à tempérament, dont le montant dépasse le seuil réglementaire fixé, ainsi que les facilités de crédit liées à toutes sortes de cartes de crédit et de paiement, tombent en dehors du champ d'application de la Centrale.

La Centrale des Crédits à la Consommation est ce qu'on appelle dans le jargon professionnel, « une centrale négative limitée »; en effet, seuls les contrats qui présentent trois échéances successives non payées ou résiliées doivent être signalés.

De plus, la banque de données de la Centrale ne peut être considérée comme une pure « liste noire » et ce en raison du « caractère dynamique » prononcé : non seulement, on enregistre la situation de débit au moment de la mise en demeure, mais aussi son évolution. Cela signifie concrètement que les participants sont obligés de communiquer toute évolution dans un contrat impayé ou résilié qu'ils ont signalé.

Une autre caractéristique de la Centrale des Crédits à la Consommation concerne l'obligation des participants de consulter la banque de données avant de conclure ou de modifier un contrat de crédit à la consommation. Un « droit de regard et de rectification » explicite est donné au consommateur.

Seuls les financiers ou vendeurs agréés dans le cadre de la loi du 9 juillet 1957 ont accès à la Centrale des Crédits à la Consommation. Les communications concernant les contrats impayés ou résiliés se font dans les 15 jours ou sont groupées par quinzaine. En fonction du souhait du participant, elles se font sur des supports d'information magnétiques (disquettes ou bandes magnétiques) ou à l'aide de formulaires préimprimés.

Contrairement aux procédures de mise à jour qui se font « en batch », la consultation se fait essentiellement « on line »; c'est le cas pour environ 98 % des consultations, mais la Centrale des Crédits à la Consommation peut également être consultée par écrit, à l'aide de formulaires de consultation envoyés par la poste ou par téléfax.

Les coûts du système sont supportés par les participants eux-mêmes : la tarification des consultations est fixée par le Ministre des Finances.

Pour une consultation « on-line », le tarif s'élève à 40 francs, tandis qu'il est de 110 francs pour la procédure écrite.

voorkoming van « overcreditering ». Het is in deze context dat het koninklijk besluit van 15 april 1985 betreffende de registratie van afbetalingscontracten gezien moet worden. Dit koninklijk besluit vormde de basis voor de oprichting van de Verbruikskredietcentrale in de Nationale Bank van België. De werkingsmodaliteiten werden vastgelegd in het ministerieel besluit van 19 november 1985.

Enkel de verrichtingen op afbetaling die aan de wet van 9 juli 1957 onderworpen zijn, moeten aan de Centrale gemeld worden. Dit houdt, op het huidige ogenblik, in dat, onder meer, de afbetalingscontracten waarvan het bedrag de reglementair vastgestelde drempel overschrijdt en de kredietfaciliteiten verbonden aan allerhande krediet- en betaalkaarten buiten het toepassingsveld van de Centrale vallen.

De Verbruikskredietcentrale is wat men in het vakjargon een « beperkt negatieve centrale » noemt. Enkel de contracten die drie opeenvolgende onbetaalde vervaldagen vertonen of die opgezegd worden, moeten worden gemeld.

Het gegevensbestand van de Centrale mag bovendien niet beschouwd worden als een louter « zwarte lijst » en dit omwille van het uitgesproken « dynamisch karakter ». Niet alleen de debettoestand op het ogenblik van de ingebrekestelling, maar ook de evolutie ervan wordt geregistreerd. Concreet betekent dit dat de deelnemers de verplichting hebben elke evolutie in een door hen gemeld achterstallig of opgezegd contract mede te delen.

Een ander kenmerk van de Verbruikskredietcentrale betreft de verplichting van de deelnemers het gegevensbestand te raadplegen vóór het afsluiten of wijzigen van een verbruikskredietcontract. Voor de consument werd een expliciet « inzage- en rectificatierecht » voorzien.

Enkel de erkende financiers of verkopers (in het kader van de wet van 9 juli 1957) hebben toegang tot de Verbruikskredietcentrale. De mededelingen met betrekking tot de achterstallige of opgezegde contracten gebeuren binnen de 15 dagen of gegroepeerd per halve maand. Naargelang de wens van de deelnemer worden ze verricht op magnetische informatiedragers (diskette of magneetband) of aan de hand van voorgedrukte formulieren.

In tegenstelling tot de bijwerkingsprocedures die « in batch » gebeuren ligt de klemtoon bij de raadpleging volledig op de « on-line ». Ongeveer 98 % van de raadplegingen gebeuren op het huidige ogenblik « on line ». De Verbruikskredietcentrale kan eveneens schriftelijk worden geraadpleegd, waarbij de verzending van de raadplegingsformulieren via de post of via telefax gebeurt.

De kosten van het systeem worden door de deelnemers zelf gedragen via de tarifiering van de raadplegingen (tarief dat vastgesteld wordt door de Minister van Financiën).

Voor een « on-line » raadpleging bedraagt het tarief 40 frank, tegenover 110 frank voor de schriftelijke procedure.

Le 3 janvier 1991, $\pm$ 226 000 contrats et 230 000 personnes étaient enregistrés au sein de la Centrale des Crédits à la Consommation.

Au cours de l'année 1990, on a constaté que le rythme de croissance net du nombre de contrats enregistrés était supérieur au nombre de personnes enregistrées (respectivement 3 600 et 2 800 en moyenne par mois), ce qui montre une augmentation du nombre de personnes qui ont été enregistrées avec plusieurs contrats. Fin 1990, par exemple, il y avait environ 66 000 personnes, soit environ 30 % du nombre total, enregistrées pour au moins deux contrats. Ce rapport était respectivement de 24 % et 27 %, fin 1988 et fin 1989.

Fin 1990, environ 1 675 000 consultations ont été effectuées, soit un nombre moyen d'interrogations par jours ouvrables équivalant à environ 6 600. Le pourcentage moyen de « réponses affirmatives » (par réponses affirmatives, on entend le nombre de personnes déjà inscrites dans la banque de données de la Centrale des Crédits à la Consommation au moment de l'interrogation) s'élevait à 5 % en 1990, contre 4,4 % en 1989 et 3,4 % en 1988 (source : rapport annuel B.N.B.).

Comme déjà dit précédemment, des banques de données qui rassemblent des informations sur la situation de crédit du consommateur, existent également dans d'autres pays.

La plupart de ces « centrales » ne sont pas, comme celle créée au sein de la Banque nationale de Belgique ou comme le fichier national créé récemment auprès de la Banque de France, des institutions publiques.

La majorité des banques de données appartiennent au milieu professionnel; c'est le cas notamment en Allemagne, Italie, Suède et évidemment, de celle de l'UPC-BVK; elles sont créées par des associations professionnelles qui sont au service des membres affiliés. Les centrales actives en Grande-Bretagne sont par contre des institutions purement commerciales.

Certaines centrales utilisent des banques positives et négatives (enregistrement des contrats de crédit et des paiements tardifs): les principales sont évidemment le Bureau Krediet Registratie et la Bundesschufa; mais aussi, la RIF en Italie et les bureaux de crédit anglais appartiennent à cette catégorie.

Par contre, les centrales créées notamment au Danemark, en Espagne et en France sont du type négatif.

La consultation de la plupart des centrales de crédit étrangères se fait sur base volontaire.

Il semble extrêmement difficile de comparer les coûts entre les diverses institutions, étant donné qu'outre les données purement financières, il faut tenir compte des données structurelles des coûts.

Une des banques de données les plus connues est la « Stichting Bureau Kredietregistratie », en abrégé

Op 3 januari 1991 waren in totaal $\pm$ 226 000 contracten en 230 000 personen geregistreerd in de Verbruikerskredietcentrale.

In het jaar 1990 werd vastgesteld dat het netto-aangroei-ritme van het aantal geregistreerde contracten groter was dan het aantal geregistreerde personen (respectievelijk 3 600 en 2 800 gemiddeld per maand), hetgeen wijst op een stijging van het aantal personen die in het Verbruikerskredietcentrale gegevensbestand met meerdere contracten werden geregistreerd. Eind 1990, bijvoorbeeld, waren er ongeveer 66 000 personen of ongeveer 30 % van het totaal aantal gemelden opgetekend met ten minste twee contracten, eind 1989 en 1988 bedroeg deze verhouding respectievelijk 27 en 24 %.

Eind 1990 werden ongeveer 1 675 000 raadplegingen verricht. Het gemiddeld aantal ondervragingen op werkdagen bedroeg circa 6 600. Het gemiddeld percentage « bevestigende antwoorden — dat wil zeggen antwoorden waarbij de persoon waarover inlichtingen worden gevraagd in het Verbruikerskredietcentrale gegevensbestand is geregistreerd, bedroeg 5 % in 1990 tegenover 4,4 % in 1989 en 3,4 % in 1988. (bron : jaarverslag N.B.B.)

Zoals reeds eerder aangehaald werd, bestaan in de ons omringende landen eveneens gegevensbanken die informatie inzake de krediettoestand van de consument verzamelen.

Het merendeel van reeds eerder vermelde « centrales » zijn geen overheidsinstelling, uitgezonderd de bij de Nationale Bank van België opgerichte verbruikerskredietcentrale en het recent opgerichte nationaal fichier bij de Banque de France.

Het merendeel van de gegevensbanken dient gesitueerd te worden in de professionele sfeer. Het betreft de gegevensbanken opgericht onder andere in Duitsland, Italië, Zweden, Spanje en natuurlijk deze van de BVK-UPC, door beroepsverenigingen en die ten dienste staan van de aangesloten leden. De in Groot-Britannië actieve centrales zijn daarentegen louter commerciële instellingen.

Een aantal van deze centrales gebruiken positieve en negatieve bestanden (registratie van de kredietovereenkomsten + achterstallige betalingen). De voornaamste zijn natuurlijk het Bureau Krediet Registratie en de Bundesschufa, maar ook het RIF in Italië en de Engelse kredietbureaus behoren tot deze categorie.

Daarentegen zijn de onder andere in Denemarken, Spanje en Frankrijk opgerichte centrales van het negatieve type.

De raadpleging van de meeste buitenlandse kredietcentrales gebeurt op vrijwillige basis.

Een kostenvergelijking maken tussen de diverse instellingen lijkt uiterst moeilijk realiseerbaar, aangezien men naast de louter financiële gegevens ook rekening dient te houden met de structurele gegevens van de kosten.

Tot de meest bekende van de buitenlandse gegevensbanken behoort de « Stichting Bureau Kredietre-

BKR, qui a été créée le 1er janvier 1965 et qui est située à Tiel, Pays-Bas.

Ce sont les mêmes raisons que celles qui étaient à la base de la création de la Centrale des Crédits à la Consommation, de la Banque Nationale, qui ont donné lieu à la constitution d'une banque de données, mais, contrairement à la Centrale des Crédits à la Consommation, il s'agit d'un système positif d'enregistrement.

Le BKR enregistre des données sur les personnes qui ont reçu du crédit ou des facilités de crédit auprès des membres affiliés.

Les données enregistrées sont ensuite utilisées au bénéfice de ces institutions pour contrôler les renseignements qui sont donnés lors des demandes de crédit.

Le BKR travaille uniquement pour des institutions affiliées. Ce sont des entreprises et institutions qui, à titre professionnel, offrent du crédit pour leur propre compte et risques. Il s'agit ici de banques, de sociétés financières, d'institutions offrant du crédit, d'organismes émettant des cartes de crédit, d'entreprises de vente par correspondance, de magasins à succursales multiples, de grands magasins et de commerçants (au détail) qui offrent eux-mêmes du crédit.

Le BKR enregistre notamment par emprunteur, les données relatives au montant du crédit, la durée, la date de remboursement ou d'échéance et éventuellement les arriérés, etc.

Les coûts facturés depuis le 1^{er} juillet 1987 pour l'utilisation des données figurent dans le règlement général.

Il convient de noter que les participants doivent, en plus de l'indemnisation proprement dite (par exemple, 28 francs pour un contact écrit et 20 francs pour un contact via un réseau de données), également payer une mise de fonds sous forme d'un supplément mensuel, ainsi que des frais mensuels de port et des frais administratifs.

En ce qui concerne les contrats à enregistrer réellement, il peut être référé à l'article 12 du règlement général.

Parmi les institutions internationales qui ont un but semblable, on peut retenir la Bundes-Schufa, Vereinigung der Deutschen Schutzgemeinschaften für allgemeine Kreditsicherung (et les bureaux y affiliés). Cette banque de données est une centrale positive.

En France, une centrale négative a été créée par la loi du 31 décembre 1989. La gestion du fichier national est confiée à la Banque de France.

Il est difficile de donner des informations suffisantes à ce sujet parce que la mise en œuvre de cette banque de données nationale est trop récente. La Centrale Professionnelle d'Information sur les im-

gistratie » kortweg BKR genoemd welke opgericht werd op 1 januari 1965 en die gevestigd is te Tiel, Nederland.

Dezelfde reden als degenen die aan de basis lagen van de oprichting van de Verbruiskredietcentrale bij de Nationale Bank hebben aanleiding gegeven tot het instellen van een gegevensbank, die in tegenstelling tot de Verbruiskredietcentrale een positief stelsel van registratie hanteert.

Het BKR registreert gegevens over personen die krediet of kredietfaciliteiten hebben gekregen van de aangesloten leden.

De geregistreerde gegevens worden vervolgens ten behoeve van deze instellingen gebruikt voor controle op informatie die bij kredietaanvragen wordt verstrekt.

Het BKR werkt uitsluitend voor aangesloten instellingen. Dit zijn bedrijven en instellingen die voor eigen rekening en risico beroepsmatig krediet verstrekken. Het gaat hier om banken, financieringsmaatschappijen, instellingen die hypotheckair krediet verstrekken, instellingen die kredietkaarten uitgeven, postorderbedrijven, grootwinkelbedrijven, warenhuizen en (detail)handelaars die zelf krediet verstrekken.

Het BKR registreert per kredietnemer onder andere de kredietgegevens zoals het bedrag, looptijd, aflos- of vervaldatum, eventuele achterstanden, en dergelijke.

De sinds 1 juli 1987 aangerekende kosten voor het gebruik van de gegevens, kan men terugvinden in het algemeen reglement.

Op te merken valt dat de deelnemers naast de eigenlijke vergoeding (bijvoorbeeld ± 28 frank voor een schriftelijke toetsing en ± 20 frank voor een dataset toetsing) bovendien inleggeld onder de vorm van een maandelijks toeslag dienen te betalen alsmede maandelijks porte- en administratiekosten.

Voor wat de eigenlijk te registreren contracten betreft, kan verwezen worden naar het artikel 12 van het algemeen reglement.

Onder de internationale instellingen met een gelijkaardig doel kan de Bundes-Schufa, Vereinigung der Deutschen Schutzgemeinschaften für allgemeine Kreditsicherung (en de bij haar aangesloten kantoren) weerhouden worden. Deze gegevensbank is een positieve centrale.

In Frankrijk werd door de wet van 31 december 1989 een negatieve centrale opgericht. Het beheer van het nationaal fichier wordt toevertrouwd aan de Banque de France.

Aangezien deze nationale gegevensbank pas recent opgestart werd, is het moeilijk U hierover voldoende informatie te verschaffen. De bestaande Centrale Professionnelle d'Information sur les impayés werd

payés, qui existait déjà, n'a pas été supprimée et peut subsister aux côtés de la banque de données gérée par la Banque de France.

*
* *

En ce qui concerne les cartes de crédit et de paiement le projet de loi prévoit un certain nombre de règles particulières relatives aux ouvertures de crédit. Ainsi est notamment réglée la responsabilité entre le titulaire de la carte et l'émetteur en cas de perte ou de vol de la carte ou du titre.

Il faut tout d'abord remarquer que le règlement prévu dans le projet de loi n'est pas seulement d'application pour les cartes de crédit sensu stricto (Visa - Eurocard - American Express) qui offrent la possibilité de rembourser en paiements étalés au moment de la facturation.

Ce règlement peut en outre s'appliquer aux cartes de paiement (Mister Cash - Bancontact) lorsqu'elles permettent d'être « en rouge » et donc lorsqu'elles sont utilisées non seulement comme moyen de paiement mais également comme moyen de crédit. La carte de garantie des chèques pour lesquels un crédit de caisse de plus de 50 000 francs est accordé, tombera aussi sous l'application de cet article.

Conformément à l'article 61, en cas de perte ou de vol de sa carte ou de son titre et de son utilisation abusive, le consommateur ne sera rendu responsable qu'à concurrence d'un montant à déterminer par le Roi et ceci durant la période précédant la notification de la perte ou du vol.

Dès que le consommateur aura prévenu l'émetteur de la perte ou du vol, il ne pourra plus être rendu responsable.

Pour l'instant, certaines sociétés (entre autres Diners Club et American Express) ne rendent pas ou ne rendent le consommateur que partiellement responsable de l'utilisation abusive de la carte perdue ou volée avant la notification de la perte ou du vol.

D'autres par contre (par exemple Aurora) rejettent toute responsabilité avant la notification de la perte ou du vol qui doit alors se faire conformément à la forme décrite dans les conditions générales.

Les dispositions de l'article 61 prévoient un règlement uniforme de la responsabilité et reprennent la responsabilité plafonnée prévue par la recommandation de la Commission CE en matière de systèmes de paiement, avant la notification proprement dite.

Le projet prévoit également que le titulaire qui a fait preuve de grande négligence en cas de perte ou de vol ne peut être rendu responsable de façon illimitée. Ici aussi, il a été tenu compte de la recommandation précitée de la Commission CE.

*
* *

niet afgeschaft en kan blijven voortbestaan naast het door de Banque de France beheerde gegevensbestand.

*
* *

Met de krediet- en betaalkaarten worden in het wetsontwerp een aantal bijzondere regels voorzien met betrekking tot de kredietopeningen. Zo wordt onder andere de aansprakelijkheid tussen de kaarthouder en de uitgever ingeval van verlies of diefstal van de kaart of titel geregeld.

Eerst en vooral dient opgemerkt dat de in het wetsontwerp voorziene regeling niet alleen van toepassing is op de kredietkaarten sensu stricto (Visa - Eurocard - American Express) die de mogelijkheid bieden om op het ogenblik van de facturering in gespreide betalingen terug te betalen.

Daarnaast kan deze regeling ook van toepassing zijn op de betaalkaarten (Mister Cash - Bancontact) wanneer deze de mogelijkheid bieden om « in het rood » te gaan en dus niet enkel als een betaalmiddel maar ook als een kredietmiddel gebruikt worden. Ook de garantiekaart voor cheques waarbij een kaskrediet van meer dan 50 000 frank toegekend wordt, zal onder toepassing van dit artikel vallen.

Overeenkomstig artikel 61 zal de consument ingeval van verlies of diefstal van zijn kaart of titel en het onrechtmatig gebruik ervan, slechts aansprakelijk gesteld worden ten belope van een door de Koning te bepalen bedrag en dit in de periode die voorafgaat aan de kennisgeving van het verlies of diefstal.

Eenmaal de consument de uitgever in kennis gesteld heeft van het verlies of diefstal, zal hij niet langer aansprakelijk kunnen worden gesteld.

Momenteel is het zo dat een aantal maatschappijen (onder andere Diners Club en American Express) de consument niet of slechts gedeeltelijk verantwoordelijk stellen voor het onrechtmatig gebruik van de verloren of gestolen kaart voor de aangifte van het verlies of de diefstal.

Anderen daarentegen (bijvoorbeeld Aurora) wijzen elke verantwoordelijkheid af voor de kennisgeving van het verlies of diefstal, die dan overeenkomstig de in de algemene voorwaarden opgelegde vorm dient te gebeuren.

Door de bepalingen van artikel 61 wordt in een uniforme regeling van de aansprakelijkheid voorzien en wordt de door de aanbeveling van de EEG-Commissie inzake betalingssystemen voorziene geplafoonde aansprakelijkheid voor de eigenlijke kennisgeving overgenomen.

In het ontwerp wordt tevens voorzien dat de houder die ingeval van verlies of diefstal blijk heeft gegeven van een grove nalatigheid niet onbeperkt aansprakelijk kan gesteld worden. Ook hier werd rekening gehouden met hogervermelde aanbeveling van de EEG-Commissie.

*
* *

En ce qui concerne le remboursement anticipé d'un prêt, le Ministre fait remarquer que si une réduction était accordée non seulement en cas de remboursement intégral, mais aussi en cas de remboursement partiel du crédit par le consommateur, l'équilibre que le projet à l'examen vise à réaliser entre les intérêts du prêteur et ceux de l'emprunteur serait compromis.

*
* *

Le Vice-Premier Ministre confirme que l'on ne dispose effectivement pas de statistiques suffisantes concernant l'endettement des ménages et les effets de l'endettement sur la grande majorité des ménages, qui n'ont cependant pas de problèmes de remboursement.

Il fait la déclaration suivante sur les expériences d'observation du crédit et les statistiques de surendettement des ménages.

Le développement important du Crédit à la Consommation au cours des dernières décennies et les craintes d'un endettement excessif des ménages ont suscité diverses initiatives dont les objets étaient de mieux appréhender le phénomène dans toutes ses dimensions et d'examiner quelles mesures pourraient être envisagées pour limiter les risques qui pourraient résulter d'une évolution insuffisamment maîtrisée.

Il est incontestable que malgré les « garde-fous » mis en place, par exemple la Centrale des crédits à la consommation de la Banque Nationale, et malgré la prudence manifestée par une large majorité de prêteurs, il reste de trop nombreux cas de surendettement liés à un recours excessif au crédit à la consommation.

Combien sont-ils ces ménages en difficulté dans notre pays ? D'aucuns croient qu'il est aisé d'extraire de la statistique des chiffres qui permettraient d'en établir le nombre exact. C'est mal connaître l'outil et le problème.

1. On ne peut nier que les statistiques portant sur les défaillances de paiement sont, dans l'état actuel des choses, incomplètes et manifestement insuffisantes. Pour résoudre ce problème, l'administration ne reste pas inactive.

Les statistiques portant sur l'évolution du crédit à la consommation sont extraites des « Statistiques du commerce intérieur et des Transports » publiées semestriellement par l'Institut National de Statistique.

Elles reprennent principalement les statistiques des ventes et prêts à tempérament (depuis le deuxième semestre 1954), des prêts personnels à tempérament (depuis le premier semestre 1963) et des crédits consentis sous la garantie des cartes de banques et de crédit (depuis le premier semestre 1973).

C'est notamment sur base de leur observation que fut promulguée la loi du 9 juillet 1957 réglementant

Wat de vervroegde terugbetaling van een lening betreft, merkt de Minister op dat het verlenen van een korting, niet alleen bij volledige maar ook bij gedeeltelijke terugbetaling van het krediet door de consument, het in dit ontwerp nagestreefde evenwicht tussen de belangen van de kredietverlener en die van de kredietnemer zou verstoren.

*
* *

De Vice-Eerste Minister bevestigt dat er inderdaad onvoldoende statistische gegevens beschikbaar zijn met betrekking tot de krediettoestand van de gezinnen en de gevolgen van schuldsituaties voor de overgrote meerderheid van de gezinnen, die geen wanbetalers zijn.

Hij legt de volgende verklaring af aangaande de ervaringen van kredietonderzoek en de statistieken in verband met overmatige schuldenlast der gezinnen.

De belangrijkste ontwikkeling van het consumentenkrediet tijdens de laatste decennia en de vrees voor een overmatige schuldenlast van de gezinnen hebben aanleiding gegeven tot verschillende initiatieven met als doel het verschijnsel in al zijn dimensies beter te benaderen en maatregelen te overwegen om de risico's die zouden kunnen voortvloeien uit een onvoldoende in de hand gehouden evolutie, te beperken.

Het is onbetwistbaar dat, ondanks de « waar-schuwingen » van bijvoorbeeld de Verbruikskrediet-centrale van de Nationale Bank, en ondanks de voorzichtigheid vanwege een grote meerderheid kredietgevers, er te veel gevallen van schuldenoverlast overblijven die gebonden zijn aan een overmatig beroep op het consumentenkrediet.

Hoeveel gezinnen verkeren in ons land in moeilijkheden ? Sommigen denken dat men uit de statistieken gemakkelijk cijfers kan halen waarbij het juiste aantal ervan zou kunnen worden bepaald. Dit houdt een misvatting in van zowel het werkinstrument als het probleem.

1. Men kan niet loochenen dat de statistieken in verband met wanbetalingen in de huidige stand van zaken, onvolledig en duidelijk onvoldoende zijn. De administratie blijft niet bij de pakken zitten ten aanzien van dit probleem.

De statistieken in verband met de evolutie van het consumentenkrediet komen uit de « Statistieken van binnenlandse handel en vervoer » die om de zes maanden door het Nationaal Instituut voor de Statistiek gepubliceerd worden.

Ze nemen voornamelijk de statistieken over van de verkopen en leningen op afbetaling (sinds het tweede semester 1954), de persoonlijke leningen op afbetaling (sinds het eerste semester 1963) en van de kredieten toegekend onder de waarborg van de bank- en kredietkaarten (sinds het eerste semester 1973).

Het is onder meer op basis van de studie van deze statistieken dat de wet van 9 juli 1957 tot regeling van

les ventes à tempérament et leur financement, modifiée par les lois du 5 mars 1965 et du 8 juillet 1970 pour l'étendre aux prêts personnels à tempérament.

A l'origine, le souci principal des autorités était de suivre l'évolution d'un nouveau mode de financement qui commençait à prendre de l'ampleur et qui était encore assez méconnu, alors que la protection du consommateur n'apparaissait pas, dans l'esprit de l'époque, comme une priorité.

Il en a résulté que les relevés statistiques se sont davantage attachés à la qualification juridique des contrats qu'à la destination des crédits consentis. C'est pourquoi l'on retrouve encore aujourd'hui au sein de mêmes séries de données, les crédits accordés aux consommateurs et les crédits accordés à des fins professionnelles.

Il est évident que cette situation rend la lecture et l'interprétation des chiffres publiés fort mal aisées.

De nombreux auteurs ont mis ces lacunes en évidence et ont toujours émis les réserves de rigueur. On citera notamment : E. S. Kirschen & H. Glejser, *Etude sur les opérations de crédit à tempérament, incidences conjoncturelles, statistiques de chargement* (1976), G. Delvax, *L'endettement des particuliers en Belgique* (1978) et *l'endettement des consommateurs* (1989), R. Trogh, *L'endettement des particuliers découlant de leurs dépenses de consommation* (1989). Il faut noter d'ailleurs que les études réalisées pour le compte du Département ont été assorties d'enquêtes effectuées auprès d'échantillons représentatifs des ménages afin de vérifier la pertinence des analyses obtenues à partir des données statistiques. Les résultats de ces enquêtes ont révélé certaines divergences entre les chiffres de l'INS et ceux observés auprès de ces échantillons de ménages. Toutefois, il faut souligner que l'ordre de grandeur et l'orientation des tendances sont semblables dans les deux méthodes d'observation. Il serait donc injustifié d'ignorer ou de réfuter purement et simplement l'ensemble des données statistiques publiées par l'INS en cette matière.

Les autorités sont cependant conscientes de l'insuffisance et de la complexité, inutile parfois, des statistiques du crédit à la consommation.

Parmi les principaux reproches qu'on peut leur faire on citera :

- la confusion entre le crédit aux consommateurs et le crédit professionnel, qui limite toute analyse de la réalité sociale du crédit à la consommation;

- la périodicité insuffisante et les retards de publication qui ôtent à cet outil son opérationnalité en tant qu'instrument de politique économique et d'analyse d'incidences économiques et sociales immédiates;

- l'absence de statistiques sur les nouvelles formes de crédit offertes aux consommateurs;

- une insuffisance de données sur le surendettement.

de verkoop op afbetaling en van zijn financiering, gewijzigd door de wetten van 5 maart 1965 en 8 juli 1970 om ze uit te breiden tot persoonlijke leningen op afbetaling, uitgevaardigd werd.

De overheid wenste oorspronkelijk de evolutie te volgen van een nieuwe financieringswijze die op dat ogenblik meer en meer omvang kreeg en die nog tamelijk onbekend was, terwijl de bescherming van de consument, in de geest van toen, niet als een prioriteit werd beschouwd.

Hieruit vloeide voort dat de statistische opnames meer betrekking hadden op de juridische kwalificatie van de overeenkomsten dan op de bestemming van de toegekende kredieten. Dit verklaart waarom men vandaag nog de kredieten toegestaan aan consumenten en de kredieten toegestaan voor beroepsdoeleinden binnen dezelfde reeks gegevens terugvindt.

Het is duidelijk dat de lezing en de interpretatie van de gepubliceerde cijfers hierdoor bemoeilijkt wordt.

Talrijke auteurs hebben deze gebreken opgeworpen en hiertoe het nodige voorbehoud geformuleerd. Men zal onder meer vermelden E.S. Kirchen en Glejser, *Etude sur les opérations de crédit à tempérament, incidences conjoncturelles, statistiques de chargement* (1976), G. Delvax, *L'endettement des particuliers en Belgique* (1978) et *l'endettement des consommateurs* (1989), R. Trogh, *L'endettement des particuliers découlant de leurs dépenses de consommation* (1989). Men moet trouwens noteren dat de studies uitgevoerd voor rekening van het Departement gepaard gingen met onderzoeken uitgevoerd bij representatieve stalen van gezinnen teneinde de gegrondheid van de analyses voortvloeiend uit de statistische gegevens na te zien. De resultaten van deze onderzoeken hebben bepaalde verschillen aangetoond tussen de cijfers van het NIS en die van die stalen van de gezinnen. Er moet evenwel onderstreept worden dat de orde van grootheid en de tendenzen gelijk zijn in de twee onderzoeksmethodes. Het zou dan ongerechtvaardigd zijn om de door het NIS gepubliceerde statistische gegevens ter zake louter te negeren of te weerleggen.

De overheid is er zich evenwel van bewust dat de statistieken van het consumentenkrediet onvoldoende en soms hopeloos ingewikkeld zijn.

Onder de voornaamste verwijten die men zou kunnen toesturen, kunnen de volgende vernoemd worden :

- de verwarring tussen het consumentenkrediet en het beroepskrediet, waardoor elke analyse van de sociale werkelijkheid van het consumentenkrediet beperkt wordt;

- het gebrek aan periodiciteit en de publicatieachterstanden waardoor dit werkinstrument zijn doeltreffendheid verliest als instrument van economisch beleid en analyse van onmiddellijke economische en sociale gevolgen;

- het gebrek aan statistieken over de nieuwe kredietvormen aangeboden aan de consumenten;

- het ontbreken van gegevens over de overmatige schuldenlast.

Ces critiques, on l'a vu, ont été formulées par des chercheurs, mais le Conseil de la Consommation, des organisations professionnelles et des organisations de consommateurs ont également manifesté le souhait de voir ces statistiques mieux adaptées aux besoins de leurs utilisateurs.

Le présent projet de loi offre l'opportunité d'une révision en profondeur des statistiques du crédit à la consommation. L'article 75, § 3, alinéa 3 et 4, implique cette réforme.

De toute manière, certaines séries actuelles, notamment celles portant sur les prêts à tempérament, ne pourraient subsister dans la mesure où ces prêts seront désormais confondus avec les prêts personnels à tempérament, tandis que les nouvelles formes de crédit devront dorénavant faire l'objet de relevés nouveaux. Mais la philosophie principale de cette réforme est d'isoler et d'identifier tous les crédits aux consommateurs par rapport aux crédits professionnels.

Dans cette perspective, il faut signaler qu'il existe au sein du Département, un groupe de travail, composé de fonctionnaires de l'Institut National de Statistiques, du service « Consommation et Crédit » et de représentants de la Centrale des Crédits à la Consommation de la Banque Nationale, chargé d'élaborer un projet d'ensemble en vue d'une révision des statistiques concernées.

2. Par ailleurs, le surendettement reste un phénomène mal défini. Il est certain que le crédit à la consommation en constitue un des facteurs, mais il n'est pas le seul. Toutes les études, tant belges qu'étrangères, démontrent qu'il s'agit d'un processus cumulatif dans lequel intervient le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire, les dettes diverses aux parents, aux employeurs, aux propriétaires, les factures impayées de gaz et électricité, les dettes vis-à-vis des administrations (impôts et sécurité sociale) et que les causes dont naissent les situations sont multiples mais largement identifiées : les pertes d'emploi et le chômage, la maladie et l'accident, la séparation des couples sont la plupart du temps à l'origine de ces difficultés. Il n'est pas facile de mesurer l'impact du crédit à la consommation dans la dette globale des ménages. On ne peut donc procéder que par estimation. Ce fait n'est pas propre à notre pays. En France, par exemple, l'observatoire de l'endettement estime à environ 200 000 le nombre de ménages surendettés mais cela nous semble une estimation minimaliste fondée sur des critères de détermination du surendettement plus sévères que ceux retenus en Belgique, et l'observatoire de l'endettement souligne dans son rapport n° 1 (1989) « que l'appareil statistique actuellement disponible ne permet pas, précisément d'évaluer l'importance de la situation réelle des populations concernées ».

Sur base des données de la Centrale des Crédits de la Banque Nationale arrêtées au 31 décembre 1990 et portant donc sur les crédits octroyés sur 4 années, il reste 226 000 dossiers enregistrés dont près de 30 %

We hebben gezien dat deze kritieken door onderzoekers werden geformuleerd, maar de Raad voor het verbruik, beroepsorganisaties en consumentenorganisaties hebben er ook op gewezen dat die statistieken beter zouden moeten aangepast worden aan de behoeften van hun gebruikers.

Dit wetsontwerp laat een grondige herziening toe van de statistieken van het consumentenkrediet. Artikel 75, § 3, lid 3 en lid 4, houdt deze hervorming in.

Bepaalde huidige statistische reeksen, onder andere die met betrekking tot de leningen op afbetaling zouden alleszins niet meer kunnen blijven bestaan, voor zover deze leningen voortaan zullen gelijkgesteld worden met de persoonlijke leningen op afbetaling, terwijl de nieuwe kredietvormen voortaan zullen onderworpen zijn aan nieuwe opnames. Maar de voornaamste filosofie van deze hervorming bestaat erin alle consumentenkredieten te isoleren en te identificeren ten opzichte van de beroepskredieten.

In dit opzicht moet het bestaan worden vermeld binnen het Departement, van een werkgroep, samengesteld uit ambtenaren van het Nationaal Instituut voor de Statistiek, van de dienst « Consumptie en Krediet » en uit vertegenwoordigers van de Verbruikskredietcentrale van de Nationale Bank, belast met het uitwerken van een algemeen ontwerp met het oog op een herziening van de betrokken statistieken.

2. Bovendien blijft de schuldenoverlast een slecht omschreven verschijnsel. Het staat vast dat het consumentenkrediet één element ervan is maar niet het enige. Zowel Belgische als buitenlandse studies, geven allen aan dat het om een cumulatief proces gaat waarin het consumentenkrediet en het hypothecair krediet, de verschillende schulden aan de ouders, de werkgevers, eigenaars, de onbetaalde gas- en elektriciteitsfacturen, de schulden tegenover de administraties (belastingen en sociale zekerheid), een rol spelen en dat deze toestanden verschillende maar wel geïdentificeerde oorzaken hebben : het wegvallen van werkgelegenheid en de werkloosheid, ziekte en ongeval, de scheiding van koppels zijn meestal de oorzaak van deze moeilijkheden. Het is niet eenvoudig om de weerslag te evalueren van het consumentenkrediet in de globale schuld van de gezinnen. Men kan dus alleen maar schatten. Zo is het niet alleen in ons land. In Frankrijk, bijvoorbeeld, wordt het aantal gezinnen met overmatige schuldenlast op ongeveer 200 000 geraamd maar dit lijkt een minimale schatting, gebaseerd op strengere criteria tot bepaling van de overmatige schuldenlast dan degene die in België gehanteerd worden, en in het Franse verslag n° 1 (1989) wordt benadrukt dat « het thans beschikbaar statistische systeem het niet mogelijk maakt het belang van de werkelijke situatie van de betrokken bevolkingen juist te ramen ».

Op basis van de gegevens van de Verbruikskredietcentrale van de Nationale Bank vastgelegd op 31 december 1990 met betrekking tot de kredieten toegekend over een periode van 4 jaar, blijven er

sont régularisés. Chaque dossier concerne en moyenne 1,4 personnes.

Les chiffres ci-après tentent de cerner une nouvelle fois cette réalité, mais une fois de plus également, ces chiffres n'ont qu'une valeur d'estimation. Le processus de l'endettement et surtout du surendettement est trop complexe pour qu'on puisse en établir un bilan précis et définitif.

SITUATION BANQUE NATIONALE AU 31 DECEMBRE 1990⁽¹⁾

— stock d'enregistrement	± 226 000 dossiers
— dossiers régularisés (± 29 %)	65 540 dossiers
	160 460 dossiers
— contrats défaillants (± 20 %)	32 000 dossiers
— contrats dénoncés	128 000 dossiers
— nombre de débiteurs pour les contrats dénoncés (1,4 personne par dossier)	91 757 ménages
— nombre de ménages ayant plus d'un contrat enregistré (± 70 %)	64 223 ménages
— rapport au nombre total des ménages ⁽²⁾	1,78 %

⁽¹⁾ Source BNB 1991.

⁽²⁾ R.G. 1981 — Sources INS.

Il faut s'entendre sur le concept même du surendettement. Il est évident qu'un nombre trop élevé de ménages se retrouvent à un moment ou l'autre de leur existence, devant des situations qui ne leur permettent pas de faire face à leurs échéances dans les délais requis. Il en va ainsi vis-à-vis des propriétaires, des distributeurs de gaz et d'électricité, de la RTT, de l'administration fiscale, etc. et vis-à-vis des prêteurs.

Si la situation se régularise dans un délai raisonnable ou si l'endettement ne porte que sur une seule créance peut-on parler de surendettement ?

Celui-ci n'apparaît-il pas lorsqu'une accumulation de dettes vient mettre en péril l'équilibre budgétaire à moyen ou long terme des ménages ?

Il faut aussi ramener ce phénomène à de justes proportions par rapport à l'ensemble du crédit à la consommation. On l'a vu plus haut : au terme d'une période de 4 ans (1987-1990) la Banque Nationale conserve un stock de 160 000 dossiers non régularisés pour une valeur totale de 14,4 milliards de francs. Sur une période de même durée (1 juillet 1986 au 30 juin 1990) qui se rapporte donc aux contrats enregistrés par la Banque, le flux du crédit à la consommation s'est élevé à 8,9 millions de dossiers pour une valeur de 862 milliards de francs.

Il ne paraît donc pas opportun de remettre en cause un système qui fonctionne de manière satisfaisante globalement mais il ne s'agit pas non plus d'ignorer les effets pervers qu'il peut générer. « Les cas (de

226 000 dossiers enregistré où presque 30 % sont régularisés. Chaque dossier concerne en moyenne 1,4 personnes.

De cijfers hieronder proberen de realiteit opnieuw te omvatten : maar, eens te meer, hebben deze cijfers slechts een schattingswaarde. Het proces van de schuldenlast en vooral van de overmatige schuldenlast is te ingewikkeld om een precieze en definitieve balans te kunnen opmaken.

SITUATIE NATIONALE BANK OP 31 DECEMBER 1990⁽¹⁾

— inschrijvingsstrook	± 226 000 dossiers
— geregulariseerde dossiers (± 29 %)	65 540 dossiers
	160 460 dossiers
— contracten met betalingsachterstand (± 20 %)	32 000 dossiers
— opgezegde overeenkomsten	128 000 dossiers
— aantal schuldenaars voor de opgezegde overeenkomsten (1,4 persoon per dossier)	91 757 gezinnen
— aantal gezinnen met meer dan één geregistreerd dossier (± 70 %)	64 223 gezinnen
— verhouding tot totaal aantal van de gezinnen ⁽²⁾	1,78 %

⁽¹⁾ Bron NBB 1991.

⁽²⁾ R.G. 1981 — Bronnen NIS.

Er moet eensgezindheid komen over de inhoud van het begrip « overmatige schuldenlast ». Het is duidelijk dat een te groot aantal gezinnen op het ene of het andere moment van hun leven voor toestanden komen te staan waardoor ze de opgelegde vervaldatum niet kunnen naleven. De eigenaars, de gas- en elektriciteitsverdelers, de RTT, de belastingadministratie, enz. en de kredietgevers zijn hierbij betrokken.

Kan men van overmatige schuldenlast spreken wanneer de toestand binnen een redelijke termijn geregeld wordt of wanneer de schuldenoverlast maar één schuldvordering betreft ?

Komt de schuldenoverlast niet aan het licht wanneer een opeenstapeling van schulden het budgettaire evenwicht van de gezinnen op middellange termijn ernstig verstoort ?

Dit verschijnsel moet ook tot juiste verhoudingen ten opzichte van het geheel van het consumentenkrediet teruggebracht worden. We hebben het hierboven gezien : na verloop van een periode van 4 jaar (1987-1990), behoudt de Nationale Bank een stock van 160 000 niet-geregulariseerde dossiers voor een totale waarde van 14,4 miljard. Over een periode van dezelfde duur (1 juli 1986 tot 30 juni 1990) die betrekking heeft op de overeenkomsten ingeschreven door de Bank, bedroeg de stroom van het consumentenkrediet 8,9 miljoen dossiers voor een waarde van 862 miljard frank.

Het lijkt dus niet geschikt om een systeem dat globaal gezien voldoening geeft op de helling te zetten maar de ontarding dat het kan teweegbrengen mag ook niet genegeerd worden. « De gevallen (van schul-

surendettement) restent heureusement socialement peu nombreux [...] sans sous-estimer pour autant les drames individuels qu'ils peuvent présenter pour les ménages de consommateurs concernés » ⁽¹⁾.

La Belgique, comme les autres pays européens est confronté à cette question et il importe d'utiliser au mieux les instruments qui sont susceptibles d'enrayer et de limiter ce problème social, sur base de ce qui existe et qui peut être développé et en s'inspirant éventuellement d'expériences étrangères.

Sans être exhaustif on peut citer certaines expériences qui sont menées dans quelques Etats membres de la Communauté Européenne.

En France, on retiendra deux initiatives principales. L'Association française des Banques crée en 1989 un « *Observatoire de l'endettement des ménages* » auquel collaborent activement les principaux établissements financiers du pays ainsi que la Banque de France.

Les missions de cet observatoire sont de deux ordres :

1. mesurer l'évolution du crédit aux consommateurs, y compris le crédit consacré au logement, à partir des études effectuées par l'INSEE, la Banque de France et les organismes qui ont adhéré à l'institution;

2. étudier l'ampleur, les causes et les conséquences du surendettement des ménages, au moyen d'enquêtes par sondage réalisées auprès d'un échantillon représentatif des ménages français.

Cet observatoire est une initiative privée des milieux professionnels concernés qui ont pris conscience de l'ampleur des problèmes à la suite d'un rapport du Conseil National du Crédit, publié au début de 1989 et qui évaluait à plus de 200 000 le nombre de ménages surendettés. Il faut reconnaître qu'en France, le problème du crédit s'est posé autrement qu'en Belgique. Alors que chez nous le recours aux crédits à tempérament est une pratique déjà ancienne qui connaît une croissance soutenue mais modérée, en France le crédit à la consommation a connu une véritable explosion depuis environ 15 ans avec des taux de croissance annuelle qui ont atteint plus de 20 % et même jusqu'à 39 % en 1986. Des mécanismes de protection sociale du consommateur ont donc dû être mis en place rapidement.

L'observatoire de l'endettement est un de ces mécanismes dans la mesure où il permet de diagnostiquer les causes et les conséquences du phénomène.

D'un point de vue opérationnel, cet observatoire travaille avec un nombre réduit de collaborateurs permanents en collaboration avec du personnel « extérieur » détaché des organismes financiers pour des missions spécifiques à temps réduit. En 1989, le budget de l'institution s'élevait à ± 10 000 000 francs belges, constitué par une contribution volontaire des établissements financiers. Il semble que l'essentiel de

denoverlast) blijven gelukkig gering (...) zonder evenmin de individuele drama's van de betrokken consumenten en hun gezinnen te onderschatten ». ⁽¹⁾

België is, zoals de andere Europese landen, bij deze kwestie betrokken en het is aangewezen de instrumenten die het sociaal probleem kunnen afremmen en inperken, zo goed mogelijk te gebruiken, op basis van hetgeen bestaat en hetgeen kan uitgebreid worden eventueel naar het voorbeeld van buitenlandse ervaringen.

Zonder volledig te zijn, kan men bepaalde ervaringen melden van een paar andere Lidstaten van de Europese Gemeenschap.

In Frankrijk kan men twee voornaamste initiatieven noemen. « L'Association française des banques » richt in 1989 een « *Observatoire de l'endettement des ménages* » op waaraan de belangrijkste financiële instellingen van het land en de « Banque de France » actief deelnemen.

De opdrachten van dit orgaan zijn dubbel :

1. de evolutie inschatten van het consumentenkrediet, met inbegrip van het woonkrediet, op basis van de studies uitgevoerd door het « INSEE », de « Banque de France » en de organismen die bij de instelling zijn toetgetreden;

2. de omvang, de oorzaken en de gevolgen van de overmatige schuldenlast der gezinnen onderzoeken door middel van steekproefsgewijze onderzoeken bij een representatief staal van de Franse gezinnen.

Dit « observatorium » is een privé-initiatief van de betrokken vakkringen die zich bewust geworden zijn van de omvang van de problemen naar aanleiding van een verslag van de Nationale Raad van het Krediet, gepubliceerd in het begin van 1989 en waarin het aantal gezinnen met overmatige schuldenlast op 200 000 geschat wordt. Men moet toegeven dat het probleem van het krediet zich anders gesteld heeft dan in België. Terwijl bij ons het beroep op het afbetalingskrediet reeds een oude praktijk is die gestaag maar matig stijgt, heeft het consumentenkrediet in Frankrijk sedert ongeveer 15 jaar een echte explosie gekend, met jaarlijkse groeipercentages die meer dan 20 % en zelfs tot 39 % in 1986 bedroegen. Men heeft dus vlug werkwijzen moeten bedenken om de consument op sociaal gebied te beschermen.

Het « observatorium » van de schuldenlast is één van die werkwijzen voor zover het de mogelijkheid biedt de diagnose op te maken van de oorzaken en de gevolgen van het verschijnsel.

Operationeel gezien, werkt dit « observatorium » met een beperkt aantal vaste medewerkers in samenwerking met « buiten »-personeel die deeltijds gedetacheerd zijn door de financiële instellingen voor specifieke opdrachten. In 1989 bedroeg het budget van de instelling ± 10 000 000 Belgische frank, samengesteld uit een vrijwillige bijdrage van de financiële instellingen. Het blijkt dat het grootste deel van

⁽¹⁾ G. Delvax, L'endettement des consommateurs, T.I. p. 143.

⁽¹⁾ G. Delvax, L'endettement des consommateurs, T.I. p. 143.

ce budget était consacré à la réalisation des enquêtes par sondage.

Le premier rapport publié par l'observatoire en novembre 1989 constitue une contribution intéressante à une meilleure compréhension des problèmes posés par le crédit et le surendettement des ménages mais souligne également l'importance qu'il y a d'inclure dans ce dernier des prêts non institutionnels (familiaux, etc.) et les dettes envers l'administration (impôts), la sécurité sociale, les factures de gaz et d'électricité et les loyers, au même titre que l'avait déjà constaté l'étude faite en Belgique pour le compte du Département, en 1989.

Notons enfin que les travaux de l'observatoire sont mis à la disposition des milieux professionnels, des organisations sociales et des consommateurs. A notre connaissance, cet observatoire est le seul qui existe, en tant que tel en Europe.

Pour lutter contre les conséquences du surendettement, le parlement français a adopté une loi visant à assurer une meilleure protection aux débiteurs malheureux et de bonne foi ⁽¹⁾.

Cette loi institue une procédure de règlement amiable destiné, par l'élaboration d'un plan conventionnel approuvé par le débiteur et ses principaux créanciers, à régler la situation de surendettement des personnes physiques. La procédure est engagée à la demande du débiteur.

Il est créé, dans chaque département, une Commission composée du Préfet, du Trésorier-payeur-général et du représentant local de la Banque de France (ou de leurs délégués) et de deux personnalités choisies par le Préfet, dans le département, l'une sur proposition de l'association française des établissements de crédit, l'autre sur proposition des associations familiales ou de consommateurs. La commission examine les éléments actifs et passifs du patrimoine du débiteur et peut obtenir tout renseignement des administrations publiques, des établissements de crédit, etc. pour établir la situation réelle du débiteur. Un plan conventionnel de règlement est alors élaboré et soumis à la conciliation des parties. Dans le cas d'un échec de règlement amiable, le débiteur, le créancier ou la Commission peuvent saisir le juge d'instance du domicile du débiteur en vue d'un *redressement judiciaire civil*. Le juge peut suspendre les procédures de recouvrement.

Au terme de la procédure d'instance, si la conciliation devant la commission a échoué et s'il l'estime nécessaire, le juge d'instance élabore lui-même des mesures de redressement judiciaire civil : report, rééchelonnement (sur 5 ans maximum) ou remises de

dit budget werd besteed voor de uitvoering van de steekproefsgewijze onderzoeken.

Het eerste verslag gepubliceerd door het « observatorium » in november 1989 vormt een interessante bijdrage tot een beter begrip van de problemen verbonden aan het krediet en de overmatige schuldenlast van de gezinnen maar onderstreept ook hoe belangrijk het is hieraan de niet-institutionele leningen (familiale, enz.) en de schulden ten opzichte van de administratie (belastingen), de sociale zekerheid, de gas- en elektriciteitsfacturen en de huur toe te voegen, zoals reeds vastgesteld werd in de in België uitgevoerde studie voor rekening van het Departement, in 1989.

Laten we tenslotte noteren dat de werkzaamheden van het « observatorium » ter beschikking worden gesteld van de vakkringen, de sociale organisaties en de consumenten. Naar ons weten is dit « observatorium » enig in Europa.

Om de gevolgen van de schuldenoverlast tegen te gaan heeft het Franse parlement een wet goedgekeurd met het oog op een betere bescherming van de schuldenaars die « ongelukkig en te goeder trouw » zijn ⁽¹⁾.

Bij deze wet wordt een procedure tot minnelijke schikking ingesteld om, via de uitwerking van een plan dat door de schuldenaar en zijn belangrijkste schuldeisers goedgekeurd werd, de situatie van schuldenoverlast van de natuurlijke personen te regelen. De procedure wordt ingesteld op aanvraag van de schuldenaar.

In elk departement wordt een Commissie opgericht, samengesteld uit de Prefect, de thesaurier-generaal en de lokale vertegenwoordiger van de « Banque de France » (of van hun afgevaardigden) en van twee personen, gekozen door de Prefect, binnen het departement, de ene op voorstel van de Franse vereniging van de kredietinstellingen, de andere op voordracht van de gezins- of consumentenverenigingen. De Commissie onderzoekt de actieve en passieve elementen van het patrimonium van de schuldenaar en kan alle inlichtingen bekomen van de openbare administraties, de kredietinstellingen, enz. om de werkelijke toestand van de schuldenaar te schetsen. Een regelingsplan wordt dan ook opgemaakt en overgemaakt aan de partijen voor akkoord. In geval van mislukte minnelijke regeling kunnen de schuldenaar, de schuldeiser of de commissie zich wenden tot de vrederechter, rechter in eerste aanleg van de woonplaats van de schuldenaar met het oog op een *burgerlijk-rechterlijk herstel* (« redressement judiciaire civil »). De rechter kan de inningsprocedures opschorten.

Na de procedure in eerste aanleg indien de verzoening voor de Commissie mislukt is en indien hij het nodig acht, werkt de rechter in eerste aanleg zelf maatregelen uit tot burgerlijk-rechterlijk herstel : uitstel, termijnherfschikking (op 5 jaar maximum) of

⁽¹⁾ Loi 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles. J.O. du 2 janvier 1990.

⁽¹⁾ Wet 89-1010 van 31 december 1989 betreffende het voorkomen van de moeilijkheden verbonden aan de overmatige schuldenlast van de particulieren en de gezinnen, PB van 2 januari 1990.

dettes, réduction ou suppression du taux d'intérêt, etc.

Il semble que les premiers résultats de ces mesures puissent être considérés comme positifs. Toutefois l'expérience est trop récente pour en tirer des conclusions définitives, tant en termes d'efficacité qu'en termes d'opportunité.

Il existe en Allemagne un *Institut für Finanzdienstleistungen und Verbraucherschutz*.

Cet institut a été créé en 1986 à l'initiative du professeur Udo Reifner et du groupe de travail de sociologie du Droit de l'Université de Hambourg. Il s'agit d'un centre de recherche interdisciplinaire (droit, sociologie, économie) qui à ce titre suit de très près l'évolution du crédit et l'endettement en RFA.

L'originalité principale de cet institut réside dans la mise en place d'un système informatisé d'informations juridiques et de programmes de calculs des différentes formes de crédits aux consommateurs. L'institut agit donc en tant qu'expert judiciaire près les tribunaux et conseiller juridique pour des organisations de consommateurs, des Eglises, des organisations sociales et des pouvoirs publics... Ce système est dénommé CALS (Computer Aided Legal Service). Un autre système informatisé, le CADAS (Computer Aided Debt-Advice System) permet l'examen et l'assistance individualisée à la gestion du budget des ménages qui facilite l'élaboration de propositions réalistes sur les modalités du paiement à tempérament. La récolte de ces dernières données garantit l'anonymat et se prêtent à des travaux statistiques qui produisent des données significatives.

L'Institut fonctionne avec un budget constitué des ressources obtenues à l'occasion des expertises et rapports effectués pour les organisations citées plus haut.

Le personnel permanent est très réduit mais fonctionne avec des collaborations bénévoles de professeurs et de membres du personnel scientifique de l'Ecole supérieure d'économie et de politique d'Hambourg.

Au *Royaume-Uni* il existe quelques expériences dénommées « Money Advice Centers » qui sont d'origine locale dans les grandes villes industrielles. Elles semblent pouvoir être assimilées à des services sociaux d'aide aux consommateurs en difficulté, et notamment à une part importante de la population la plus défavorisée qui n'a pas accès au système bancaire traditionnel et qui s'endette par un recours au crédit non réglementé, souvent servi à des taux usuraires.

Si la description de ces quelques expériences étrangères prouve que le problème de l'observation de l'évolution du crédit et du surendettement se pose presque partout en Europe (voir à ce sujet : « *Rapport général sur le chômage et l'endettement en Europe* » septembre 1989, IFF & HWP, Hambourg), notre pays n'est pas dépourvu de moyens dans les deux domaines

kwijtscheldingen van de schulden, verlaging of afschaffing van de rentevoet, enz.

Het blijkt dat de eerste resultaten van deze maatregelen als positief mogen worden beschouwd. Aangezien de ervaring nog te recent is, kan men er evenwel nog geen definitieve conclusies aan verbinden, noch qua doeltreffendheid noch qua geschiktheid.

In Duitsland bestaat er een *Institut für Finanzdienstleistungen und Verbraucherschutz*.

Dit instituut werd opgericht in 1986 op het initiatief van Professor Udo Reifner en de werkgroep recht-sociologie van de Universiteit van Hamburg. Het gaat om een interdisciplinair onderzoekscentrum (recht, sociologie, economie) die de evolutie van het krediet en van de schuldenlast in de BRD van zeer dichtbij volgt.

Het meest originele van dit instituut bestaat in de oprichting van een informaticasysteem met juridische gegevens en berekeningsprogramma's van de verschillende vormen van het consumentenkrediet. Het instituut werkt dus als rechtsdeskundige bij de rechtbanken en als juridisch adviseur voor consumentenorganisaties, kerken, sociale organisaties en de overheid. Dit systeem wordt CALS genoemd (Computer Aided Legal Service). Dank zij een ander computersysteem, het CADAS (Computer Aided Debt-Advice System) kan het beheer van het gezinsbudget onderzocht en individueel bijgestaan worden, hetgeen het uitwerken van realistische voorstellen inzake afbetalingsmodaliteiten vergemakkelijkt. Het verzamelen van deze laatste gegevens verzekert de anonimiteit en biedt de mogelijkheid om statistische berekeningen te doen waarbij betekenisvolle gegevens bekomen worden.

Het instituut werkt met een budget samengesteld uit middelen komende van onderzoeken en rapporten uitgevoerd voor de bovenvermelde organisaties.

Het vast personeel is heel beperkt maar werkt met vrijwillige medewerkers, onder andere professoren en leden van het wetenschappelijk personeel van de Hogere School voor Economie en Politiek van Hamburg.

In het *Verenigd Koninkrijk* zijn er een paar ervaringen, genaamd « Money Advice Centers », die eerder een lokale oorsprong in de grote industriële steden hebben. Ze zouden kunnen worden gelijkgesteld met sociale hulpdiensten aan de consumenten in moeilijkheden, en onder meer aan een belangrijk deel van de misdeelde bevolking die geen toegang heeft tot het traditioneel banksysteem en die schulden maakt door gebruik van het niet-gereguleerd krediet, dat dikwijls tegen woekerrenten aangeboden wordt.

Hoewel de beschrijving van deze buitenlandse ervaringen bewijst dat het probleem van het volgen van de evolutie van het krediet en de schuldenoverlast bijna overal in Europa voorkomt (Zie hierover : « *Rapport général sur le chômage et l'endettement en Europe* », septembre 1989, IFF en HWP, Hamburg), beschikt ons land toch over middelen op de twee

de l'observation et de la lutte contre le surendettement.

— La loi du 9 juillet 1957 a été une des premières en Europe à réglementer le crédit à la consommation. Elle impose un certain nombre de clauses impératives dans les contrats et interdit certaines pratiques qui pourraient nuire à l'information et à la protection du consommateur; elle soumet les prêteurs à une agrégation préalable fondée sur des conditions de solvabilité et de moralité financière; elle autorise les agents qualifiés de l'administration à contrôler le respect de toutes les dispositions légales; elle donne au Roi le pouvoir de fixer le taux d'intérêt maximum autorisé, etc.

— L'Arrêté royal du 15 avril 1985 crée, au sein de la Banque Nationale, une Centrale des crédits à la Consommation qui enregistre tous les crédits de plus de dix mille francs pour lesquels un retard de trois échéances a été constaté. Cette centrale a pour but de conscientiser et de responsabiliser les prêteurs devant les risques qu'ils prennent en accordant des crédits nouveaux à des débiteurs défaillants. Elle doit conduire à une diminution, sinon à une disparition, du plus grand nombre de situations de surendettement.

Cette centrale a été la première (et jusqu'il y a peu la seule) en Europe à être instituée par l'autorité publique et à exiger des prêteurs une consultation préalable à l'octroi du crédit.

— L'action contre le surendettement menée par la Fondation Roi Baudouin a suscité la création de services Infor Crédit dans certains CPAS qui, tous d'ailleurs, sont confrontés aux problèmes liés à ces situations malheureuses et remplissent souvent des fonctions de médiateurs de dettes avec toutes les garanties de discrétion qui s'imposent, et assurent une guidance suivie des ménages en difficultés financières.

Pour éviter au consommateur les pièges coûteux et inopérants des centralisateurs de dettes, l'article 67 du projet de loi réserve d'ailleurs exclusivement cette pratique aux avocats, officiers ministériels et mandataires de justice et aux institutions publiques ou privées agréées à cet effet.

— Les pouvoirs publics ont toujours été très attentifs à l'évolution du crédit et de l'endettement des ménages.

C'est d'ailleurs l'analyse de cette évolution et notamment la multiplication de nouvelles formes de crédits aux consommateurs qui a conduit le gouvernement à déposer le projet de loi soumis à l'approbation de la Chambre. La décision dès 1954 — et en cela aussi la Belgique innovait — d'établir des statistiques du crédit à tempérament, montre que les autorités ont été soucieuses d'observer l'évolution des faits, même si aujourd'hui ces statistiques sont incomplètes et doivent donc être révisées à la suite des

vlakken, met name de waarneming en het bestrijden van de schuldenoverlast.

— De wet van 9 juli 1957 is een van de eerste wetten in Europa die het consumentenkrediet gereguleert heeft. Ze legt een aantal dwingende bepalingen in de contracten op en verbiedt bepaalde praktijken die de voorlichting en de bescherming van de consument zouden kunnen benadelen; ze onderwerpt de kredietgevers aan een voorafgaande erkenning gebaseerd op voorwaarden inzake solvabiliteit en financiële moraliteit; zij machtigt de bevoegde ambtenaren van de administratie om het naleven van alle wettelijke bepalingen te controleren; ze machtigt de Koning om het maximum toegelaten kostenpercentage te bepalen, enz.

— Bij het Koninklijk besluit van 15 april 1985 wordt, binnen de Nationale Bank van België, een Verbruikskredietcentrale opgericht, die alle kredieten van meer dan tienduizend frank waarvoor een betalingsachterstand van drie vervaldagen vastgesteld werd, registreert. Deze centrale heeft tot doel de kredietgevers bewust te maken en verantwoordelijk te stellen voor de risico's die ze nemen bij het toekennen van nieuwe kredieten aan wanbetalers. Ze moet leiden tot een vermindering of zelfs verdwijning van de meest schrijnende toestanden van schuldenoverlast.

Deze centrale was de eerste (en tot nog toe de enige) in Europa die door de overheid werd ingesteld en die de kredietgevers verplicht tot een raadpleging voorafgaandelijk aan het toekennen van het krediet.

— De actie tegen de overmatige schuldenlast die door de Koning Boudewijn Stichting gevoerd werd heeft aanleiding gegeven tot de oprichting van Infor krediet diensten in sommige OCMW's die trouwens allen geconfronteerd worden met problemen verbonden aan deze betreutswaardige toestanden en die meestal de functies van schuldbemiddelaars vervullen met alle nodige discretiewaarborgen en bieden een geregelde begeleiding van de gezinnen met financiële moeilijkheden.

Om te vermijden dat consumenten in dure en ondoeltreffende valstrikken van de schuldbemiddelaars zouden lopen, vertrouwt het artikel 67 van het wetsontwerp de schuldbemiddeling trouwens uitsluitend toe aan advocaten, ministeriële ambtenaren en gerechtelijke mandatarissen en de daartoe erkende openbare of privé-instellingen.

— De overheid heeft altijd aandacht gehad voor de evolutie van het krediet en de schuldenlast van de gezinnen.

Het is trouwens de analyse van deze evolutie en onder meer de toename van nieuwe vormen van consumentenkredieten die de Regering ertoe gebracht heeft een wetsontwerp in te dienen dat ter goedkeuring aan de Kamer voorgelegd wordt. De beslissing om vanaf 1954 — en dat was ook iets nieuws in België — statistieken van het afbetalingskrediet bij te houden, bewijst dat de overheid de evolutie van de feiten waargenomen heeft, zelfs indien deze statistieken thans onvolledig zijn en dus moeten worden herzien

profondes modifications intervenues dans le secteur financier.

Le service « Consommation et Crédit » du Département, collabore à cette révision, analyse et interprète systématiquement les données publiées par l'INS au même titre qu'il gère toutes les procédures d'inscription et d'agrément; par ses contrôles il suit attentivement les pratiques des organismes de financement et étudie l'évolution législative, réglementaire et jurisprudentielle en la matière. Le même service examine dans le cadre de ses activités les évolutions du marché et, depuis 1990, en collaboration avec les organisations professionnelles et les entreprises concernées, réalise, à partir d'une méthodologie rigoureuse, des enquêtes trimestrielles sur les taux effectivement pratiqués pour les prêts et prêts personnels à tempérament auprès d'un échantillon de prêteurs représentant $\pm 90\%$ du marché.

Les résultats synthétiques de la dernière enquête, menée le 15 janvier 1991, sont communiqués ci-après. Ces enquêtes, encore expérimentales aujourd'hui, pourraient être appelées à se développer.

Enfin, le gouvernement n'hésite pas, quand le besoin se présente, de faire effectuer des études plus fondamentales.

La lutte contre le surendettement et le souci d'observer l'évolution de la réalité en matière de crédit et des charges qui en découlent pour les ménages de consommateurs, restent des préoccupations prioritaires pour les pouvoirs publics.

ten gevolge van de grondige wijzigingen in de financiële sector.

De dienst « Consumptie en Krediet » van het Departement, die aan herziening meewerkt, analyseert en interpreteert systematisch de gegevens gepubliceerd door het NIS zoals hij alle inschrijvings- en erkenningsprocedures beheert; door zijn controles, volgt hij aandachtig de praktijken van de financieringsorganismen en onderzoekt de wetgevende, reglementaire en uit de rechtspraak voortvloeiende evolutie ter zake. Dezelfde dienst onderzoekt de marktevoluties in het raam van zijn activiteiten en sinds 1990 voert hij, in samenwerking met de beroepsverenigingen en de betrokken ondernemingen, en dit volgens een strikte methodologie, driemaandelijks onderzoeken uit over de werkelijk toegepaste rentevoeten voor de leningen en de persoonlijke leningen op afbetaling bij een staal kredietgevers dat $\pm 90\%$ van de markt vertegenwoordigt.

De samengevatte resultaten van het laatste onderzoek gehouden op 15 januari 1991, worden hieronder medegedeeld. Deze thans nog experimentele onderzoeken zouden in de toekomst kunnen uitgebreid worden.

Tenslotte aarzelt de Regering niet om, indien nodig, meer fundamentele studies te laten uitvoeren.

Het bestrijden van de schuldenoverlast en de bekommernis om de evolutie te volgen van het krediet zoals het fenomeen zich in werkelijkheid voordoet en de daaruit voortvloeiende lasten voor de consumenten en hun gezinnen, blijven prioritaire zorgen voor de overheid.

Types de crédit Montants (en francs) Durée (en mois) — Krediettypes Bedragen (in frank) Duur (in maanden)	Taux — Rentepercentages				Intérêts — Interesten		Ecart — Afwijkingen			Offre — Aanbod		
	Min. — Min.	Max. — Max.	Moyen arith. — Rekenk. gemiddel- de	Moyen pondéré — Gewogen gemiddel- de	Annuels moyens (¹) — Jaarge- middelde (¹)	Ann. Actua. (²) — Jaarl. actua. (²)	Max. Min. — Max. Min.	Moyen pondéré minima — Min. gewogen gemiddel- de	Max. moyen pondéré — Max. gewogen gemiddel- de	Nombre d'offres — Aantal aanbie- dingen	Offre taux maxi — Aanbod max. rente- percentage	Offr taux mini — Aanbod min. rente- percentage
Voiture neuve. — <i>Nieuwe wagen</i> 250 000 — 36 mois / maanden	0,45	0,80	0,56	0,56	13,08	13,06	178,0	124,0	143,0	40	1	2
Voiture neuve. — <i>Nieuwe wagen</i> 325 000 — 36 mois / maanden	0,45	0,79	0,56	0,56	13,08	13,07	176,0	124,0	141,0	40	1	2
Voiture neuve. — <i>Nieuwe wagen</i> 600 000 — 48 mois / maanden	0,45	0,77	0,56	0,56	13,17	12,91	171,0	124,0	137,5	40	1	2
Voiture usagée. — <i>Tweedehandswagen</i> 200 000 — 24 mois / maanden	0,50	0,83	0,61	0,62	14,28	14,58	166,0	124,0	134,0	40	3	1
Appareil ménager. — <i>Huishoudtoestel</i> 25 000 — 12 mois / maanden	0,57	1,09	0,92	0,97	21,49	22,96	191,0	170,0	112,0	23	11	1
PP 25.001 — 12 mois / maanden	0,62	1,02	0,87	0,87	19,27	20,45	164,5	140,0	117,0	18	7	2
PP 50.001 — 18 mois / maanden	0,62	0,89	0,82	0,86	19,55	20,44	143,5	139,0	103,5	34	14	2
PP 100.001 — 24 mois / maanden	0,62	0,85	0,75	0,75	17,28	17,73	137,0	121,0	113,0	39	11	2
PP 225.001 — 36 mois / maanden	0,57	0,80	0,72	0,73	17,05	17,05	140,0	128,0	109,5	40	11	1
PP 700.001 — 48 mois / maanden	0,55	0,75	0,67	0,66	15,52	15,18	136,0	120,0	113,5	39	11	2

(¹) calculé sur base de la méthode du taux de l'échéance moyenne, à partir du taux moyen pondéré.

(²) calculé sur base de la méthode du taux actuariel équivalent (directive CEE) et non proportionnel, à partir du taux moyen pondéré.

(¹) berekend op basis van de methode van het rentepercentage van de gemiddelde termijn, vanaf het gemiddelde gewogen rentepercentage.

(²) berekend op basis van de methode van het gelijkwaardige (EEG Richtlijn) maar niet evenredig gestaffeld rentepercentage, vanaf het gemiddelde rentepercentage.

Répondant aux autres questions, le Ministre souligne que les articles 11 et 15 du projet établissent très clairement la responsabilité du prêteur lors de la délivrance d'une offre de crédit. Ce dernier est en effet tenu d'apprécier la situation financière et les facultés de remboursement du consommateur.

*
* *

En ce qui concerne la question posée par Madame Corbisier, concernant la compatibilité entre l'article 77, § 2 du projet de loi sur les pratiques du commerce et l'article 45 du présent projet, le Vice-Premier Ministre informe l'intervenante qu'un amendement a été apporté à l'article 77, § 2 du projet de loi sur les pratiques du commerce pour assurer cette compatibilité.

*
* *

Le Vice-Premier Ministre souligne que l'emprunteur est enregistré dans la banque de données négatives de la Banque nationale dès qu'il n'a pas respecté trois échéances successives. Il est en outre clairement précisé quand et comment les intéressés sont rayés de cette banque de données.

Cette radiation est par ailleurs gratuite.

Il fait observer que les fichiers privés de banques et d'autres prêteurs peuvent évidemment contenir toutes sortes de données. Il n'est en outre pas exclu qu'il soit fait un usage abusif de ces données à des fins commerciales.

Le prêteur ne peut réclamer aucuns frais de dossier autres que ceux afférents à la consultation de la banque de données, lorsqu'il refuse le prêt demandé.

*
* *

L'article 11, 2°, dispose qu'il faut rechercher le type et le montant de crédit les mieux adaptés. Quelle est la portée de cette disposition ?

Lorsqu'un consommateur s'adresse à un professionnel pour obtenir un crédit, celui-ci a comme mission de le guider dans son choix et de lui donner les informations utiles. On peut espérer du professionnel qu'il connaisse les produits ou les services qu'il offre et qu'il puisse juger si un crédit peut être accordé au consommateur, sous quelle forme, et quel est le montant qui peut être consenti.

Si ce professionnel sait par exemple, qu'auparavant le consommateur a connu des irrégularités de paiements à tempérament, il semble logique qu'il lui présente alors une forme de crédit avec un plan de remboursement rigoureux. Des formes de crédits souples, comme l'ouverture de crédit, supposent que

Wanneer hij de andere vragen beantwoordt, benadrukt de Minister dat de artikelen 11 en 15 van het ontwerp in elk geval toch zeer duidelijk de verantwoordelijkheid van de kredietgever invoeren bij het voorleggen van een kredietaanbod. Deze laatste dient zich immers te vergewissen van de financiële toestand en draagkracht van de consument.

*
* *

Op de vraag van Mevrouw Corbisier of artikel 77, § 2, van het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken verenigbaar is met artikel 45 van dit ontwerp, antwoordt de Vice-Eerste Minister dat op artikel 77, § 2 van het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken een amendement werd ingediend om in die verenigbaarheid te voorzien.

*
* *

De Vice-Eerste Minister wijst erop dat de kredietnemer in de negatieve gegevensbank bij de Nationale Bank wordt geregistreerd van zodra hij drie opeenvolgende vervaldata niet heeft gerespecteerd. Bovendien is duidelijk bepaald wanneer en hoe men uit deze gegevensbank wordt geschrapt.

Deze schrapping is ten andere kosteloos.

Hij merkt op dat de privé-bestanden van banken en andere kredietverleners uiteraard allerlei soorten gegevens kunnen bevatten. Bovendien is misbruik van deze gegevens voor commerciële doeleinden ook niet uitgesloten.

Andere « dossierkosten » dan die voor de raadpleging van de gegevensbank mogen niet in rekening worden gebracht door de kredietgever, wanneer hij de lening weigert.

*
* *

Artikel 11, 2° bepaalt dat het krediet dient gezocht dat qua soort en bedrag het best is aangepast. Wat houdt deze bepaling in ?

Wanneer een consument zich tot een vakman wendt om een krediet te bekomen, is het de taak van die vakman de consument te begeleiden bij zijn keuze en hem de nodige informatie te geven. Er mag van een vakman verwacht worden dat hij de produkten of diensten die hij aanbiedt kent en zou afwegen of deze of gene vorm van krediet of dit of dat kredietbedrag aan de consument kan worden verleend.

Als die vakman bijvoorbeeld weet dat de consument in het verleden blijk gaf van een grote onregelmaat bij zijn afbetalingsverrichtingen dan lijkt het mij logisch dat hij de consument een kredietvorm zou aanbieden die een strikt afbetalingsplan inhoudt. Soepele kredietvormen, zoals een kredietopening, veronderstellen

le consommateur dispose au moins d'un revenu fixe, en fonction duquel le plafond du crédit sera déterminé.

Les capacités de remboursement du consommateur deviendront grâce à cette assistance professionnelle un critère extrêmement important. Un autre critère semble être les coûts qui seront supportés par le consommateur selon la forme bien déterminée de crédit qu'il aura choisie.

Les habitudes de paiement du consommateur ainsi que sa qualité de client, peuvent être déterminants. Enfin, le choix des formes de crédit reste limité aux contrats de crédits qui sont offerts par le prêteur ou l'intermédiaire de crédit, ou pour lesquels ils interviennent habituellement.

*
* *

En ce qui concerne les frais qui pourront être répercutés sur le taux annuel effectif global, le Vice-Premier Ministre fournit les explications suivantes.

1. Le coût dont question dans le taux annuel effectif global est le coût total du crédit, tel que défini par l'article 1, 5° du projet de loi. Ce sont *tous* les coûts du crédit, y compris l'intérêt et tous les autres frais liés au contrat de crédit. Il incombe au Roi de préciser ces frais, ainsi que la notion de « chargement total » utilisée dans la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement. Les notions de « coûts » et « coût total du crédit » décrites par la Directive du 22 décembre 1986 sont, en d'autres termes, presque identiques à ce qu'on entend en Belgique depuis 1957 par « taux de chargement » et « chargement total ».

2. En ce qui concerne la vente à tempérament et le prêt (personnel) à tempérament, les articles 3 et 9ter de l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 prévoient que « le chargement total » comprend les éléments suivants : l'intérêt, les frais d'enquête, d'ouverture de dossier, de gestion, d'administration, d'encaissement et généralement tous frais quelconques réclamés à l'occasion du contrat à tempérament ainsi que la prime en matière d'assurance-crédit, à l'exception toutefois des frais exposés, en cas d'exécution forcée du contrat. La jurisprudence a affiné la notion et l'a étendue à toutes les charges — ou tous les coûts — qui sont imposés de façon impérative au consommateur par le prêteur ou l'intermédiaire de crédit suite à la conclusion d'un contrat de crédit et pour lesquels le consommateur n'a plus le libre choix (voir Gand 4 janvier 1972, RW, 1971-1972, Col. 1497; Anvers, 30 juin 1988, RW 1988-1989, p. 152 et suivants).

3. La Directive du 22 décembre 1986 permet de maintenir cette description de manière pratiquement

dan weer dat de consument minstens over een vast basisinkomen zou beschikken, in functie waarvan het kredietplafond kan worden aangepast.

Bij deze professionele begeleiding zal het criterium van de terugbetalingsmogelijkheden in hoofdte van de consument een uitermate belangrijke rol spelen. Een ander criterium lijkt mij de kosten te zijn die aan de consument zullen worden aangerekend al naargelang de keuze van een bepaalde kredietvorm.

Ook de betalingsgewoonten van de consument en zijn hoedanigheid als cliënt kunnen een leidraad vormen. Tenslotte wordt de keuze van de kredietvormen beperkt tot deze welke gewoonlijk door de kredietgever of de kredietbemiddelaar worden aangeboden.

*
* *

Inzake de kosten die al dan niet zullen worden opgenomen in het jaarlijkse kostenpercentage, geeft de Vice-Eerste Minister de volgende toelichting.

1. De kosten, waarvan sprake in het jaarlijkse kostenpercentage zijn de totale kosten van het krediet, zoals die gedefinieerd worden door artikel 1, 5° van het wetsontwerp. Het zijn *alle* kosten van het krediet, met inbegrip van de rente en alle andere kosten die verbonden zijn met de kredietovereenkomst. Aan de Koning wordt de zorg overgelaten om, net zoals voor het begrip totale lasten, gehanteerd in de huidige wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering, deze kosten nader te bepalen. De begrippen « kosten » en « totale kosten » die door de Richtlijn van 22 december 1986 worden omschreven zijn met andere woorden quasi identiek met hetgeen in België reeds sedert 1957 wordt verstaan onder « lasten » en « totale lasten ».

2. Wat bijvoorbeeld de verkoop op afbetaling en de (persoonlijke) lening op afbetaling betreft voorzien de artikelen 3 en 9ter van het koninklijk besluit van 23 december 1957 houdende bepaalde uitvoeringsmaatregelen van de wet van 9 juli 1957 dat de « totale lasten » de volgende elementen bevatten : de rente, de informatiekosten, de kosten tot samenstelling van het dossier, de beheers-, administratie- en inningskosten en in 't algemeen alle lasten gevraagd bij de afbetalingsovereenkomst alsmede de premie inzake verzekeringskrediet, met uitzondering nochtans van de kosten gedaan bij de gedwongen uitvoering van het contract. De rechtspraak heeft het begrip verder verrijkt tot alle lasten — of kosten — die door de kredietgever of de kredietbemiddelaar aan de consument dwingend worden opgelegd naar aanleiding van het sluiten van een kredietovereenkomst en waarvoor de consument niet langer over een redelijke keuzevrijheid beschikt (zie Gent, 4 januari 1972, RW, 1971-1972, Kol. 1497; Antwerpen, 30 juni 1988, RW, 1988-1989, blz. 152 en volgende).

3. De Richtlijn van 22 december 1986 laat toe om deze omschrijving praktisch ongewijzigd te hand-

inchangée. Le projet de loi s'est inspiré de cette idée de base. Ainsi, vu l'article 65 du projet, les commissions demandées par les intermédiaires de crédit devront nécessairement être répercutées dans les coûts. Il convient de se référer également à l'application particulière de l'article 31 qui détermine explicitement que les coûts issus de la conclusion obligatoire d'autres contrats doivent être repris dans le coût total du crédit. En ce qui concerne les coûts en matière de consultation de la banque centrale de données ou de n'importe quelle banque de données, il ne fait pas de doute qu'ils doivent être repris dans le coût total du crédit et donc dans le taux annuel effectif global. Ce n'est que lorsque le crédit n'est pas accordé que, conformément à l'article 13, seuls les coûts de consultation obligatoire de la banque centrale de données peuvent être répercutés sur le consommateur.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

M. De Clerck demande des précisions au sujet de la notion de « consommateur » qui figure à l'article 1^{er}, 1°. Au cours de la discussion générale, le Vice-Premier Ministre a précisé que la qualité de l'emprunteur était déterminée par la destination donnée aux biens ou services achetés à tempérament.

Il est toutefois précisé dans l'Exposé des motifs (Doc. Sénat n° 916/1, p. 2) qu'en cas d'utilisation mixte, il conviendra d'examiner également la volonté des parties. Le membre demande si cette disposition ne risque pas de prêter à confusion.

Le Vice-Premier Ministre répond que, dans la pratique, un examen sera parfois nécessaire pour déterminer si la loi relative au crédit à la consommation est ou non applicable à un crédit donné. Il affirme toutefois formellement que s'il ressort de l'enquête qu'il s'agit d'une utilisation mixte (par exemple, la voiture achetée à tempérament par un boulanger à des fins à la fois professionnelles et privées), la loi ne s'appliquera pas, dès lors que l'usage privé est secondaire par rapport à l'usage professionnel.

M. Cuyvers déplore que le consommateur qui désire comparer plusieurs offres de crédit pour choisir la plus avantageuse ne puisse se fier à la publicité, celle-ci se bornant souvent à indiquer le taux d'intérêt sans mentionner le coût annuel (total).

Le Vice-Premier Ministre renvoie à cet égard à l'article 5, § 2, qui dispose que toute publicité indiquant un chiffre quelconque portant sur le coût du crédit doit également mentionner, de manière apparente, le taux annuel effectif global.

haven. Het wetsontwerp is van deze basisidee vertrokken. Zo zullen, gelet op artikel 65 van het ontwerp, de commissies gevraagd door de kredietbemiddelaars noodzakelijkerwijze moeten verrekend worden in deze kosten. Men dient eveneens te verwijzen naar de bijzondere toepassing van artikel 31 dat uitdrukkelijk bepaalt dat de kosten voortspruitende uit het verplicht doen sluiten van andere overeenkomsten moeten opgenomen worden in de totale kosten. Wat de kosten inzake raadpleging van de centrale gegevensbank of van om het even welk gegevensbestand betreft, hier kan geen enkele twijfel over bestaan: zij moeten worden opgenomen in de totale kosten en dus in het jaarlijkse kostenpercentage. Het is slechts wanneer het krediet niet wordt toegestaan dat, overeenkomstig artikel 13, enkel de kosten inzake de verplichte raadpleging van de centrale gegevensbank kunnen verhaald worden op de consument.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

De heer De Clerck wenst verduidelijking van het begrip « de consument » onder artikel 1, 1°. Tijdens de algemene bespreking heeft de Vice-Eerste Minister verduidelijkt dat de hoedanigheid van de kredietnemer bepaald werd door de bestemming die wordt gegeven aan de op afbetaling gekochte goederen of diensten.

In de Memorie van Toelichting wordt echter gesteld dat bij een gemengd gebruik ook de wens van de partijen zal moeten worden onderzocht (Stuk Senaat, n° 916/1, blz. 2). Het lid vraagt zich af of deze bepaling niet tot verwarring kan leiden.

De Vice-Eerste Minister antwoordt dat in de praktijk soms een onderzoek zal zijn vereist om uit te maken of de wet op het consumentenkrediet al dan niet van toepassing is op een concreet krediet. Hij kan hier echter formeel zijn: indien dit onderzoek uitwijst dat het gaat om een gemengd gebruik (bijvoorbeeld: de auto die een bakker op afbetaling kocht, zowel voor beroeps- als privédoeleinden), dan is de wet niet van toepassing wanneer het privé-gebruik bijkomstig is ten opzichte van het beroepsmatig gebruik.

De heer Cuyvers betreurt dat de consument, die een vergelijking wil maken om het goedkoopste krediet te vinden, geen houvast vindt in de reclame. Die geeft immers vaak alleen de interestvoet, maar niet de jaarlijkse (totale) kosten.

De Vice-Eerste Minister verwijst naar artikel 5, § 2: indien de reclame enig cijfer vermeldt inzake de kosten van het krediet, dan moet tevens, goed zichtbaar, het jaarlijkse kostenpercentage worden vermeld.

En ce qui concerne le statut juridique et les règles applicables aux vendeurs, le Vice-Premier Ministre fournit les explications suivantes :

Rôle et statut du vendeur par rapport au projet de loi relatif au crédit à la consommation. Question posée par M. Cuyvers au sujet des articles 62 et 63 du projet (et art. 1, 2° — 1, 3°)

1. En vertu de l'article 12, 1° de la Directive du 22 décembre 1986 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de crédit à la consommation :

« Les Etats membres :

a) veillent à ce que les personnes proposant des crédits ou servant d'intermédiaire pour la conclusion de contrats de crédit obtiennent l'autorisation officielle de le faire, soit expressément, soit à titre de fournisseurs de biens et prestataires de services, ou

b) veillent à ce que les activités des personnes octroyant des crédits ou servant d'intermédiaire pour l'octroi de crédits soient contrôlées ou supervisées par une institution ou un organisme officiel, ou encore

c) facilitent la mise en place d'organismes appropriés auprès desquels peuvent être déposées des réclamations portant sur les contrats de crédit ou les conditions de crédit et pour fournir aux consommateurs des informations ou des conseils à leur sujet. »

2. Ni la directive, ni le projet de loi ne donnent une définition de la notion de vendeur. Dans les deux cas, le prestataire de services est mis sur le même pied que le vendeur. La directive parle de *fournisseurs de biens et de prestataires de services*. Le projet de loi n'exclut pas qu'il soit également question de vendeur ou de bailleur. L'intervention d'un vendeur, c'est-à-dire celui qui vend un produit, (ou d'un prestataire de service, c'est-à-dire celui qui preste un service, et, le cas échéant, du bailleur) peut être décrite comme suit dans le cadre de la fourniture d'un crédit :

2.1. Le vendeur consent ou s'engage à consentir au consommateur un crédit en vue de financer un achat sous la forme d'un délai de paiement, d'un prêt ou de toute autre facilité de paiement, et finance cette opération avec ses moyens propres.

2.2. Le vendeur consent ou s'engage à consentir au consommateur un crédit en vue de financer un achat sous la forme d'un délai de paiement, d'un prêt ou de toute facilité de paiement mais fait appel pour le financement à un tiers qui, par l'effet d'une cession du contrat ou d'une subrogation, détient immédiatement les droits du vendeur.

2.3. Le vendeur soumet au consommateur une demande de crédit qu'il adressera à un prêteur bien déterminé ou intervient auprès d'un prêteur pour faire délivrer une offre de crédit au consommateur.

2.4. Le vendeur se fait payer comptant par le prêteur que le consommateur a choisi.

Wat betreft het juridisch statuut van de verkopers en de regels die op hen van toepassing zijn verstrekt de Vice-Eerste Minister de hierna volgende toelichting :

Toestand van de verkoper met betrekking tot het wetsontwerp op het consumentenkrediet. Vraag gesteld door de heer Cuyvers bij de artikelen 62 en 63 van het ontwerp (en art. 1, 2° — 1, 3°)

1. Artikel 12, 1, van de Richtlijn van 22 december 1986 betreffende de harmonisatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen der Lidstaten inzake het consumentenkrediet, bepaalt het volgende :

« De Lid-Staten :

a) zien erop toe dat personen die kredieten of bemiddeling bij het sluiten van kredietovereenkomsten aanbieden daartoe een overheidsvergunning behoeven, hetzij specifiek, hetzij als leverancier van goederen en diensten; of

b) zien erop toe dat een instelling of officiële instantie toezicht uitoefent op de werkzaamheid van personen die kredieten verlenen of daarbij bemiddelen; of

c) bevorderen de oprichting van instanties die kennis kunnen nemen van de klachten over kredietovereenkomsten of kredietvoorwaarden en de consumenten daaromtrent informatie of advies kunnen verstrekken. »

2. Noch de richtlijn, noch het wetsontwerp geven een definitie van het begrip verkoper. De dienstverlener wordt door beide op dezelfde leest geschoeid als de verkoper. De richtlijn spreekt van leverancier van goederen of diensten. Het wetsontwerp sluit niet uit of hiermee verkoper dan wel verhuurder wordt bedoeld, wel integendeel. Het optreden van een verkoper, i.e. degene die een produkt verkoopt, (of dienstverlener, i.e. degene die een dienst verleent, en desgevallend ook de verhuurder) in het raam van de kredietverstrekking kan als volgt worden geschetst :

2.1. De verkoper verleent of zegt aan de consument, ter financiering van een aankoop, een krediet toe in de vorm van uitstel van betaling, van een lening, of van een gelijkaardige betalingsregeling, en financiert deze verrichting met eigen middelen.

2.2. De verkoper verleent of zegt aan de consument, ter financiering van een aankoop, een krediet toe in de vorm van uitstel van betaling, van een lening, of van een gelijkaardige betalingsregeling, doch doet beroep op een derde-financier die, ingevolge een indeplaatsstelling of cessie, onmiddellijk in de rechten treedt van de verkoper.

2.3. De verkoper legt aan de consument een kredietaanvraag voor gericht tot een welbepaalde kredietgever of bemiddelt bij een kredietgever tot het sturen van een kredietaanbod aan de consument.

2.4. De verkoper vraagt aan de kredietgever, aangewezen door de consument, contante betaling.

2.5. Le vendeur demande au consommateur de payer au comptant du montant de l'achat sans se soucier davantage de la manière dont le consommateur s'est procuré les fonds nécessaires.

3. L'article 1^{er}, 2^o du projet de loi décrit le prêteur comme étant la personne qui consent un crédit dans le cadre de ses activités commerciales ou professionnelles. La définition de la notion de prêteur répond à la définition de la directive du 22 décembre 1986. Dans l'exposé des motifs, il est dit dans l'examen de la notion de prêteur que « les vendeurs ou prestataires de services qui offrent des contrats de vente à tempérament aux consommateurs pour l'achat de biens ou la prestation de services peuvent être qualifiés de prêteurs ». Dans les cas prévus aux points 2.1. et 2.2., le vendeur intervient en tant que prêteur. Pour être complet il faut signaler que l'article 1^{er}, 10^o, in fine, prévoit expressément que dans le cas du crédit-bail, pour l'application de la présente loi, le bailleur est considéré comme le prêteur.

4. L'article 74, premier alinéa du projet de loi prévoit expressément que les personnes exerçant une activité de prêteur sont soumises à l'agrément. Les prêteurs qui concluent des contrats de vente à tempérament et des contrats de crédit-bail de manière exclusive sont toutefois dispensés de l'agrément, en vertu de l'article 74, deuxième alinéa, étant donné que ces contrats de crédit font l'objet d'une cession ou subrogation immédiate au profit d'un autre prêteur agréé. L'article 77, § 1^{er}, premier alinéa, 1^o reprend toutefois cette catégorie de prêteurs et leur impose expressément une inscription. Les vendeurs visés au point 2.1. doivent donc obtenir un agrément, tandis que ceux visés au point 2.2. doivent demander une inscription. En fait, il n'y a pas de différence essentielle avec la loi du 9 juillet 1957.

L'une des principales conséquences pratiques, surtout en ce qui concerne les vendeurs/prêteurs inscrits, est le fait que le chapitre V du projet de loi qui remet en question certaines pratiques des intermédiaires de crédit, ne sera pas d'application.

5. L'article 1^{er}, 3^o du projet de loi définit l'intermédiaire de crédit comme toute personne qui aide à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat de crédit dans le cadre de ses activités commerciales ou professionnelles. Dans le commentaire de cette définition, l'exposé des motifs considère que sont visés non seulement les courtiers et les agents-délégués mais aussi les vendeurs de biens et de services qui ne font pas signer de contrats de vente à tempérament, mais servent d'intermédiaires pour la conclusion de prêts à tempérament destinés à financer l'achat de biens ou de services.

Compte tenu de l'article 12 de la directive et du texte de l'article 1^{er}, 3^o, l'intervention du vendeur en tant qu'intermédiaire ne concerne pas uniquement le prêt à tempérament, mais *tous* les contrats de crédit, pour lesquels le vendeur contribue à la conclusion ou

2.5. De verkoper vraagt aan de consument contante betaling van de aankoopssom zonder zich verder te bekommeren hoe de consument aan zijn geld geraakt.

3.. Artikel 1, 2^o, van het wetsontwerp omschrijft de kredietgever als zijnde de persoon die krediet verleent in het kader van zijn handels- of beroepsactiviteiten. De begripsomschrijving van de kredietgever beantwoordt aan de definitie van de richtlijn van 22 december 1986. In de memorie van toelichting staat bij de bespreking van het begrip kredietgever vermeld dat « de verkopers of dienstverleners die overeenkomsten voor verkoop op afbetaling aanbieden voor de aankoop van goederen of de verlening van diensten » als kredietgever kunnen bestempeld worden. In de gevallen geschetst onder 2.1. en 2.2. treedt de verkoper op als kredietgever. Ter volledigheid kan erop gewezen worden dat artikel 1, 10^o, in fine, uitdrukkelijk voorziet dat — bij financieringshuur — voor de toepassing van deze wet de verhuurder beschouwd wordt als kredietgever.

4. Artikel 74, eerste lid, van het wetsontwerp voorziet uitdrukkelijk dat de personen die een activiteit van kredietgever uitoefenen onderworpen zijn aan een erkenning. De kredietgevers die uitsluitend verkopen op afbetaling en financieringshuren sluiten worden echter, krachtens artikel 74, tweede lid, vrijgesteld van een erkenning mits deze kredietovereenkomsten het voorwerp uitmaken van een onmiddellijke overdracht of indeplaatsstelling ten gunste van een ander erkend kredietgever. Artikel 77, § 1, eerste lid, 1^o, herneemt evenwel deze categorie van kredietgevers en legt hun uitdrukkelijk een inschrijving op. De verkopers, bedoeld in 2.1. behoeven derhalve een erkenning, terwijl deze, bedoeld in 2.2., een inschrijving moeten aanvragen. In feite is er hier geen wezenlijk verschil met de wet van 9 juli 1957.

Een van de belangrijkste praktische gevolgtrekkingen, vooral dan met betrekking tot de ingeschreven verkopers/kredietgevers, is het feit dat Hoofdstuk V van het wetsontwerp, dat sommige praktijken van kredietbemiddelaars aan banden legt, niet van toepassing zal zijn.

5. Artikel 1, 3^o, van het wetsontwerp, omschrijft de kredietbemiddelaar als elke persoon die bijdraagt tot het sluiten of tot het uitvoeren van een kredietovereenkomst binnen het kader van zijn handels- of beroepsactiviteiten. De memorie van toelichting stelt bij de bespreking van deze definitie dat hierbij niet enkel de kredietmakelaars en de kredietagenten worden beoogd maar ook de verkopers van goederen die geen contracten van verkoop op afbetaling laten ondertekenen en die als tussenpersoon optreden voor het sluiten van leningen op afbetaling bestemd voor de financiering van goederen en diensten.

Dit optreden van de verkoper als tussenpersoon, slaat, gelet op artikel 12 van de richtlijn en de tekst van artikel 1, 3^o, niet enkel op de lening op afbetaling maar op *alle* kredietovereenkomsten, waarvoor de verkoper bijdraagt tot het sluiten of het uitvoeren van

à l'exécution du contrat. Cela vaut donc certainement aussi pour l'intervention du vendeur visée au point 2.3. Le même raisonnement peut être appliqué à l'égard du bailleur. En effet, dans le cas d'une location-vente ou d'une location avec option d'achat, et dans la mesure où ces notions sont comprises dans le crédit-bail tel qu'il est défini à l'article 1^{er}, 10^o du projet de loi, le bailleur agit également comme « fournisseur de biens ».

Il convient de rappeler que dès qu'une personne intervient en tant qu'intermédiaire de crédit dans la conclusion d'un contrat de crédit, il y a lieu de le mentionner sur l'offre de crédit, conformément à l'article 14, § 3, 3^o.

Toutefois le champ couvert par la définition d'intermédiaire de crédit est encore plus vaste, dans la mesure où elle désigne également la personne qui contribue à l'exécution d'un contrat de crédit. Compte tenu de l'exposé des motifs il s'agit en l'occurrence incontestablement du médiateur de dette. Au sens juridique strict toutefois, le vendeur, tel qu'il est défini au point 2.4. (ainsi que le prestataire de service et même le bailleur) qui, par exemple suite à la présentation par le consommateur d'une carte de crédit, réclame le paiement à un prêteur/émetteur de la carte, en exécution de l'accord de crédit y afférent, répond à la description d'intermédiaire de crédit, surtout lorsque, comme c'est souvent le cas dans la pratique, il existe une convention particulière entre le vendeur et le prêteur/émetteur de la carte.

6. L'article 77, § 1^{er}, premier alinéa, 2^o, impose l'inscription à toutes les personnes qui exercent une activité d'intermédiaire de crédit. Un certain nombre de personnes sont dispensées de cette obligation d'inscription en vertu du deuxième alinéa de l'article 77, § 1^{er}, à savoir :

1^o) les vendeurs de biens et de services lorsqu'ils exercent une activité d'intermédiaire de crédit;

2^o) les agents-délégués couverts par l'agrément du prêteur;

3^o) les personnes autorisées à agir comme intermédiaires de crédit en vertu de l'article 67.

En ce qui concerne la première catégorie, le Conseil d'Etat a fait remarquer dans son commentaire de l'article 77 du projet de loi (ancien article 75), qu'en l'égard à l'article 12.1 a) in fine, de la directive du 22 décembre 1986, « il n'est pas certain que le fournisseur de biens et le prestataire de services puissent être dispensés de la condition d'inscription (...) ». Dans la discussion de l'article 77, l'exposé des motifs précise que ces vendeurs n'agissent comme intermédiaires qu'à titre accessoire. Ils restent soumis à la loi et au contrôle de l'administration, mais une procédure d'inscription ne revêt aucune importance du point de vue de la protection du consommateur.

de overeenkomst, en dus zeker voor het optreden van de verkoper bedoeld in 2.3. In die zin kan men dezelfde redenering doortrekken tot de verhuurder. De verhuurder treedt bij een huurkoop of een huur met koopoptie, in de mate dat deze begrippen vervat zijn in de financieringshuur zoals omschreven door artikel 1, 10^o, van het wetsontwerp, immers ook op als « leverancier van goederen ».

Er weze aan herinnerd dat van zodra iemand als kredietbemiddelaar tussenkomt bij het sluiten van een kredietovereenkomst dit, overeenkomstig artikel 14, § 3, 3^o, moet vermeld worden op het kredietaanbod.

De definitie van kredietbemiddelaar reikt echter nog verder in de mate dat met deze persoon ook degene wordt bedoeld die bijdraagt tot het uitvoeren van een kredietovereenkomst. Ongetwijfeld wordt hiermee, overeenkomstig de memorie van toelichting, de schuldbemiddelaar beoogd. Maar strikt juridisch beantwoordt ook de verkoper, zoals omschreven in 2.4. (en de dienstverlener, en zelfs de verhuurder) die bijvoorbeeld ingevolge het voorleggen door de consument van een kredietkaart, ter uitvoering van de hieraan verbonden kredietovereenkomst, betaling vraagt aan een kredietgever/uitgever van de kaart, aan de omschrijving van kredietbemiddelaar, vooral wanneer, zoals dit veelal in de praktijk het geval is, er een bijzondere overeenkomst bestaat tussen de verkoper en de kredietgever/uitgever van de kaart.

6. Artikel 77, § 1, eerste lid, 2^o, legt aan de personen die een activiteit van kredietbemiddelaar uitoefenen een inschrijving op. Aan deze verplichting tot inschrijving wordt door het tweede lid van artikel 77, § 1, een aantal personen onttrokken, met name :

1^o) de verkopers van goederen en diensten wanneer ze een activiteit van kredietbemiddelaar uitoefenen;

2^o) de kredietagenten, voor wie de erkenning van de kredietgever volstaat;

3^o) de personen voor wie het geoorloofd is aan schuldbemiddeling te doen krachtens artikel 67.

Met betrekking tot de eerste categorie merkte de Raad van State op in zijn commentaar bij artikel 77 van het wetsontwerp (oud artikel 75) dat, op grond van het in fine van artikel 12, 1, a, van de richtlijn van 22 december 1986, « het betwijfeld kan worden of de leverancier van goederen en diensten die naar aanleiding van deze activiteit aan kredietbemiddeling doet, vrijgesteld kan worden van de inschrijvingsvereiste (...) ». In de memorie van toelichting wordt bij de bespreking van artikel 77 gesteld dat het slechts ten bijkomende titel is dat deze verkopers als tussenpersoon optreden. Zij blijven onderworpen aan de wet en de controle van de administratie, maar een inschrijvingsprocedure heeft vanuit het oogpunt van de bescherming van de consument geen enkel belang.

Pour ce qui est de l'article 12 de la directive, dès qu'un contrôle est exercé, il n'est plus nécessaire d'introduire tout un système d'agrément officiel.

En effet, l'article 12 permet aux Etats membres de choisir entre différentes options.

7. Si l'objectif est donc de soumettre à la loi les vendeurs visés aux points 2.3. et 2.4., mais de ne pas exiger d'inscription de leur part, la question reste de savoir si, et dans quelle mesure, les activités de ces catégories de vendeurs peuvent coïncider avec celles visées au Chapitre V du projet de loi. Compte tenu de ce qui a déjà été indiqué sous le point 5 en ce qui concerne la définition de courtier de crédit, le Chapitre V s'applique intégralement aux vendeurs visés au point 2.3. L'article 62, § 1^{er} du projet de loi se réfère d'ailleurs implicitement à cette catégorie, alors que pour la définition des notions de courtier de crédit et d'agent-délégué, l'article commence par les termes : « Sont *notamment* considérés comme intermédiaires de crédit au sens de l'article 1^{er}, 3^o : ».

8. A ce propos, on peut se poser la question de savoir si en pratique, il ne peut y avoir de confusion entre les activités du vendeur non inscrit qui agit comme intermédiaire de crédit et les activités d'un courtier de crédit, qui est de toute manière soumis à l'inscription. Si nous analysons la définition de courtier de crédit figurant à l'article 62, 2^o du projet de loi, un chevauchement partiel avec les activités de cette catégorie de vendeur n'est pas exclu : « tout intermédiaire de crédit qui intervient *habituellement* dans la conclusion d'un contrat de crédit dans le cadre de ses activités commerciales ou professionnelles *à titre principal ou accessoire*. Le courtier de crédit intervient lors de la conclusion de contrats de crédit offerts par un ou plusieurs prêteurs ».

Il n'est pas non plus exclu que les deux activités soient exercées par la même personne. De toute manière, l'objectif du Gouvernement est de rendre l'inscription obligatoire pour *tous* les courtiers de crédit. Si, dans la pratique, on constate qu'un *vendeur traite activement avec plusieurs prêteurs*, son activité se rapproche davantage de celle figurant dans la définition de courtier de crédit et dans ce cas une inscription est nécessaire. Une inscription est certainement nécessaire s'il s'avère que les activités de vente de cette personne ne sont pas en rapport avec les opérations qu'elle exerce en tant qu'intermédiaire de crédit.

9. Les vendeurs visés au point 2.4. ne sont pas soumis au Chapitre V, section première du projet de loi. En effet, ces vendeurs (ou prestataires de service) ne participent pas à la conclusion d'un contrat de crédit, mais uniquement à son exécution.

10. Soulignons enfin que, contrairement à l'article 14 de la loi du 9 juillet 1957, le vendeur qui demande le paiement au comptant n'est plus soumis à l'inscription quand il doit fournir la preuve du

Wat artikel 12 van de richtlijn betreft is er, van zodra er een controle bestaat, geen vereiste meer tot invoering van een volledig systeem van officiële toelating.

Artikel 12 geeft aan de Lid-Staten inderdaad de mogelijkheid tot het kiezen tussen verschillende opties.

7. Indien dus beoogd wordt dat de verkopers bedoeld in 2.3. en 2.4. aan de wet worden onderworpen maar géén inschrijving behoeven dan is er nog de vraag of, en in welke mate, de activiteiten van deze categorieën van verkopers kunnen samenlopen met deze die bedoeld worden in Hoofdstuk V van het wetsontwerp. Gelet op hetgeen onder punt 5 reeds werd aangegeven met betrekking tot de definitie van kredietbemiddelaar is Hoofdstuk V integraal toepasselijk op de verkopers bedoeld in 2.3. Artikel 62, § 1, van het wetsontwerp verwijst trouwens impliciet naar deze categorie daar waar bij de definiëring van de begrippen kredietmakelaar en kredietagent het artikel aanvangt met de bewoordingen : « Als kredietbemiddelaar bepaald bij artikel 1, 3^o, wordt *onder andere* beschouwd : ».

8. Aansluitend hierbij kan men zich de vraag stellen of er in de praktijk geen verwarring mogelijk is tussen de activiteiten van de niet-ingeschreven verkoper die aan kredietbemiddeling doet en de activiteiten van een kredietmakelaar, die hoe dan ook onderworpen is aan een inschrijving. Wanneer we de definitie van de kredietmakelaar, vervat in artikel 62, 2^o, van het wetsontwerp ontleden dan is een gedeeltelijke overlapping met de activiteiten van deze categorie van verkoper niet uitgesloten : « elke kredietbemiddelaar die *gewoonlijk*, hoofdzakelijk of *bijkomenderwijze*, bemiddelt in het kader van zijn handels- of beroepsactiviteiten. De kredietmakelaar *bemiddelt* bij het sluiten van kredietovereenkomsten aangeboden aan één of meerdere *kredietgevers* ».

Het is evenmin uitgesloten dat beide activiteiten door een en dezelfde persoon worden uitgeoefend. Het is in ieder geval de bedoeling van de Regering om *alle* kredietmakelaars te onderwerpen aan een inschrijving. Wanneer in de praktijk zou vastgesteld worden dat een *verkoper actief bemiddelt met meerdere kredietgevers* dan leunt dit eerder aan bij de definitie van kredietmakelaar en is een inschrijving noodzakelijk. Een inschrijving is zeker noodzakelijk als mocht blijken dat de verkoopsactiviteiten van deze persoon niet in verhouding staan tot zijn kredietbemiddelingsverrichtingen.

9. De verkopers bedoeld in 2.4. zijn niet onderworpen aan Hoofdstuk V, afdeling 1, van het wetsontwerp. Deze verkopers (of dienstverleners) zijn immers niet betrokken bij het sluiten van een kredietovereenkomst, maar enkel bij de uitvoering ervan.

10. Uiteindelijk kan erop gewezen worden dat, in tegenstelling tot artikel 14 van de wet van 9 juli 1957, aan de verkoper die contante betaling vraagt, geen inschrijving meer wordt opgelegd met het oog op het

paiement d'un acompte. A cet égard, le vendeur décrit au point 2.5. tombera tout à fait en dehors du champ d'application de la loi. Pour ce qui est de la formalité administrative de l'inscription, le projet de loi adopte indiscutablement une attitude plus souple à l'égard du vendeur.

M. De Clerck fait observer que la définition du crédit-bail qui figure au 10°, est dangereusement vague. La notion d'« offre tacite » notamment lui paraît peu précise.

Le Vice-Premier Ministre répond que cette définition recouvre tous les types de contrats permettant l'acquisition du bien loué à l'expiration du contrat. Cette acquisition peut être automatique ou se faire soit par le biais d'une option d'achat soit par le règlement du solde. Le projet à l'examen utilise à dessein une définition très large afin que celle-ci soit pratiquement applicable à tous les contrats dont l'objet dépasse la simple location.

Si des difficultés surgissent, il incombera au juge d'apprécier les intentions des parties.

M. De Clerck constate ensuite que les définitions de « fichier » et de « maître du fichier » (figurant au 15° et au 16°) diffèrent de celles qui sont utilisées dans l'avant-projet de loi relatif à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Ainsi, dans la définition de « fichier » figurant dans l'avant-projet précité, il est question de « consultation systématique » tandis que le projet à l'examen parle simplement de « consultation ». Les définitions de « maître du fichier » sont encore beaucoup plus divergentes. Dans le projet à l'examen, il est question de « la personne physique ou morale ou l'organisme non doté de la personnalité juridique qui tient le fichier. »

L'avant-projet en donne par contre la définition suivante : « la personne physique ou morale ou l'organisme non doté de la personnalité juridique compétent pour décider de la finalité du traitement et des catégories de données devant y figurer ».

L'intervenant souligne que la protection de la vie privée doit être assortie de garanties substantielles. Il est donc essentiel que les notions utilisées soient univoques.

Le Vice-Premier Ministre renvoie à l'échange de vues qui a eu lieu au cours de la discussion générale et répète qu'alors que le texte du projet à l'examen ne comportait initialement aucune disposition spécifique concernant la protection de la vie privée, il s'est trouvé une majorité au Conseil des ministres pour souhaiter que ces dispositions soient tout de même insérées dans le projet. Il va de soi que le projet relatif à la protection de la vie privée a la primauté.

Le Ministre confirme que le projet relatif à la protection de la vie privée sera déterminant en la matière. Les autres textes, tels que celui concernant la Banque-carrefour de la sécurité sociale ou le texte

leveren van het bewijs van de betaling van een voorschot. De verkoper omschreven in 2.5. zal in dat opzicht volledig buiten de toepassing van de wet vallen. Wat de administratieve formaliteit van de inschrijving betreft valt er ten aanzien van de verkoper in het wetsontwerp ongetwijfeld een zekere versoepeling te bespeuren.

De heer De Clerck merkt op dat de definitie van de financiering, onder het 10°, gevaarlijk vaag is. Met name de notie van het erin vervatte « stilzwijgend koopaanbod » lijkt hem weinig concreet.

De Vice-Eerste Minister antwoordt dat deze omschrijving alle contractvormen dekt die het verwerven van het gehuurde goed toelaten op het einde van het contract. Deze verwerving kan automatisch gebeuren ofwel via een koopoptie ofwel via het betalen van het saldo. Er werd opzettelijk geopteerd voor een ruime definitie zodat ongeveer alle contracten die meer omvatten dan de loutere huur, eronder kunnen vallen.

Indien er zich problemen zouden voordoen, zal de rechter oordelen over de intenties van de partijen.

De heer De Clerck stelt vervolgens vast dat de definities van « bestand » en « houder van het bestand » (onder het 15° en het 16°) verschillen van de omschrijving die deze noties krijgen in het voorontwerp van wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Zo is in het laatstgenoemde voorontwerp, in de definitie van « bestand », sprake van « ... systematische raadpleging », terwijl onderhavig ontwerp gewoon spreekt van « ... raadpleging ». De omschrijving van « de houder van het bestand » loopt nog veel sterker uiteen. In onderhavig ontwerp is sprake van « de natuurlijke persoon, rechtspersoon of instelling zonder rechtspersoonlijkheid die het bestand bijhoudt ».

Het voorontwerp daarentegen geeft als omschrijving : « de natuurlijke persoon of de rechtspersoon of de instelling zonder rechtspersoonlijkheid die bevoegd is om te beslissen over het doel van de verwerking en van de soorten gegevens die erin moeten voorkomen ».

Spreker onderstreept dat de bescherming van de persoonlijke levenssfeer essentiële waarborgen moet bieden. De eenvormigheid van de gehanteerde begrippen is dan ook fundamenteel.

De Vice-Eerste Minister verwijst naar de discussie tijdens de algemene bespreking : waar de oorspronkelijke tekst van onderhavig ontwerp geen specifieke bepalingen inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer bevatte, wenste een meerderheid in de Ministerraad dat deze bepalingen toch werden opgenomen. Uiteraard primeert het ontwerp tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De minister bevestigt dat het ontwerp betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer uiteindelijk bepalend zal zijn voor deze materie. Andere zoals bijvoorbeeld die betreffende de Kruispuntbank

à l'examen, seront adaptés si cela s'avère nécessaire pour assurer l'uniformité de l'interprétation.

Les comités de gestion et de contrôle fonctionnent d'ailleurs déjà pour la Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Il en va de même en ce qui concerne la banque centrale de données négatives (en matière de crédit) constituée auprès de la Banque nationale, dont il a déjà été question.

Art. 2

M. De Clerck constate que le projet s'applique également aux prêteurs étrangers, pour autant que ceux-ci offrent leurs services à des consommateurs protégés par la loi belge. Il craint que cela ne soit source de problèmes avec la CEE, dans la mesure où des obligations sont imposées à des entreprises étrangères.

Le Vice-Premier Ministre souligne que les banques et les prêteurs étrangers sont les bienvenus chez nous, pour autant qu'ils acceptent les règles en vigueur en Belgique en matière d'octroi de crédit. Il va de soi que les entreprises étrangères ne peuvent faire l'objet d'aucune discrimination par rapport aux entreprises belges.

Il renvoie pour le reste à l'Exposé des motifs relatif à l'article 2 (Doc. Sénat n° 916/1, pp. 10-11).

M. De Clerck demande ensuite si un emprunteur de nationalité néerlandaise peut bénéficier de la protection offerte par la loi en projet.

Le Vice-Premier Ministre répond par l'affirmative, pour autant que cet emprunteur ait sa résidence habituelle en Belgique et qu'il se trouve dans les conditions visées à l'article 2.

Art. 3

M. Bertouille présente les amendements n°s 1 et 2 en vue d'apporter des corrections techniques, respectivement au texte néerlandais du § 1^{er}, 4° (insérer le mot « dan » entre « zijn » et « 50 000 ») et au texte français du § 1^{er}, 6° (afin d'assurer la concordance avec le texte néerlandais).

La Commission marque, à l'unanimité, son accord sur les corrections proposées par *M. Bertouille* et constate qu'il s'agit en l'occurrence de corrections purement techniques.

M. De Clerck constate que les contrats de crédit portant sur des montants supérieurs à 860 000 F tombent également sous l'application de la loi; seuls sont exclus les contrats de crédit constatés par un acte authentique. Il demande si cela a un sens de vouloir réglementer ce type de contrat, étant donné que la directive européenne du 22 décembre 1986 n'est pas applicable, en vertu de son article 2, 1, f), aux contrats

van de sociale zekerheid of de onderhavige tekst zullen worden aangepast indien zulks nodig zou zijn voor een eenvormige interpretatie.

Trouwens voor de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid functioneren de beheers- en controlecomités reeds.

Hetzelfde geldt voor de reeds besproken negatieve (krediet-) centrale bij de Nationale Bank.

Art. 2

De heer De Clerck stelt vast dat het ontwerp ook van toepassing is op buitenlandse kredietverstrekkers, voor zover zij hun diensten aanbieden aan consumenten die door de Belgische wet worden beschermd. Hij vreest dat hier problemen zouden kunnen ontstaan met de EEG omdat verplichtingen worden opgelegd aan buitenlandse ondernemingen.

De Vice-Eerste Minister wijst erop dat buitenlandse banken en kredietverstrekkers welkom zijn, voorzover ze de in België geldende voorwaarden voor kredietverstrekking aanvaarden. Uiteraard mogen de buitenlandse ondernemingen niet worden gediscrimineerd ten opzichte van de nationale.

Hij verwijst verder naar de Memorie van Toelichting bij artikel 4 (Stuk Senaat n° 916/1, blz. 10-11).

De heer De Clerck vraagt vervolgens of een krediet-aanvrager van Nederlandse nationaliteit kan genieten van de door onderhavige wet geboden bescherming.

De Vice-Premier Minister kan zulks bevestigen, voorzover deze kredietaanvrager zijn gewone verblijfplaats heeft in België en hij zich in de door artikel 2 bepaalde omstandigheden bevindt.

Art. 3

De heer Bertouille stelt, bij zijn amendementen n°s 1 en 2, twee tekstverbeteringen voor, respectievelijk aan de Nederlandse tekst van § 1, 4° (het woord « dan » invoegen tussen « zijn » en « 50 000 ») en aan de Franse tekst van § 1, 6° (teneinde de overeenstemming met de Nederlandse tekst te verzekeren).

De Commissie is het eenparig eens met de door de heer Bertouille voorgestelde correcties en stelt vast dat het hier om loutere vormverbeteringen gaat.

De heer De Clerck stelt vast dat de kredietovereenkomsten die betrekking hebben op bedragen hoger dan 860 000 frank eveneens onder het toepassingsgebied vallen en alleen zijn uitgesloten wanneer ze zijn vastgesteld bij authentieke akte. Hij vraagt zich af wanneer het echt zinvol is om overeenkomsten van die aard te willen regelen aangezien de Europese Richtlijn van 22 december 1986 naar luid van art. 2,

de crédit portant sur des montants supérieurs à 20 000 écus.

Le Vice-Premier Ministre fait observer que les contrats de crédit portant sur des montants supérieurs à 860 000 F ne nécessitent pas l'intervention d'un notaire. Aucun acte n'est donc nécessaire si les obligations imposées par le projet de loi à l'examen sont volontairement respectées. La sécurité juridique requiert la collaboration d'un notaire pour l'établissement d'un acte authentique en cas d'exemption partielle de l'application de certains articles du projet.

Art. 4

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

Art. 5

M. Cuyvers présente un amendement (n° 8) visant à ce que le taux annuel effectif global soit obligatoirement mentionné dans toute publicité ayant pour objet l'octroi d'un crédit à la consommation.

Il constate que certaines institutions de crédit bien connues placardent des affiches ayant pour slogan : « 200 000 francs directement disponibles ». Il estime que l'attrait exercé par une telle publicité est dangereux.

La mention obligatoire du taux annuel effectif global est le seul moyen de fournir au consommateur un point de comparaison et de le protéger contre un endettement excessif.

Le Vice-Premier Ministre est personnellement adverse de tels slogans publicitaires. Toutefois, pour autant qu'elles ne mentionnent aucun élément relatif au coût du crédit, les affiches en question ne doivent pas faire état du taux annuel effectif global. Seules les dispositions du § 1^{er} s'appliquent dans ce cas.

On peut cependant veiller à ce qu'une série de dispositions, concernant la publicité, de la loi en projet sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur soient appliquées strictement.

M. Geysels constate que les sociétés dont la publicité est informative sont donc pénalisées.

Le Vice-Premier Ministre fait observer qu'il est impossible de tout réglementer. L'objectif n'est pas de créer une discrimination, mais seulement d'éviter que le consommateur soit trompé. La tromperie réside souvent en ce que des mentions sont partielles et incomplètes.

M. Dumez demande pourquoi il est précisément fait une distinction entre les deux types de messages publicitaires visés par les §§ 1^{er} et 2.

Le Vice-Premier Ministre répond que cette distinction permet aux auteurs de la publicité de jouir d'une

1, f), niet van toepassing is op alle kredietovereenkomsten voor bedragen van meer dan 20 000 ECU.

De Vice-Eerste Minister wijst erop dat kredietovereenkomsten voor bedragen van meer dan 860 000 frank niet noodzakelijkerwijze de tussenkomst van een notaris vereisen. Indien de verplichtingen, die onderhavig wetsontwerp oplegt, vrijwillig worden gerespecteerd, dan is geen akte nodig. Indien een gedeeltelijke vrijstelling van de toepassing van bepaalde artikelen van het ontwerp beoogd wordt dan vereist de rechtszekerheid de medewerking van een notaris om een authentieke akte op te stellen.

Art. 4

Bij dit artikel werden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 5

De heer Cuyvers dient een amendement n° 8 in strekkende tot de verplichte vermelding van het jaarlijks kostenpercentage in elke reclame die het toekennen van een consumentenkrediet tot voorwerp heeft.

Hij stelt vast dat bepaalde, bekende kredietinstellingen uitpakken met affiches in de trant van « 200 000 frank direct beschikbaar ». Hij vindt het verleidend effect, dat van dergelijke reclame uitgaat, gevaarlijk.

Het verplicht afficheren van het jaarlijks kostenpercentage is het enige middel om de consument terzake vergelijkingsmogelijkheden te bieden en om hem te beschermen tegen een overdreven opname van krediet.

De Vice-Eerste Minister is persoonlijk geen voorstander van dergelijke reclameslogans. Voorzover echter de betreffende affiches geen melding maken van enig element met betrekking tot de kosten van het krediet, kan het vermelden van het jaarlijkse kostenpercentage niet worden opgelegd. In dat geval zijn alleen de voorschriften van § 1 van toepassing.

Wel kan worden toegezien op de strikte toepassing van een aantal clausules inzake reclame uit het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument.

De heer Geysels stelt vast dat aldus een firma, die veel informatie verstrekt, strenger wordt aangepakt.

De Vice-Eerste Minister merkt op dat men niet alles kan reglementeren. De bedoeling is zeker niet te discrimineren, maar alleen de misleiding van de consument te vermijden. Dit misleidend aspect zit vaak juist in gedeeltelijke en onvolledige vermeldingen.

De heer Dumez vraagt waarom juist een onderscheid gemaakt wordt tussen de 2 soorten reclameboodschappen in § 1 en § 2.

De Vice-Eerste Minister antwoordt dat dit onderscheid toelaat de auteurs van de reclame nog een

certaine liberté dans la rédaction d'un message publicitaire. En outre, le § 2 est entièrement conforme à la directive européenne précitée.

Art. 6

M. De Clerck constate que le § 2 interdit la mention « crédit gratuit ». Qu'advient-il toutefois s'il s'agit réellement d'un crédit gratuit et qu'aucuns frais ne sont imputés (certaines grandes surfaces proposent de tels crédits) ?

Le Vice-Premier Ministre déclare que la mention « crédit gratuit » n'est pas autorisée. Dans l'exemple cité, il faudrait faire mention du taux annuel effectif global, par exemple 0,0 %.

Art. 7

M. Dumez constate que le démarchage au domicile ou à la résidence du consommateur n'est autorisé que si le prêteur ou l'intermédiaire s'est rendu chez celui-ci à sa demande expresse et préalable. La preuve de cette demande ne peut être administrée que par un écrit. Dans la pratique cependant, cette demande se fera, selon toute vraisemblance, par téléphone, surtout si le consommateur connaissait déjà l'organisme de crédit. Quelles sanctions appliquera-t-on le cas échéant ?

Le Vice-Premier Ministre répond que même si la demande a lieu par téléphone, le prêteur doit se ménager une preuve écrite de la demande du consommateur.

L'article 85 du projet de loi précise les sanctions qui seront d'application.

Art. 8

Cet article ne fait l'objet d'aucune remarque.

Art. 9

M. Dumez constate que cet article présente une formulation analogue à celle de l'article 7 relatif au démarchage. Quelles sanctions sont prévues en l'occurrence ? Ne conviendrait-il pas, en cas d'application de l'article 85, d'établir une distinction entre la nullité absolue et relative du contrat ?

Selon le *Vice-Premier Ministre*, ce qui est interdit en tout état de cause, c'est l'envoi de contrats « tout prêts » au consommateur, qui n'a plus qu'à signer.

M. De Clerck craint que le début du premier alinéa de l'article 9 ne soit tellement vague que pratiquement tout puisse être interdit.

MM. Dumez et Candries demandent dans quelle mesure l'article 9 s'applique aux contrats de crédit conclus par correspondance.

zekere vrijheid te bieden bij het opstellen van een reclameboodschap. Bovendien is § 2 volledig conform aan de reeds genoemde Europese Richtlijn.

Art. 6

De heer De Clerck stelt vast dat in § 2 de vermelding « gratis krediet » wordt verboden. Wat echter indien het gaat om een gratis krediet waarbij werkelijk geen kosten worden aangerekend (bepaalde grootwarenhuizen bieden dergelijke kredieten aan) ?

De Vice-Eerste Minister verklaart dat de vermelding « gratis » niet is toegelaten. In het aangehaalde voorbeeld dient te worden verwezen naar het jaarlijkse kostenpercentage, bijvoorbeeld 0,0 %.

Art. 7

De heer Dumez stelt vast dat het leuren met kredietovereenkomsten aan de woon- of verblijfplaats van de verbruiker alleen is toegelaten op uitdrukkelijk en voorafgaand verzoek van deze laatste. Het bewijs van dat verzoek kan alleen worden geleverd door een geschrift. In de praktijk zal dit verzoek echter naar alle waarschijnlijkheid telefonisch gebeuren, vooral als men de kredietinstelling reeds vooraf kende. Wat zijn desgevallend de sancties ?

De Vice-Eerste Minister antwoordt dat zelfs al gebeurt het verzoek telefonisch, de leninggever een schriftelijk bewijs van het verzoek van de verbruiker moet kunnen voorleggen.

Artikel 85 van het ontwerp bepaalt de straffen die van toepassing zijn.

Art. 8

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 9

De heer Dumez stelt vast dat dit artikel een analoge formulering heeft als artikel 7 met betrekking tot het leuren. Welke sancties worden hier voorzien ? Dient men, indien artikel 85 wordt toegepast, geen onderscheid te maken tussen de absolute en de relatieve nietigheid van de overeenkomst ?

Volgens de *Vice-Eerste Minister* is in elk geval verboden het toesturen van « pasklare » contracten aan de consument die alleen hoeft te ondertekenen.

De heer De Clerck vreest dat de aanhef van het eerste lid van artikel 9 dermate vaag is, dat op die manier zowat alles kan worden verboden.

De heren Dumez en Candries vragen in hoeverre artikel 9 toepasselijk is op kredietovereenkomsten die via mailing worden gesloten.

Le Vice-Premier Ministre renvoie pour plus de détails à la discussion de l'article 9 dans le rapport du Sénat (Doc. Sénat n° 916/2, pp. 74-75).

Art. 10

M. Cuyvers demande quelles sanctions sont infligées au consommateur qui omet de communiquer les renseignements demandés ou communique des renseignements inexacts et au prêteur qui sollicite des renseignements en violation du second alinéa.

Le Vice-Premier Ministre renvoie à l'article 95 en ce qui concerne les sanctions susceptibles d'être infligées au consommateur (notamment la résolution du contrat à ses torts) et à l'article 106 en ce qui concerne celles susceptibles d'être infligées au prêteur (retrait ou suspension de l'agrément). Cette dernière sanction vaut d'ailleurs pour toutes les dispositions de la loi.

Art. 11

M. De Clerck s'interroge sur l'applicabilité du 1° qui prévoit l'obligation de donner au consommateur des informations exactes et complètes. Le consommateur de mauvaise foi n'a-t-il pas toujours la possibilité d'invoquer après coup le fait qu'il a reçu des informations incomplètes ? Les prêteurs ne tenteront-ils pas de prouver le contraire en faisant signer toutes sortes de documents au consommateur ?

Le Vice-Premier Ministre répond qu'en cas de contestation concernant le 1°, la charge de la preuve incombe au consommateur.

MM. Declercq et Dumez émettent les mêmes réserves quant à l'applicabilité du 2°. Quel est, en effet, le type de crédit le mieux adapté compte tenu de la situation financière du consommateur ?

Le Vice-Premier Ministre renvoie à la discussion générale et au rapport du Sénat (Doc. du Sénat, n° 916/2, pp. 78-79).

M. Cuyvers demande des précisions sur les éléments qui permettent de faire la distinction entre le prêteur et l'intermédiaire de crédit. Si le consommateur achète une voiture à crédit chez un garagiste, ce dernier doit-il être considéré comme un intermédiaire de crédit ? En tant que vendeur, qui entretient des relations privilégiées avec un prêteur donné, il a en effet tout intérêt à ce que le contrat soit passé chez ce prêteur. N'est-il pas tenu, en l'occurrence, de rechercher le crédit le moins cher sur le marché ?

Le Vice-Premier Ministre renvoie aux articles 62 et suivants, qui définissent notamment les obligations des intermédiaires de crédit.

Art. 12

M. Dumez constate qu'en vertu de l'article 12, seul le prêteur (et non l'intermédiaire de crédit) doit com-

De Vice-Eerste Minister verwijst voor verduidelijking naar de bespreking van artikel 9 in het Senaatsverslag (Stuk Senaat n° 916/2, blz. 74-75).

Art. 10

De heer Cuyvers vraagt welke sancties van toepassing zijn op de consument die de gevraagde informatie niet of onjuist verstrekt, respectievelijk de kredietverstrekker die de in het tweede lid vermelde informatie opvraagt.

De Vice-Eerste Minister verwijst naar artikel 95 voor de sancties ten aanzien van de consument (onder meer ontbinding van de overeenkomst ten zijnen laste) en naar artikel 106 voor de sancties ten aanzien van de kredietverstrekker (intrekking of opschorting van de erkenning). Deze laatste sanctie geldt trouwens voor alle bepalingen van de wet.

Art. 11

De heer De Clerck stelt zich vragen over de toepasbaarheid van het 1° waarbij de verplichting wordt opgelegd om de consument juiste en volledige informatie te verschaffen. Kan de consument die te kwader trouw is, niet steeds achteraf « onvoldoende informatie » invoeren ? Zullen de kredietgevers niet via het doen ondertekenen van allerhande formulieren pogen om het tegendeel te bewijzen ?

De Vice-Eerste Minister antwoordt dat bij eventuele betwistingen met betrekking tot het 1° de bewijslast rust op de kredietnemer.

De heren Declercq en Dumez hebben dezelfde bedenkingen inzake toepasbaarheid bij het 2°. Wat is immers het best aangepaste krediet, rekening houdend met de financiële toestand van de consument ?

De Vice-Eerste Minister verwijst naar de algemene bespreking en naar het Senaatsverslag (Stuk Senaat n° 916/2, blz. 78-79).

De heer Cuyvers wenst verduidelijking over het onderscheid tussen kredietgever en kredietbemiddelaar. Indien de consument een auto koopt op afbetaling bij een garagehouder, dient die dan als kredietbemiddelaar te worden beschouwd ? Als verkoper, die meestal banden heeft met een bepaalde kredietgever, heeft de garagist immers alle belang bij het krediet. Is hij desgevallend verplicht om het goedkoopste krediet op de markt uit te zoeken ?

De Vice-Eerste Minister verwijst naar artikel 62 en volgende, waarin onder andere de verplichtingen van de kredietbemiddelaar worden omschreven.

Art. 12

De heer Dumez stelt vast dat, luidens artikel 12, alleen de kredietgever (en niet de kredietbemidde-

muniquer, en cas de refus d'octroi d'un crédit, l'identité et l'adresse du maître du fichier qu'il a consulté.

Le Vice-Premier Ministre souligne que seul le prêteur a accès à la banque de données. L'article 12 incitera peut-être les prêteurs à mieux choisir leurs intermédiaires.

Art. 13

M. Dumez constate que, si le crédit est refusé, seul le coût de la consultation de la banque centrale de données peut être récupéré auprès du consommateur. Cela signifie que tous les (autres) frais de dossier seront en fait récupérés auprès des consommateurs qui auront obtenu un crédit. On peut craindre en outre l'introduction d'un grand nombre de demandes téméraires de crédit, étant donné que la récupération des frais sera pratiquement nulle en cas de refus.

Le Vice-Premier Ministre fait observer que tout emprunteur à qui un crédit est refusé n'est pas nécessairement téméraire. C'est précisément faire preuve de prudence que de soumettre une demande de crédit à un examen approfondi. Par ailleurs, il est en effet possible que les « frais généraux » soient récupérés auprès des emprunteurs effectifs.

Art. 14

M. De Clerck demande dans quelle mesure il est opportun de prescrire l'usage de clauses-types en application du § 5, puisque le projet de loi instaure déjà une réglementation excessive.

M. Dumez souligne lui aussi le formalisme excessif du projet et le caractère disproportionné des sanctions qu'il prévoit.

Le Vice-Premier Ministre peut comprendre cette préoccupation. Il n'est cependant pas aisé d'assurer l'équilibre entre les intérêts du consommateur et ceux du prêteur. En outre, il faut tout de même avoir une certaine confiance dans la sagesse du juge. Enfin, la possibilité pour le Roi d'imposer l'usage de clauses-types est purement éventuelle et ne servira que si la nécessité est incontestable.

Art. 15

M. De Clerck craint que la consultation organisée par l'article 71 ne devienne une obligation préalable à la délivrance par le prêteur d'une offre de crédit. Des sanctions sont-elles prévues en cas de non-consultation ?

M. Dumez renvoie aux sanctions prévues à l'article 92, qui s'appliquent notamment lorsque le prêteur ne

laar), bij weigering van het krediet, naam en adres moet meedelen van de houder van het geraadpleegde bestand.

De Vice-Eerste Minister onderstreept dat alleen de kredietgever toegang heeft tot de gegevensbank. Artikel 12 zal er aldus misschien toe leiden dat de kredietgever kieskeuriger wordt in de selectie van zijn bemiddelaars.

Art. 13

De heer Dumez stelt vast dat bij weigering van het krediet, uitsluitend de kosten van de raadpleging van de centrale gegevensbank van de consument mogen worden teruggevorderd. Dit impliceert dat alle (andere) kosten voor het opstellen van het dossier in feite zullen worden verhaald op de consumenten aan wie wel een kredietovereenkomst wordt toegestaan. Bovendien kan men roekeloos allerlei kredietaanvragen indienen, in de wetenschap dat toch nagenoeg geen kosten mogen worden aangerekend bij weigering.

De Vice-Eerste Minister merkt op dat niet elke kredietnemer, aan wie krediet wordt geweigerd, roekeloos is. Het kan juist van voorzichtigheid getuigen om een kredietaanvraag grondig te laten onderzoeken. Het is aan de andere kant wel mogelijk dat de « algemene kosten » worden verhaald op de kredietwaardige consumenten.

Art. 14

De heer De Clerck vraagt in welke mate het opportuun is om in toepassing van § 5 standaard-bedingen op te leggen aangezien het wetsontwerp zelf reeds een over-reglementering inhoudt.

De heer Dumez wijst op het overdreven formalisme en op de onevenredig zware sancties.

De Vice-Eerste Minister kan deze bezorgdheid begrijpen. Het is evenwel niet eenvoudig om het evenwicht te verzekeren tussen de belangen van de consument en die van de kredietverstrekker. Bovendien dient men toch enig vertrouwen te hebben in de wijsheid van de rechter. Tenslotte zal de Koning van de mogelijkheid om het gebruik van standaardbedingen op te leggen, alleen gebruik maken als de noodzaak daartoe onbetwistbaar vaststaat.

Art. 15

De heer De Clerck vreest dat de in artikel 71 geregelde raadpleging een voorafgaande verplichting zal worden, vooraleer de kredietgever een kredietaanbod mag voorleggen. Worden er sancties voorzien bij niet-raadpleging ?

De heer Dumez verwijst naar de in artikel 92 bepaalde sancties, die onder andere gelden wanneer

respecte pas ses obligations découlant de l'article 15 et 71, § 1^{er}. Il estime que ces sanctions sont très lourdes dans le cas de tels manquements, qui sont tout de même mineurs. En outre, l'article 15 est une fois de plus très imprécis : les termes « raisonnablement estimer » sont sujets à interprétation.

Le Vice-Premier Ministre confirme que l'article 15 impose une série d'obligations au prêteur. Celui-ci a bien évidemment intérêt à consulter la banque de données de la Banque nationale de Belgique afin d'évaluer les risques qu'il court. Si, après cette consultation, le prêteur accepte de courir ces risques, il lui est loisible de le faire : de tels risques sont inhérents à toute entreprise commerciale.

M. De Clerck peut se rallier à ce raisonnement en ce qui concerne les prêteurs professionnels. Dans un secteur tel que celui de la vente d'encyclopédies, où la vente a le plus souvent lieu par le biais d'un système de prêt et à crédit, il ne paraît toutefois guère réaliste d'imposer les obligations prévues par l'article 15, qui empêcheraient pratiquement ce mode de vente.

Le Vice-Premier Ministre estime que l'exemple est mal choisi, car il y a précisément beaucoup d'abus dans le secteur cité. Il ne faut en outre pas perdre de vue que l'intermédiaire ne peut consulter lui-même la banque de données négatives. Dans l'exemple cité, ce n'est donc pas l'intermédiaire, mais le prêteur qui consultera la banque de données. Si le vendeur est également prêteur — c'est le cas de la vente à tempérament —, il devra consulter lui-même la banque centrale de données.

M. Dumez constate qu'une telle consultation coûte environ 40 francs. Ce montant est tellement dérisoire qu'il ne sera vraisemblablement pas demandé au client de le rembourser. Etant donné, toutefois, que le coût des consultations pourra devenir appréciable si celles-ci se multiplient, les consultations individuelles ne pourront-elles pas être groupées afin de réduire la dépense ?

Le Vice-Premier Ministre précise que la réponse figure à l'article 69, § 4, dernier alinéa. La protection de la vie privée n'exclut évidemment pas la possibilité de regrouper les consultations. Les consultations doivent individualiser parfaitement les consommateurs sur lesquels elles portent.

Artt. 16 et 17

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 18

M. Dumez demande si l'expression « pro rata temporis » (article 18, § 3, deuxième alinéa) porte sur les intérêts.

de kredietgever zijn in artikel 15 en 71, § 1 bedoelde verplichtingen niet naleeft. Hij vindt deze sancties vrij zwaar voor dergelijke, toch lichte vergrijpen. Bovendien is artikel 15 eens te meer zeer onduidelijk : « redelijkerwijze aannemen » is voor meerduidige interpretatie vatbaar.

De Vice-Eerste Minister bevestigt dat artikel 15 inderdaad een aantal verplichtingen oplegt aan de kredietgever. De raadpleging van de gegevensbank bij de NBB is vanzelfsprekend in zijn eigen belang : aldus kan hij immers de risico's inschatten. Indien de ontlenaar, na de raadpleging, toch nog het risico wil nemen, dan staat hem dat vrij : het nemen van een dergelijk risico is een normaal aspect van het handeldrijven.

De heer De Clerck kan deze redenering volgen voor wat professionele ontleners betreft. Beschouwt men echter een sector als de encyclopedieënverkoop : de verkoop vindt hier meestal plaats via een leuysysteem en vaak ook op krediet. De verplichtingen van artikel 15 opleggen aan deze sector lijkt niet erg realistisch en zou leiden tot het nagenoeg onmogelijk maken van deze manier van verkopen.

De Vice-Eerste Minister vindt het voorbeeld slecht gekozen want in de aangehaalde sector zijn er juist enorm veel misbruiken. Bovendien mag men niet vergeten dat de tussenpersoon zelf de negatieve gegevensbank niet mag raadplegen. In het aangehaalde voorbeeld zal de raadpleging dus niet gebeuren door de tussenpersoon, maar door de kredietgever. Wanneer de verkoper eveneens kredietgever is — dit is het geval bij de verkoop op afbetaling — zal hij zelf de centrale gegevensbank dienen te raadplegen.

De heer Dumez stelt vast dat een dergelijke raadpleging ongeveer 40 frank zou kosten. Dit bedrag is zo laag dat het waarschijnlijk niet zal worden teruggevorderd van de cliënt. Bij grote aantallen raadplegingen kan het bedrag echter oplopen. Is een kostenbesparende groepering van de individuele raadplegingen mogelijk ?

De Vice-Eerste Minister preciseert dat het antwoord vervat ligt in artikel 69, § 4, laatste lid. De bescherming van het privé-leven sluit natuurlijk de mogelijkheid niet uit om de raadplegingen te groeperen. De raadplegingen moeten de consument waarop ze betrekking hebben volkomen individualiseren.

Artt. 16 en 17

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 18

De heer Dumez wenst te vernemen of de uitdrukking « pro rata temporis » (artikel 18, § 3, tweede lid) slaat op de interest.

Le Vice-Premier Ministre répond par l'affirmative. Les intérêts sont calculés sur la base du montant reçu et de la période durant laquelle le consommateur en a disposé. Au départ, le Gouvernement avait déposé au Sénat le texte suivant :

« L'usage de ce droit oblige le consommateur à restituer simultanément au prêteur les sommes qui lui ont été versées ou dont il a fait usage en vertu de conditions du contrat, augmentées d'un montant d'intérêt calculé sur la base du taux annuel effectif global convenu. »

Au Sénat, les mots « augmentées d'un montant d'intérêt calculé sur la base du taux annuel effectif global convenu » ont été remplacés par les mots « pro rata temporis » pour le motif que cette formule permettra d'éviter bien des malentendus (Doc. Sénat n° 916/2, p. 92).

Il va de soi que ces termes doivent être compris dans le sens du texte initial du Gouvernement et qu'ils portent par conséquent sur les intérêts dus sur le montant à rembourser pour la période au cours de laquelle le consommateur a disposé de ce montant.

Mme Jacobs demande pourquoi la possibilité qui est donnée au consommateur de renoncer au contrat pendant un délai de sept jours ouvrables ne vaut pas pour la vente à tempérament (voir le § 1^{er}).

Le Vice-Premier Ministre répond qu'un délai de réflexion de 7 jours dans le cas d'une vente à tempérament serait discriminatoire à l'égard des achats payés à l'aide d'une carte de crédit.

Artt. 19, 20, 21, 22 et 23

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 24

M. De Clerck fait observer que l'opposabilité est une question juridique très complexe. Dans quelle mesure certaines décisions judiciaires (prises par exemple à la suite de plaintes au sujet d'un produit vendu) sont-elles opposables au prêteur et pas seulement au vendeur ?

Le Vice-Premier Ministre confirme qu'il s'agit d'une question très complexe.

L'article 24 du projet est la transposition de l'article 11 de la directive du 22 décembre 1986. Il est assez difficile d'appliquer cette directive en ce qui concerne ce point, parce qu'une série de conditions sont prévues.

La directive part du principe que si un acheteur-consommateur peut remettre en cause un contrat à l'égard du vendeur, il peut opposer les mêmes exceptions au prêteur. Toute exception ne peut être invoquée à l'égard du prêteur qu'à condition, d'une part, qu'il existe un lien commercial exclusif entre le vendeur et le prêteur et, d'autre part, que le consommateur ait

De Vice-Eerste Minister bevestigt zulks. De interest wordt berekend op basis van het ontvangen bedrag en van de periode dat de consument erover heeft beschikt. Oorspronkelijk had de Regering volgende tekst ingediend in de Senaat :

« De uitoefening van dit recht verplicht de consument gelijktijdig tot teruggave van de ontvangen of door hem gebruikte bedragen, verhoogd met de interest bepaald volgens het overeengekomen jaarlijkse kostenpercentage. »

In de Senaat werden de woorden « verhoogd met de interest ... » vervangen door de woorden « pro rata temporis », met als rechtvaardiging dat deze omschrijving heel wat mistoestanden zal kunnen voorkomen (Stuk Senaat n° 916/2, blz. 92).

Deze woorden dienen uiteraard te worden begrepen in de zin van de initiële Regeringstekst en slaan dus op de interesten op het terug te geven bedrag, verschuldigd voor de periode gedurende welke de consument van dat bedrag gebruik heeft gemaakt.

Mevrouw Jacobs wenst te vernemen waarom de mogelijkheid, van de consument, om binnen de 7 werkdagen van de overeenkomst af te zien niet geldt voor de verkoop op afbetaling (§ 1).

De Vice-Eerste Minister antwoordt dat een bedenktijd van 7 dagen in het geval van de verkoop op afbetaling discriminerend zou zijn ten opzichte van de aankopen betaald met een kredietkaart.

Artt. 19, 20, 21, 22 en 23

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 24

De heer De Clerck wijst erop dat de problematiek van de tegenwerpbaarheid een zeer complexe juridische materie is. In welke mate zijn bepaalde gerechtelijke beslissingen (naar aanleiding van bijvoorbeeld klachten over een bepaald verkocht produkt) tegenwerpbaar aan de kredietverstrekker en niet alleen aan de verkoper ?

De Vice-Eerste Minister bevestigt dat het om een zeer complexe materie gaat.

Artikel 24 van het ontwerp is de omzetting van artikel 11 van de Richtlijn van 22 december 1986. De Richtlijn is op dit punt vrij moeilijk toepasbaar omdat een aantal voorwaarden worden ingevoerd.

De Richtlijn vertrekt van het principe dat indien een koper-consument een contract in vraag kan stellen ten overstaan van de verkoper, hij ook ten overstaan van de kredietgever dezelfde verweermiddelen kan inroepen. Het voorgaande geldt alleen onder welbepaalde voorwaarden : ten eerste dient er een exclusieve commerciële band te bestaan tussen verkoper en

soulevé toutes les exceptions à l'égard du vendeur avant de les opposer au prêteur.

Le projet de loi à l'examen prévoit que le consommateur doit effectuer le paiement des versements restant dus, mais sur un compte bloqué. Ce compte reste bloqué jusqu'à ce que le différend avec l'acheteur soit réglé. Soit le différend est résolu et dans ce cas, le compte est débloqué en faveur du prêteur, soit le différend fait l'objet d'une procédure judiciaire et le compte reste bloqué pendant toute cette procédure.

M. De Clerck demande comment le prêteur, qui n'est pas partie au différend opposant l'acheteur et le vendeur, pourra être associé à la procédure. C'est en effet son argent qui est bloqué. Le juge devrait avoir la possibilité d'attribuer directement le montant restant dû au prêteur.

Le Vice-Premier Ministre fait observer que la solution à ce problème réside dans l'établissement d'un contrat entre le vendeur et le prêteur prévoyant que ce dernier est subrogé dans les droits du vendeur à l'égard du consommateur. Si dans ce cas le vendeur n'a pas respecté ses obligations, le prêteur peut faire valoir les droits du vendeur pour obtenir le paiement du prix.

Le Vice-Premier Ministre recommande la prudence. Il faut se garder de trop restreindre la marge de manœuvre du juge.

M. De Clerck fait observer que le dernier alinéa de l'article 24 limite déjà la liberté du juge d'attribuer au prêteur le montant mis en dépôt. La première phrase du dernier alinéa est en effet libellée comme suit : « Il ne peut être disposé du montant des versements qu'au profit de l'une ou l'autre des parties ... » Or, l'une ou l'autre des parties » ne peut désigner que le vendeur ou l'acheteur.

M. Dumez se rallie à la solution proposée à l'article 24. Il fait toutefois observer que la dernière phrase de l'article 24 (« Cette décision est exécutoire par provision nonobstant opposition ou appel, sans caution ni cantonnement. ») limite considérablement les droits de la défense, le juge pouvant même en l'espèce, rendre une décision définitive par défaut.

Le Vice-Premier Ministre fait encore observer, en ce qui concerne l'opposabilité au prêteur du litige entre le consommateur et le vendeur, que l'article 24, deuxième alinéa, suppose l'existence d'un accord préalable entre le prêteur et le fournisseur de biens. Le consommateur ne pourra dès lors se permettre de déroger à ses obligations en matière de paiement qu'en s'assurant de l'existence d'un tel accord.

kredietgever en ten tweede dient de consument zijn verweermiddelen ten overstaan van de verkoper te hebben uitgeput alvorens die tegen de kredietgever kunnen worden ingeroepen.

Onderhavig wetsontwerp bepaalt dat de consument de nog verschuldigde betalingen moet blijven verrichten, maar op een geblokkeerde rekening. Deze rekening blijft geblokkeerd totdat het geschil met de verkoper is geregeld. Ofwel wordt het geschil opgelost en dan wordt de rekening gedeblokkeerd ten gunste van de kredietgever, ofwel kent het geschil een gerechtelijk vervolg en blijft de rekening zolang geblokkeerd.

De heer De Clerck vraagt zich af hoe de kredietgever die geen partij is in het geschil tussen koper en verkoper bij de procedure zal kunnen worden betrokken. Uiteindelijk is het immers zijn geld dat is geblokkeerd. De rechter zou moeten in de mogelijkheid worden gesteld om het nog verschuldigde bedrag rechtstreeks toe te wijzen aan de kredietgever.

De Vice-Eerste Minister wijst erop dat de oplossing voor dit probleem bestaat in een contract tussen verkoper en kredietverstrekker waarbij deze laatste wordt gesubrogeerd in de rechten van de verkoper ten overstaan van de consument. Indien — in dit geval — de verkoper zijn verplichtingen niet is nagekomen dan kan de kredietverstrekker de rechten van de verkoper doen gelden ten aanzien van de betaling van de prijs.

De Vice-Eerste Minister maant aan tot voorzichtigheid. De bewegingsvrijheid van de rechter mag niet te zeer worden beperkt.

De heer De Clerck wijst erop dat het laatste lid van artikel 24 reeds een beperking inhoudt van de vrijheid van de rechter om het in deposito gegeven bedrag toe te wijzen aan de kredietgever. De eerste zin van het laatste lid luidt immers als volgt : « Over het in deposito gegeven bedrag kan niet worden beschikt dan ten bate van de ene of de andere partij, ... » Welnu, « de ene of de andere partij » kan uitsluitend slaan op ofwel de koper ofwel de verkoper.

De heer Dumez kan zich aansluiten bij de in artikel 24 voorgestelde oplossing. Hij wijst er wel op dat de laatste zin van artikel 24 (« Die beslissing is uitvoerbaar bij voorraad niettegenstaande verzet of hoger beroep en zonder borgtocht noch cantonnement) zijns inziens een verregaande beperking van de rechten van de verdediging inhoudt : de rechter kan hier zelfs bij verstek een definitieve beslissing nemen.

De Vice-Eerste Minister merkt nog het volgende op met betrekking tot de tegenstelbaarheid van het geschil tussen de consument en de verkoper ten aanzien van de kredietgever. Artikel 24, tweede lid, veronderstelt dat er een voorafgaand akkoord bestaat tussen de kredietgever en de leverancier van de goederen. De consument kan derhalve het zich slechts veroorloven om af te wijken van zijn normale betalingspatroon door zich te vergewissen in welke mate dat akkoord bestaat.

Dans la pratique, ce ne sera possible (comme c'est d'ailleurs déjà le cas actuellement) que s'il existe un contrat (de commission) entre le prêteur et le vendeur ou si les fonds sont versés directement au vendeur par le prêteur, ou lorsque le prêteur s'est subrogé aux droits du vendeur.

Le consommateur aura tout intérêt à au moins informer le prêteur du litige.

Comment le prêteur pourra-t-il récupérer les sommes non perçues qui ont été attribuées au vendeur ?

Les contrats de commission conclus entre le prêteur et le vendeur doivent prévoir en cas de différend, une possibilité de recours lorsque le vendeur a commis une faute.

A défaut de contrat de commission, il semble que le prêteur ait encore la possibilité d'exercer un recours en vertu de l'article 1382 du Code civil.

Artt. 25, 26, 27, 28 et 29

Ces articles ne font l'objet d'aucune observation.

Art. 30

M. Dumez estime que cet article est superflu, étant donné qu'il va de soi qu'il est interdit de modifier unilatéralement le contrat.

Le Vice-Premier Ministre fait observer que cela devrait effectivement aller de soi. De telles modifications unilatérales sont malheureusement fréquentes dans la pratique et c'est toujours le consommateur qui en est la victime.

Art. 31

M. De Clerck demande si cet article interdit de conclure deux contrats le même jour.

Le Vice-Premier Ministre répond que le terme « imposer » doit être interprété comme dans la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce lorsqu'elle traite de l'interdiction des offres conjointes.

Artt. 32, 33 et 34

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 35

M. Cuyvers demande quelle est la différence entre une « caution » et une « sûreté personnelle ».

Dit zal, in de praktijk (en zoals dit trouwens nu reeds het geval is) slechts voorkomen wanneer er een (commissie-) overeenkomst bestaat tussen de kredietgever en de verkoper of de fondsen door de kredietgever rechtstreeks aan de verkoper worden overgemaakt of wanneer de kredietgever zich gesubrogeerd heeft in de rechten van de verkoper.

De consument zal er best aan doen om de kredietgever minstens op de hoogte te stellen van het geschil.

Hoe zal de kredietgever de niet ontvangen sommen die toegewezen werden aan de verkoper kunnen recupereren ?

Doorgaans voorzien de commissie-overeenkomsten tussen kredietgever en verkoper dat in geval bijvoorbeeld van geschil er een mogelijkheid tot verhaal bestaat, wanneer de verkoper fouten heeft begaan.

Bij ontstentenis van deze commissie-overeenkomsten lijkt nog de mogelijkheid te bestaan om op grond van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek verhaal uit te oefenen door de kredietgever.

Artt. 25, 26, 27, 28 en 29

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 30

Volgens *de heer Dumez* is dit artikel overbodig, aangezien het vanzelfsprekend is dat een eenzijdige wijziging van de overeenkomst verboden is.

De Vice-Eerste Minister wijst erop dat de inhoud van dit artikel inderdaad vanzelfsprekend zou moeten zijn. Spijtig genoeg zijn in de praktijk dergelijke eenzijdige wijzigingen frequent en is de consument daar steeds het slachtoffer van.

Art. 31

De heer De Clerck vraagt of dit artikel verbiedt om op één dag twee overeenkomsten af te sluiten.

De Vice-Eerste Minister antwoordt dat de notie « verplichten » hier dient te worden geïnterpreteerd zoals bij de wet van 14 juli 1971 op de handelspraktijken inzake het verbod op gezamenlijke aanbiedingen.

Artt. 32, 33 en 34

Deze artikelen geven geen aanleiding tot bespreking

Art. 35

De heer Cuyvers vraagt wat het verschil is tussen « borg » en een « persoonlijke zekerheidsstelling ».

Le Vice-Premier Ministre répond qu'une caution est une forme de sûreté personnelle. Le Conseil d'Etat a fait remarquer à ce propos qu'il serait souhaitable d'envisager non seulement le cautionnement mais toutes les formes de sûreté personnelle.

Art. 36

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation.

Art. 37

M. Dumez demande si le § 2 de cet article n'est pas superflu, étant donné que tous les mineurs sont soumis à l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 18 ans. On ne peut donc pas parler de rémunération dans le chef d'un mineur.

Le Vice-Premier Ministre répond qu'un mineur peut en tout état de cause avoir des revenus propres (travail de vacances, travail d'étudiant).

Art. 38

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation.

Art. 39

M. De Clerck demande quelle est la portée exacte du § 1^{er}. Vise-t-on en l'occurrence les bureaux de recouvrement ?

Le Vice-Premier Ministre ne nie pas qu'il faille rétribuer ceux qui se chargent du recouvrement, à savoir essentiellement les « bureaux de recouvrement ». Cette rétribution ne peut toutefois en aucun cas être mise à charge du consommateur. En ce qui concerne par ailleurs la médiation de dettes, c'est l'article 67 qui s'applique.

M. Cuyvers demande si les frais d'un exploit d'huissier incombent également au prêteur.

Le Vice-Premier Ministre répond par l'affirmative.

Artt. 40 et 41

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 42

M. Cuyvers infère de la lecture de l'article 42 et de l'article 44 que les avantages dont il est question à l'article 42, ne sont pas de nature financière.

Le Vice-Premier Ministre le confirme. En ce qui concerne, par exemple, l'achat d'une voiture, il peut

De Vice-Eerste Minister antwoordt dat een borgstelling een vorm van persoonlijke zekerheidsstelling is. De Raad van State liet in dat verband opmerken dat het wenselijk zou zijn om niet enkel de borgstelling, maar alle vormen van persoonlijke zekerheidsstelling te beogen.

Art. 36

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 37

De heer Dumez vraagt zich af of § 2 van dit artikel niet overbodig is, vermits alle minderjarigen tot de leeftijd van 18 jaar onderworpen zijn aan de leerplicht. Er kan dus geen sprake zijn van loon in hoofde van een minderjarige.

De Vice-Eerste Minister antwoordt dat een minderjarige in elk geval eigen inkomsten kan hebben (bijvoorbeeld : vakantiearbeid, studentenjob).

Art. 38

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 39

De heer De Clerck vraagt welke de juiste draagwijdte is van § 1. Worden hier de invorderingskantoren bedoeld ?

De Vice-Eerste Minister betwist niet dat degenen, die zich met de invordering belasten, met name vooral de zogenaamde « invorderingsbureau's », vergoed moeten worden. Deze vergoeding mag echter in geen geval ten laste van de consument worden gelegd. Wat anderzijds de schuldbemiddeling betreft, daarop is artikel 67 van toepassing.

De heer Cuyvers vraagt of de kosten van een deurwaardersexploot dan ook ten laste zullen vallen van de kredietgever.

De Vice-Eerste Minister bevestigt zulks.

Artt. 40 en 41

Deze artikelen geven geen aanleiding tot bespreking.

Art. 42

De heer Cuyvers leidt uit de lezing van artikel 42 en artikel 44 af dat de voordelen, waarvan sprake in artikel 42, van niet-geldelijke aard zijn.

De Vice-Eerste Minister bevestigt zulks. Wat bijvoorbeeld de aankoop van een auto betreft, kan het

s'agir d'avantages sous la forme de certaines pièces ou accessoires gratuits. La publicité ou l'offre doit mentionner explicitement la nature de ces avantages.

Artt. 43 et 44

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 45

Mme Corbisier-Hagon souhaite revenir sur la compatibilité de l'article 45, § 1^{er}, du projet à l'examen avec l'article 77, § 2, du projet de loi sur les pratiques du commerce (voir discussion générale).

Le Vice-Premier Ministre fait observer que le Gouvernement a présenté au Sénat un amendement à l'article 77 du projet de loi sur les pratiques du commerce afin de le mettre en concordance avec l'article 45 du projet à l'examen.

Art. 46

M. Dumez demande si, lorsque l'acheteur à tempérament a payé moins de 40 % du prix comptant, le bien peut être repris sans que le vendeur dispose d'un titre exécutoire.

Le Vice-Premier Ministre répond que la disposition prévue à l'article 46, § 2, en matière de reprise du bien restreint la possibilité de reprise déjà prévue dans la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (article 4, § 2).

Si, par exemple, 10 % seulement du prix comptant ont été payés et que le vendeur souhaite reprendre le bien, il devra disposer d'un titre exécutoire.

Un contrat de crédit comportant une clause de réserve de propriété peut, en l'occurrence, être considéré comme un titre exécutoire.

Art. 47

M. Dumez fait observer que l'arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement fixe un certain nombre de conditions qui doivent être remplies pour que l'on puisse parler de « leasing » (s'il s'agit par exemple d'une voiture, la durée doit être de cinq ans). Le leasing privé prévu dans le projet à l'examen est-il soumis aux mêmes conditions ?

Le Vice-Premier Ministre répète que l'arrêté royal du 10 novembre 1967 précité a trait au leasing professionnel. C'est intentionnellement que la notion de

hier gaan om bepaalde onderdelen of accessoires. De reclame of het aanbod dient deze voordelen expliciet te vermelden.

Artt. 43 en 44

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 45

Mevr. Corbisier-Hagon wenst terug te komen op de verenigbaarheid van artikel 45, § 1 van onderhavig wetsontwerp met artikel 77, § 2 van het wetsontwerp op de handelspraktijken (zie algemene bespreking).

De Vice-Eerste Minister wijst erop dat de Regering in de Senaat een amendement heeft ingediend op artikel 77 van het wetsontwerp op de handelspraktijken, teneinde het in overeenstemming te brengen met het artikel 45 van onderhavig ontwerp.

Art. 46

De heer Dumez wenst te vernemen of de terugname van het goed mogelijk is zonder dat de verkoper over een uitvoerbare titel beschikt indien de koper op afbetaling minder dan 40 % van de contante prijs heeft betaald.

De Vice-Eerste Minister repliceert dat de door artikel 46, § 2 voorziene bepaling inzake terugname van het goed in feite een verstrakking is van het reeds in de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling voorziene mogelijkheid tot terugname (artikel 4, § 2).

Inzoverre slechts bijvoorbeeld 10 % van de contante prijs betaald werd en de verkoper het goed wenst terug te nemen zal hij over een uitvoerbare titel dienen te beschikken.

Een kredietovereenkomst met een clause van eigendomsvoorbehoud kan beschouwd worden als zulk een uitvoerbare titel.

Art. 47

De heer Dumez merkt op dat het koninklijk besluit n° 55 van 10 november 1967 tot regeling van het juridisch statuut der ondernemingen gespecialiseerd in financieringshuur een aantal voorwaarden formuleert waaraan moet zijn voldaan vooraleer men van « leasing » kan spreken (indien het bijvoorbeeld om een auto gaat, dient er sprake te zijn van een duur van 5 jaar). Zijn deze voorwaarden ook van toepassing op de privé-leasing in dit wetsontwerp ?

De Vice-Eerste Minister herhaalt dat voornoemd koninklijk besluit van 10 november 1967 slaat op de professionele leasing. In onderhavig ontwerp werd

« leasing » a été définie de manière plus large dans le projet à l'examen (voir article 1^{er}). Les conditions évoquées ci-avant ne sont dès lors pas applicables en l'occurrence.

Artt. 48 à 52

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 53

M. Dumez estime que le troisième mot du premier alinéa (« vendeur ») devrait être remplacé par le mot « bailleur ».

Cet article traite en effet du crédit-bail et c'est d'ailleurs le mot bailleur qui figure au troisième alinéa.

Le Vice-Premier Ministre partage ce point de vue.

La Commission marque, à l'unanimité, son accord sur cette correction technique.

Artt. 54, 55, 56, 57 et 58

Ces articles ne font l'objet d'aucune observation.

Art. 59

M. De Clerck estime que les conditions prévues au § 3 (préavis de sept jours ouvrables notifié au consommateur par lettre recommandée) sont trop sévères pour le prêteur. Dans certaines circonstances concrètes, le prêteur doit en effet pouvoir interrompre les prélèvements d'argent immédiatement.

Le Vice-Premier Ministre souligne qu'il fallait, ici aussi, trouver un équilibre entre les intérêts du consommateur et ceux du prêteur. Le Sénat a longuement débattu au sujet de cette disposition, de sorte que le texte proposé constitue un compromis. Il convient en outre de noter à cet égard que la rupture unilatérale de contrats peut également prêter à discussion.

Le membre fait observer qu'il est malgré tout possible, dans un nombre limité de cas, de prévoir des critères objectifs. En cas de saisie par exemple, il doit y avoir une décision de justice et la saisie est en outre inscrite dans un registre.

La faillite constitue un autre exemple possible.

Le Vice-Premier Ministre qualifie cet exemple d'irréaliste. La plupart des faillites ne sont pas non plus prononcées dans les vingt-quatre heures. Cette procédure ainsi que d'autres procédures durent en général bien plus de sept jours.

opzettelijk een ruimere definitie van het begrip « leasing » ingevoerd (zie artikel 1). Bijgevolg zijn de voorwaarden waarvan sprake hierop niet van toepassing.

Artt. 48 tot 52

Deze artikelen geven geen aanleiding tot bespreking.

Art. 53

De heer Dumez is van mening dat het derde woord van het eerste lid (« verkoper ») dient te worden vervangen door het woord « verhuurder ».

Dit artikel handelt immers over de financieringshuur en bovendien is in het derde lid eveneens sprake van de « verhuurder ».

De Vice-Eerste Minister is het hiermee eens.

De Commissie gaat eenparig akkoord met deze technische tekstverbetering.

Artt. 54, 55, 56, 57 en 58

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 59

De heer De Clerck is van mening dat de in § 3 ingevoerde voorwaarden (kennisgeving aan de consument 7 werkdagen tevoren en per aangetekende brief) te streng zijn voor de kredietgever. De concrete omstandigheden in de praktijk kunnen immers vereisen dat de kredietgever de geldopnemingen onmiddellijk moet kunnen stopzetten.

De Vice-Eerste Minister benadrukt dat ook hier een evenwicht moest worden gezocht tussen de belangen van consument en kredietgever. Binnen de Senaat werd over deze bepaling lang gediscussieerd en de voorliggende tekst is dan ook een compromis. Men vergeet bovendien niet dat hier ook discussie mogelijk is over de eenzijdige verbreking van overeenkomsten.

Het lid wijst erop dat in een beperkt aantal gevallen toch objectieve criteria mogelijk zijn. In het geval van een beslaglegging bijvoorbeeld moet er een beslissing van de rechter zijn en bovendien wordt hiervan een register bijgehouden.

Een ander mogelijk voorbeeld is de faling.

De Vice-Eerste Minister noemt dit voorbeeld onrealistisch. De meeste falingen worden evenmin binnen de 24 uur uitgesproken. Deze en andere procedures hebben meestal een duur die 7 dagen ver overtreft.

Art. 60

M. Dumez demande davantage d'explications concernant le troisième alinéa, qui permet au consommateur de résilier le contrat de crédit par écrit dans un délai de trois mois lorsque la modification du taux d'intérêt excède une marge de 25 %. Quel sera le taux applicable au cours de cette période de trois mois, l'ancien taux ou le taux majoré ?

Le Vice-Premier Ministre répond que le nouveau taux, c'est-à-dire le taux majoré, est applicable dans ce cas.

Artt. 61 à 66

Ces articles ne font l'objet d'aucune observation.

Art. 67

M. Dumez demande ce qu'il faut entendre, au 2° de cet article, par « institutions privées agréées à cet effet (médiation de dettes) par l'autorité compétente ».

Le Vice-Premier Ministre renvoie au rapport du Sénat (pp. 175 e.s.). Par institutions privées, on entend, par exemple, certaines ASBL, c'est-à-dire des personnes morales de droit privé.

Art. 68

M. Dumez rappelle que le domaine traité en l'occurrence (le traitement de données à caractère personnel) sera également abordé d'ici peu lors de l'examen du projet de loi sur la protection de la vie privée, auquel il a été fait allusion ci-avant. Il demande quelles sont les intentions du Ministre en ce qui concerne la concordance entre ce texte et celui du projet à l'examen. Envisage-t-on en outre de modifier la loi précitée relative à la Banque-carrefour de la sécurité sociale ?

Le Vice-Premier Ministre déclare que le projet de loi à l'examen constitue une approche sectorielle s'inscrivant dans la ligne du projet de loi général sur la protection de la vie privée. Il devra donc éventuellement être modifié ultérieurement en fonction de la réglementation générale qui sera adoptée en matière de protection de la vie privée.

Art. 69

M. Dumez demande des précisions concernant le dernier alinéa du § 4, qui prévoit que les demandes de renseignements adressées au maître du fichier peuvent être regroupées. Cela implique-t-il que le maître du

Art. 60

De heer Dumez wenst meer uitleg bij het derde lid, waarbij de consument de mogelijkheid krijgt, indien de wijziging van de rentevoet meer dan 25 % bedraagt, om de kredietovereenkomst schriftelijk op te zeggen binnen een termijn van 3 maanden. Welke rentevoet zal van toepassing zijn tijdens deze termijn van 3 maanden, de oude of de verhoogde ?

De Vice-Eerste Minister antwoordt dat de nieuwe, en dus de verhoogde rentevoet in dat geval van toepassing is.

Artt. 61 tot 66

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 67

De heer Dumez vraagt wat wordt bedoeld, onder het 2° van dit artikel, met de « daartoe door de bevoegde overheid erkende particuliere instellingen » (die de schuldbemiddeling mogen uitvoeren).

De Vice-Eerste Minister verwijst naar het Senaatsverslag (blz. 175 e.v.). Met de particuliere instellingen wordt bijvoorbeeld gedacht aan bepaalde VZW's, dat wil zeggen privaatrechtelijke rechtspersonen.

Art. 68

De heer Dumez herhaalt dat het hier behandelde domein (« verwerking van persoonsgegevens ») binnenkort ook zal worden betreden bij de bespreking van hogergenoemd wetsontwerp ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Graag zou hij de intenties van de Minister kennen met betrekking tot de concordantie tussen deze tekst en die van onderhavig wetsontwerp. Wordt er daarnaast gedacht aan eventuele wijzigingen van de reeds vermelde wet op de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid ?

De Vice-Eerste Minister stelt formeel dat onderhavig ontwerp een sectoriële benadering inhoudt die volledig in functie staat van het algemene wetsontwerp op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Desgevallend zal het dus later nog dienen te worden gewijzigd in functie van de algemene regeling inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer die zal worden aangenomen.

Art. 69

De heer Dumez wenst verduidelijking bij het laatste lid van § 4. Hier wordt gesteld dat de aanvragen om inlichtingen gericht aan de houders van het bestand mogen worden gegroepeerd. Impliceert dit dat de

fichier peut également regrouper les réponses, par exemple sur un listing, ou doit-il toujours répondre à l'aide d'un document individualisé ?

Le Vice-Premier Ministre souligne que le but est de garantir l'efficacité et de réduire les dépenses tout en assurant le respect de la vie privée. Il est dès lors évident qu'un prêteur traitant de nombreuses affaires n'est pas obligé d'adresser 50 demandes individuelles au cours d'une même journée : ces demandes peuvent être regroupées en une seule, qui est faite, par exemple, dans le courant de l'après-midi. Les demandes ainsi regroupées doivent cependant être distinctes, individualisées et nominatives. C'est ainsi que les demandes non nominatives, par exemple, sont interdites (exemple : tous les hommes ayant entre 30 et 40 ans, domiciliés dans la province de Limbourg et étant ou non en retard de remboursement).

M. Cuyvers présente un amendement n° 3 tendant à limiter le délai de conservation des données à 5 ans, excepté pour les données relatives au crédit hypothécaire pour l'acquisition de logements. En effet, les difficultés qui ont été à l'origine de l'insolvabilité de l'intéressé durant une période donnée peuvent être fondamentalement résolues.

Le Vice-Premier Ministre ne doute pas que la préoccupation des auteurs de l'amendement soit réelle. Une approche beaucoup plus nuancée s'impose néanmoins. Il y a lieu de vérifier non seulement s'il s'agit d'un crédit d'habitation ou d'un simple crédit à la consommation, mais aussi par exemple si les données personnelles ont trait à un retard de paiement; si c'est le cas, de quel défaut de paiement, de quel type de crédit à la consommation, etc., s'agit-il ? A ce propos, il se réfère en particulier à l'arrêté ministériel du 19 novembre 1985 (*Moniteur belge* du 19 décembre 1985, p. 1860), qui règle les modalités de fonctionnement de la Banque nationale de Belgique pour ce qui concerne la centrale déjà existante des crédits à la consommation et qui dans son article 7 prévoit en l'occurrence ce qui suit :

« Les délais de conservation des informations enregistrées par la centrale sont les suivants :

— pour les informations relatives aux retards de remboursement : un an à partir de la date d'enregistrement de la communication du retour du contrat à l'exécution normale;

— pour les informations relatives aux contrats dénoncés pour lesquels il n'y a pas eu extinction de la dette : dix ans à partir de la date de dénonciation;

— pour les informations relatives aux contrats dénoncés pour lesquels il y a eu extinction de la dette : deux ans à partir de la date d'enregistrement de la communication de l'extinction de la dette.

Le délai de conservation des informations n'excède toutefois pas dix ans à partir de la date du premier enregistrement ».

Le Vice-Premier Ministre se rend compte que ce texte est loin d'être parfait et qu'il ne couvre que partiellement la matière visée. Le problème fonda-

houder van het bestand ook gegroepeerd mag antwoorden, bijvoorbeeld door middel van een gegevensband, of dient men altijd via een individueel document te antwoorden ?

De Vice-Eerste Minister beklemtoont dat het doel erin bestaat om efficiënt en kostenbesparend te werken, zonder de privacy in het gedrang te brengen. Bijgevolg is het vanzelfsprekend dat een grote kredietverstrekker niet verplicht is om in de loop van de dag 50 maal een individuele aanvraag te doen : deze aanvragen kunnen rustig worden gegroepeerd tot een gezamenlijke aanvraag, in de loop van de namiddag bijvoorbeeld. Het dient hier echter wel te gaan om de groepering van aparte, individuele en nominatieve aanvragen. Niet toegelaten zijn niet-nominatieve aanvragen (bijvoorbeeld : « alle mannen in de leeftijdsgroep tussen 30 en 40 jaar, wonend in de provincie Limburg en met deze of gene betaalachterstand »).

De heer Cuyvers dient een amendement n° 3 in ertoe strekkend de maximale bewaringstermijn voor gegevens tot 5 jaar te beperken, uitgezonderd voor het hypothecair krediet voor woningen. Immers, de omstandigheden waardoor iemand tijdens een bepaalde periode niet kredietwaardig was, kunnen fundamenteel veranderen.

De Vice-Eerste Minister twijfelt niet aan de bekommernis van de indieners van het amendement. Men moet echter veel genuanceerder te werk gaan en rekening houden, niet enkel met het feit of het om een woonkrediet of een louter verbruikskrediet gaat maar bijvoorbeeld ook of de persoonsgegevens al dan niet een betalingsachterstand betreffen, welke vorm van wanbetaling bij welk type van consumentenkrediet, enz. Hierbij verwijst hij in het bijzonder naar het ministerieel besluit van 19 november 1985 (*Belgisch Staatsblad* 19 december 1985, blz. 18560) dat de werkingsvoorwaarden van de Nationale Bank van België regelt met betrekking tot de thans bestaande verbruikskredietcentrale en dat in zijn artikel 7 met betrekking tot deze materie het volgende stelt :

« De bewaringstermijn voor de door de centrale geregistreerde inlichtingen zijn de volgende :

— voor de inlichtingen betreffende achterstallige terugbetalingen : één jaar vanaf de registratiedatum van de melding der terugkeer van het contract tot de normale uitvoering;

— voor de inlichtingen betreffende opgezegde contracten waarvan de schuld niet is uitgedoofd : tien jaar vanaf de datum van opzegging;

— voor de inlichtingen betreffende opgezegde contracten waarvan de schuld is uitgedoofd : twee jaar vanaf de registratiedatum van de melding van uitdoving van de schuld.

De bewaringstermijn voor de inlichtingen overschrijdt evenwel niet de periode van tien jaar vanaf de datum van de eerste registratie. »

De Vice-Eerste Minister is er zich van bewust dat deze tekst verre van perfect is en slechts gedeeltelijk de materie bestrijkt die thans wordt beoogd. Het

mental qui se pose est en fait la recherche d'un équilibre entre le traitement d'informations au sujet des personnes qui sont en défaut de paiement, d'une part, et la protection de la vie privée, d'autre part, les consommateurs ne pouvant être repris éternellement dans une banque de données. Le problème se posera avec une plus grande acuité et de façon plus nuancée encore lors de l'instauration d'une centrale positive.

A ce propos, il paraît raisonnable de ne pas se fixer à l'avance sur un délai maximum, mais de donner au Roi la possibilité d'élaborer, en concertation avec les représentants des associations de consommateurs, les prêteurs et les assureurs de crédit, un règlement qui non seulement recontrerait les intérêts de tous, mais qui pourrait en outre bien fonctionner dans la pratique. Le projet comporte à présent suffisamment de garanties pour que le Roi puisse remplir convenablement cette tâche d'exécution, compte tenu notamment de l'avis qui doit obligatoirement être rendu par la Commission de la protection de la vie privée.

Le Vice-Premier Ministre demande par conséquent que l'amendement soit rejeté.

M. Dumez demande des précisions quant à la portée de l'article 69, § 4. Il constate en effet que l'article 101, § 3, prévoit de lourdes sanctions pénales pour qui enfreint l'article 69. Or, l'avant-dernier alinéa du § 4 dispose que les données à caractère personnel ne peuvent être communiquées et utilisées que dans le cadre d'un crédit à la consommation ou d'un crédit hypothécaire. L'article 1^{er}, 1^o, précise par ailleurs que le projet ne s'applique qu'au crédit à la consommation ayant un caractère purement privé (« dans un but ... étranger à ses activités commerciales, professionnelles ou artisanales »). On peut dès lors se demander, à cet égard, si les lourdes sanctions prévues à l'article 101, § 3, s'appliquent à ceux qui communiquent des renseignements dans le cadre d'un crédit à usage « mixte » (c'est-à-dire à usage à la fois privé et professionnel).

Au nom du Gouvernement le Vice-Premier Ministre émet les considérations suivantes concernant les dispositions du § 4, avant-dernier alinéa :

Certains milieux se sont inquiétés de ce que le texte de cet alinéa pourrait interdire à un prêteur de consulter les banques de données constituées en matière de crédit à la consommation, lorsque le crédit sollicité concerne une affection « mixte » et professionnelle.

La situation se présente de la manière suivante :

— l'article 68 du projet de loi définit le champ d'application du chapitre en le déclarant applicable aux opérations de traitement de données en matière de crédit à la consommation.

— l'article 69, § 4, avant-dernier alinéa qui détermine une donnée du principe de finalité prescrit que « les renseignements ne peuvent être utilisés que dans le cadre de l'octroi ou de la gestion de crédit à la consommation ou de moyens de paiement octroyés au consommateur ».

fundamentele probleem dat zich hier stelt is in feite een evenwicht te zoeken tussen het verschaffen van inlichtingen betreffende wanbetalers enerzijds en de bescherming van de privacy anderzijds die maakt dat men consumenten niet voor eeuwig in een gegevensbank kan opnemen. Het probleem zal zich nog scherper en genuanceerder stellen wanneer er een positieve centrale wordt ingevoerd.

Het lijkt op dat vlak verstandig om zich niet bij voorbaat vast te pinnen op een maximale termijn, maar de Koning de gelegenheid te geven, in overleg met de vertegenwoordigers van de consumentenverenigingen, de kredietgevers en de kredietverzekeraars, een regeling uit te werken die niet enkel zou tegemoetkomen aan de belangen van eenieder, maar bovendien in de praktijk naar behoren zou kunnen functioneren. In het ontwerp zijn thans voldoende garanties ingebouwd opdat de Koning deze uitvoeringstaak naar behoren zou vervullen, gelet ondermeer op het verplichtend advies van de Commissie voor bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De Vice-Eerste Minister vraagt bijgevolg de verwerping van het amendement.

De heer Dumez wenst meer verduidelijking bij de draagwijdte van artikel 69, § 4. Hij stelt namelijk vast dat in artikel 101, § 3 ernstige strafrechtelijke sancties worden voorzien voor wie artikel 69 overtreedt. Welnu, het voorlaatste lid van § 4 stelt dat de bedoelde persoonsgegevens alleen mogen worden doorgegeven en gebruikt in het raam van het consumentenkrediet of van het hypotheckrediet. Artikel 1, 1^o, van het ontwerp stelt anderzijds dat het ontwerp alleen van toepassing is op louter privé-consumentenkrediet (« ... een oogmerk ... vreemd ... aan handels-, beroeps- of ambachtelijke activiteiten »). Eén van de mogelijke vragen die hierbij rijzen is of de in artikel 101, § 3 voorziene zware sancties dan ook gelden voor diegenen die gegevens doorgeven in het kader van een krediet voor « gemengd » (dus deels privé, deels beroepsmatig) gebruik.

In verband met het voorlaatste lid van § 4 verklaart de Vice-Eerste Minister namens de Regering het volgende :

Bepaalde kringen maken er zich ongerust over dat artikel 69, § 4, voorlaatste lid een kredietgever zou kunnen verbieden de met betrekking tot het consumentenkrediet opgerichte databanken te raadplegen wanneer het aangevraagde krediet voor « gemengde » en voor beroepsdoeleinden wordt aangewend.

De toestand ziet er als volgt uit :

— artikel 68 van het wetsontwerp bepaalt het toepassingsgebied van het hoofdstuk door het toepasselijk te verklaren op de verwerking van gegevens inzake het consumentenkrediet.

— artikel 69, § 4, voorlaatste lid, dat een gegeven van het finaliteitsbeginsel bepaalt, schrijft voor dat « de inlichtingen enkel gebruikt mogen worden in het raam van de verstrekking of het beheer van consumentenkrediet of van betalingsmiddelen toegekend aan de consument ».

Avant toute chose, le Vice-Premier Ministre tient à rappeler clairement que l'objectif du Gouvernement est de réglementer les banques de données dans le cadre du crédit à la consommation et dans ce cadre-là uniquement. Cela va de soi puisque tout le champ d'application de l'ensemble des dispositions de ce projet de loi ne vise que le crédit à la consommation. Le Gouvernement n'a pas l'ambition de réglementer par ce projet d'autres formes de crédit. Par conséquent toutes les règles qui comportent des définitions, des autorisations ou des interdictions ne valent que dans le cadre des activités de crédit à la consommation.

La question s'est toutefois posée de savoir s'il faut supprimer les mots « à la consommation » et « au consommateur » à l'article 69, § 4, avant-dernier alinéa.

Pour comprendre la situation, il faut envisager quatre hypothèses :

a) le consommateur, personne privée, demande un *crédit à la consommation*, dont la charge de remboursement sera imputée sur son *patrimoine privé*.

Le prêteur a intérêt à savoir si le consommateur a toujours effectué normalement les remboursements de crédit à la consommation à charge de son *patrimoine privé* et doit pouvoir consulter les centrales de données créées en matière de crédit à la consommation.

b) le candidat-emprunteur ayant la qualité d'indépendant ou de titulaire de profession libérale, demande un *crédit* pour financer une opération à caractère *professionnel*.

Le prêteur a intérêt à savoir si le demandeur a toujours effectué normalement les paiements à charge de son *patrimoine privé*, puisque, le demandeur n'ayant pas constitué de société, le paiement de la dette sera à charge de son *patrimoine privé*.

Ce prêteur doit pouvoir consulter les centrales de données créées en matière de crédit à la consommation.

c) Le preneur a constitué une *société* (par exemple une société d'une personne à responsabilité limitée) et le paiement de la *dette professionnelle* sera exclusivement à charge du *patrimoine social* de la société.

Dans cette hypothèse, le prêteur n'a pas d'intérêt particulier à savoir si les paiements des dettes de crédit à charge du *patrimoine privé* de la personne ont été correctement ou mal exécutés. Il ne doit pas consulter les banques de données créées en matière de crédit à la consommation.

d) Le preneur a constitué une société, mais le prêteur qui consent un *crédit* pour financer un bien *professionnel* exige une *garantie sur le patrimoine privé*.

Dans cette hypothèse le prêteur a intérêt à savoir si les paiements effectués à charge du *patrimoine privé* du preneur ont été bien ou mal effectués.

Eerst en vooral wenst de Vice-Eerste Minister duidelijk in herinnering te brengen dat de Regering de databanken wenst te regelen in het kader van het consumentenkrediet en alleen in dat kader. Dat spreekt vanzelf, want heel het toepassingsgebied van het geheel van de bepalingen van onderhavig wetsontwerp beoogt enkel het consumentenkrediet. De Regering heeft niet de ambitie om via dit ontwerp andere kredietvormen te regelen dan het consumentenkrediet. Bijgevolg gelden alle regels met definities, machtigingen of verbodsbepalingen enkel in het kader van de activiteiten van het consumentenkrediet.

Toch is de vraag gerezen of de woorden « consumenten » en « aan de consument » moeten worden geschrapt in artikel 69, § 4, voorlaatste lid.

Om de toestand te begrijpen, moeten vier hypothesen worden overwogen :

a) De consument als privé-persoon verzoekt om een *consumentenkrediet*, waarvan de terugbetalingslast op zijn *privé-vermogen* zal worden aangerekend.

De kredietgever heeft er baat bij te weten of de consument een consumentenkrediet steeds normaal ten laste van zijn *privé-vermogen* heeft terugbetaald en moet de inzake het consumentenkrediet opgerichte gegevenscentrale kunnen raadplegen.

b) De kredietnemer die de hoedanigheid heeft van zelfstandige of die een vrij beroep uitoefent, vraagt een *krediet* aan om een verrichting van *professionele aard* te financieren.

De kredietgever heeft er baat bij te weten of de kredietnemer de betalingen steeds normaal ten laste van zijn *privé-vermogen* heeft uitgevoerd, vermits de kredietnemer geen vennootschap heeft opgericht en de betaling van de schuld dus ten laste komt van zijn *privé-vermogen*.

De kredietgever moet de inzake het consumentenkrediet opgerichte gegevenscentrale kunnen raadplegen.

c) De kredietnemer heeft een *vennootschap* opgericht (bijvoorbeeld een eenpersoonsvennootschap met beperkte aansprakelijkheid) en de betaling van de *professionele schuld* is uitsluitend ten laste van het *vermogen* van de vennootschap.

In die hypothese heeft de kredietgever er geen bijzondere baat bij te weten of de betaling van de krediet schulden ten laste van het *privé-vermogen* van de persoon juist of slecht werden uitgevoerd. Hij moet de inzake het consumentenkrediet opgerichte databanken niet raadplegen.

d) De kredietnemer heeft een vennootschap opgericht, maar de kredietgever die een *krediet* verleent om een *professioneel goed* te financieren, eist een *zekerheid op het privé-vermogen*.

In die hypothese heeft de kredietgever er baat bij te weten of de betalingen die ten laste van het *privé-vermogen* van de kredietnemer werden uitgevoerd goed of slecht werden uitgevoerd.

Faut-il interdire au prêteur, dans les hypothèses b et d, de consulter les fichiers constitués en matière de crédit à la consommation ?

Le Vice-Premier Ministre pense que non. Il estime en effet que le prêteur doit pouvoir consulter ces banques de données lorsqu'il s'agit de l'octroi ou de la gestion d'un crédit.

L'article 69, § 4, avant-dernier alinéa, a été conçu en effet pour permettre au prêteur d'apprécier les possibilités financières du preneur de crédit dans le cadre des crédits servant à financer des activités privées. Cette règle s'étend aux crédits qui pèsent à charge du patrimoine privé du preneur. Par conséquent, en ce qui concerne la consultation d'une centrale de données pour l'octroi d'un crédit, qui bien qu'étant consenti pour un usage professionnel, sera à charge du patrimoine privé (l'indépendant qui conclut un emprunt professionnel et qui n'a pas constitué de société commerciale, le commerçant qui a constitué une société commerciale mais à qui le prêteur demande une garantie sur son patrimoine privé), cette consultation peut être autorisée dans le cadre de l'article 69, § 4, avant-dernier alinéa. Il apparaît en effet clairement que les banques de données constituées en matière de crédit à la consommation sont essentiellement autorisées afin de permettre au prêteur d'avoir connaissance de l'état d'endettement ou de surendettement du preneur en ce qui concerne les charges grevant le *patrimoine privé* de celui-ci.

Dans un seul cas, cette consultation ne sera pas justifiée, à savoir lorsqu'il s'agit d'un prêt professionnel à charge du seul patrimoine social de la société. Dans ce cas, le prêteur n'a toutefois aucun intérêt à connaître l'état des paiements effectués au moyen du *patrimoine privé*.

En conclusion, il faut affirmer la licéité d'une consultation effectuée à l'occasion de l'octroi d'un prêt professionnel, mais dont l'exécution peut être poursuivie sur le *patrimoine privé* du preneur.

Tel est la ratio legis de l'article 69, § 4, avant-dernier alinéa.

Pour que l'esprit de cette disposition corresponde à sa lettre, le Vice-Premier Ministre s'est concerté avec les membres du Gouvernement, en particulier le Ministre de la Justice, pour que les mots « à la consommation » et « au consommateur » soient supprimés par le biais d'une disposition modificative figurant dans les dispositions finales du projet de loi sur la protection de la vie privée.

Ce projet de loi sur la protection de la vie privée est actuellement soumis à la signature du Roi et sera déposé à la Chambre des Représentants en mai prochain. Il figure parmi les priorités du Gouvernement.

Art. 70

M. Cuyvers présente un amendement n° 4 tendant à obliger le maître du fichier à communiquer les don-

Moet, in de hypothesen b en d, aan de kredietgever worden verboden de bestanden te raadplegen die inzake consumentenkrediet werden opgericht ?

De Vice-Eerste Minister denkt van niet. De kredietgever moet die databanken kunnen raadplegen wanneer het gaat over het verlenen of het beheer van een krediet.

Artikel 69, § 4, voorlaatste lid, heeft immers tot doel het de kredietgever mogelijk te maken de financiële mogelijkheden van de kredietnemer te evalueren in het kader van kredieten die dienen om privé-activiteiten te financieren. Die regel is van toepassing op kredieten die wegen op het *privé-vermogen* van de kredietnemer. Bijgevolg, wat betreft het raadplegen van een gegevenscentrale voor het verlenen van een krediet dat, alhoewel het wordt verleend voor een professioneel gebruik, ten laste van het *privé-vermogen* zal vallen (de zelfstandige die een lening aangaat voor beroepsdoeleinden en geen handelsvennootschap heeft opgericht, maar aan wie de kredietgever een zekerheid op zijn *privé-vermogen* vraagt), mag die raadpleging worden toegestaan in het kader van artikel 69 § 4, voorlaatste lid. Het blijkt inderdaad duidelijk dat de databanken die inzake consumentenkrediet werden opgericht in hoofdzaak werden toegestaan om het de kredietgever mogelijk te maken de schuldenlast of de overmatige schuldenlast van de kredietnemer te kennen, wat betreft de lasten die op het *privé-vermogen* van de kredietnemer wegen.

In één geval is die raadpleging niet verantwoord : in het geval van de lening voor beroepsdoeleinden die enkel ten laste valt van het vermogen van de vennootschap. Maar in dat geval heeft de kredietgever er geen enkel belang bij te weten welke betalingen op *privé-vermogen* worden verricht.

Bijgevolg dient te worden bevestigd dat het geoorloofd is een bestand te raadplegen bij het toekennen van een lening voor beroepsdoeleinden, maar waarvan de uitvoering kan worden voortgezet op het *privé-vermogen* van de kredietnemer.

Dat is de ratio legis van artikel 69, § 4, voorlaatste lid.

Opdat de geest van die bepaling overeenstemt met de brief van de Minister, heeft de Vice-Eerste Minister overleg gepleegd met de leden van de Regering, in het bijzonder met de Minister van Justitie, opdat de woorden « consumenten » en « aan de consument » worden geschrapt door middel van een wijzigingsbepaling die voorkomt in de slotbepalingen van het wetsontwerp op de bescherming van het privé-leven.

Dat wetsontwerp over de bescherming van het privé-leven is thans aan de Koning ter ondertekening voorgelegd en wordt bij de Kamer van Volkvertegenwoordigers ingediend in mei 1991. Het behoort tot de prioriteiten van de Regering.

Art. 70

De heer Cuyvers dient een amendement n° 4 in. Dit strekt ertoe om — ingeval in het bestand verkeerde

nées corrigées dans les trois mois (et non dans les 12 mois) dans le cas où le fichier contiendrait des données erronées. Vu les effets négatifs que des renseignements erronés figurant dans une banque de données peuvent avoir sur le crédit d'une personne, ces renseignements erronés doivent en effet être rectifiés dans les plus bref délais.

Le Vice-Premier Ministre fait observer que l'importance du délai se justifie par le fait qu'il faut tenir compte d'un certain nombre de difficultés pratiques. Prenons l'exemple d'un assureur de crédit ou de la banque centrale de données. Dans certains cas, il est vraisemblable qu'une dizaine de prêteurs auront consulté ces fichiers. Lorsque cette consultation se fait automatiquement, il se peut que l'on ne retrouve pas ces personnes immédiatement. Certains participants peuvent séjourner à l'étranger. La banque centrale de données peut avoir communiqué ces données à une centrale de risques étrangère, conformément à l'article 71, § 5. Là encore, il paraît raisonnable de ne pas fixer à l'avance un délai maximum, mais de permettre au Roi d'apporter, après avoir consulté la Commission de la protection de la vie privée, les nuances nécessaires selon le cas-type qui pourrait se présenter. Il n'est d'ailleurs pas exclu que le Roi détermine pour certains cas un délai qui soit même inférieur à trois mois.

Le Ministre demande que l'amendement soit rejeté.

L'amendement n° 5 de MM. Cuyvers et Winkel tend à obliger le maître du fichier à rembourser, dans le mois, au consommateur les frais afférents à la lettre recommandée par le biais d'un versement ou d'un virement. Le § 4 oblige le consommateur à adresser une lettre recommandée au maître du fichier lorsqu'il souhaite exercer son droit d'accès, de rectification ou de suppression de données.

Les auteurs estiment qu'il est inadmissible qu'un consommateur doive supporter des frais pour faire rectifier des données le concernant.

Le Vice-Premier Ministre souligne que l'envoi d'une lettre recommandée a un double objectif : d'une part, elle facilite au consommateur la délivrance de la preuve au cas où le maître du fichier prétendrait ne pas être au courant de la demande et d'autre part, le maître du fichier est partiellement à l'abri de demandes inconsidérées en raison du seuil de frais minima. En outre, vu l'article 1382 du Code civil, le consommateur n'a pas seulement droit au remboursement des frais encourus, mais il a théoriquement droit à une indemnité pour tous les dommages résultant du traitement de données erronées.

gegevens zijn opgenomen — de verplichte mededeling door de houder van het bestand, van de verbeterde gegevens te doen plaatsvinden binnen de 3 maanden (in plaats van binnen de 12 maanden). Gezien de negatieve invloed die verkeerde inlichtingen opgenomen in een gegevensbank immers kunnen hebben op de kredietwaardigheid van een persoon moeten die verkeerde inlichtingen zo vlug mogelijk worden rechtgezet.

De Vice-Eerste Minister wijst erop dat de ruime termijn ingegeven is door het feit dat moet rekening worden gehouden met een aantal praktische moeilijkheden. Nemen we het voorbeeld van een kredietverzekeraar of van de Centrale gegevensbank. De kans is in bepaalde gevallen reëel dat er op zijn minst een tiental kredietgevers deze gegevensbestanden hebben geraadpleegd. Wanneer deze raadpleging automatisch verwerkt wordt, is het niet evident dat deze personen ogenblikkelijk worden teruggevonden. Sommige deelnemers kunnen zich in het buitenland bevinden. De Centrale gegevensbank kan deze gegevens hebben meegedeeld aan een buitenlandse risicocentrale overeenkomstig artikel 71, § 5. Hier opnieuw lijkt het verstandig om zich niet bij voorbaat vast te pinnen op een maximale termijn, maar de Koning de gelegenheid te geven om, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de nodige schakeringen aan te brengen al naar gelang het typegeval dat zich zou kunnen voordoen. Het is trouwens niet uitgesloten dat de Koning voor bepaalde gevallen een nog kortere termijn van drie maanden zou kunnen voorstellen.

De Minister vraagt de verwerping van het amendement.

Het amendement n° 5 van de heren Cuyvers en Winkel strekt ertoe om de houder van het bestand te verplichten binnen de maand de kosten verbonden aan de aangetekende brief aan de consument terug te betalen via een storting of overschrijving. § 4 verplicht de consument om een aangetekende brief te richten aan de houder van het bestand, wanneer hij zijn recht op toegang of op verbetering of verwijdering van gegevens wenst uit te oefenen.

Het gaat volgens indieners niet op dat een consument kosten moet doen om verkeerde gegevens over hem zelf te doen rechtzetten.

De Vice-Eerste Minister wijst erop dat het verzenden van een aangetekende brief een dubbele bedoeling heeft : enerzijds, vergemakkelijkt het voor de consument de bewijslevering wanneer de houder van het bestand zou beweren in het ongewisse te verkeren en anderzijds wordt de houder van het bestand ten dele gevrijwaard van al te lichtzinnige of onbezonnen aanvragen ingevolge deze minimale kostendrempel. Bovendien heeft de consument reeds op grond van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek, niet enkel recht op de terugstorting van de gemaakte kosten maar op een vergoeding van alle schade die het gevolg zou zijn van de verwerking van foutieve gegevens.

Que faut-il faire lorsque les données erronées résultent du fait que le consommateur a lui-même fourni ces données, par exemple lors d'une demande de crédit ? Le Ministre estime que dans cette hypothèse, le remboursement automatique ne se justifie certainement pas. Il plaide dès lors pour le maintien du texte.

Art. 71

L'amendement n° 6 de MM. Cuyvers et Winkel tend à supprimer le § 2 de cet article. Le § 2 prévoit que le Roi pourra, trois ans après l'entrée en vigueur de la loi, faire enregistrer tout ou partie des contrats de crédit qui tombent sous l'application de la loi (banque de données positives).

Les auteurs estiment que la constitution d'un fichier regroupant toutes les personnes qui ont contracté un crédit et se sont avérées en mesure de rembourser ce crédit dans le respect de toutes les conditions fixées, comporte des risques totalement superflus sur le plan de la violation de la vie privée, nécessite un travail énorme et sera sans doute très onéreuse. Face à toutes ces dépenses à charge de la société, il y a un seul avantage, à savoir l'augmentation de la demande de matériel informatique. Qui prendra en charge le coût de cet aspect positif ?

Le Vice-Premier Ministre répète que même au sein du Gouvernement, il existe des partisans et des opposants au sujet de l'instauration d'une centrale positive. Il renvoie à ce propos à la discussion générale qui a eu lieu en commission du Sénat (Doc. du Sénat n° 916-1 (1989-1990), p. 37 et suiv.) et ajoute ce qui suit :

1. Ce ne sont pas les associations de consommateurs telles que Test-Achat par exemple qui sont le moins partisans de la mise en place d'une centrale positive. Mais ce qui est plus important encore, c'est le fait qu'une très forte demande visant à instaurer une telle centrale émane des CPAS et surtout de la part de ceux qui sont très impliqués dans l'accompagnement social des consommateurs accablés par une dette trop importante. Dans son rapport établi en 1984 sur la protection juridique contre le surendettement, la Fondation Roi Baudouin avait indiqué l'importance accordée par les collaborateurs des CPAS à cet aspect des choses, et à juste titre : effectivement, la société est bel et bien confrontée aux conséquences sociales du surendettement et doit supporter le coût de l'accompagnement social des victimes.

2. Le recours à une centrale positive définit beaucoup plus nettement la responsabilité du prêteur. Il est ainsi en mesure de déterminer beaucoup plus précisément, au vu de l'endettement de son client, si un contrat de crédit supplémentaire serait ou non « la goutte qui fait déborder le vase ».

A ce sujet, M. Van Put, ancien vice-président de l'Association belge des Caisses d'Epargne, a indiqué

Wat gaat men echter doen wanneer de foutieve gegevens het gevolg zijn van het feit dat de consument deze gegevens zelf heeft verstrekt, bijvoorbeeld bij het indienen van een kredietaanvraag ? De Minister denkt dat men in dat geval niet meer de automatische terugstorting kan vorderen. Om al deze redenen pleit hij voor het behoud van de tekst.

Art. 71

Het amendement n° 6 van de heren Cuyvers en Winkel strekt ertoe § 2 van dit artikel te schrappen. In § 2 krijgt de Koning de mogelijkheid om — 3 jaar na de inwerkingtreding van onderhavige wet — alle of een deel van de kredietovereenkomsten, die onder toepassing van deze wet vallen, te doen registreren (« positieve gegevensbank »).

Het aanleggen van een gegevensbank van alle personen die krediet hebben opgenomen en wel in staat zijn gebleken het opgenomen krediet met respect voor alle afgesproken voorwaarden terug te betalen, schept volgens de indieners totaal overbodige risico's op inbreuk op de privacy, vraagt enorm veel werk en zal zeer duur blijken uit te vallen. Tegenover al deze kosten voor de maatschappij staat als enig mogelijke baat een vraag naar meer computervermogen. Wie zal die positieve lijst betalen ?

De Vice-Eerste Minister herhaalt dat er, zelfs binnen de Regering, voor- en tegenstanders zijn van een positieve centrale. Hij verwijst in dat verband ook naar de algemene bespreking gevoerd in de Senaat-commissie (Gedr. St. van de Senaat n° 916-1 (1989-1990), blz. 37 en volgende) en voegt er nog het volgende aan toe :

1. Het zijn niet in het minst de verenigingen die de consumenten vertegenwoordigen, waaronder bijvoorbeeld Testaankoop, die aandringen op het invoeren van een positieve centrale. Nog belangrijker is het feit dat er vanuit de OCMW's en dan vooral vanwege degenen die sterk betrokken zijn bij de sociale begeleiding van zij die gebukt lopen onder een te zware schuldenlast een zeer sterke vraag is tot het oprichten van zo'n centrale. De Koning Boudewijnstichting heeft destijds in haar verslag over de juridische bescherming tegen overbesteding in 1984 gewezen op het belang dat de OCMW-medewerkers hieraan hechten, en terecht : het is immers de gemeenschap die thans opgescheept zit met de sociale gevolgen van de overbesteding en die de kostprijs van de sociale begeleiding der slachtoffers dient te betalen.

2. Het gebruik van een positieve centrale omlijnt veel scherper de aansprakelijkheid van de kredietgever. Hij kan met veel grotere nauwkeurigheid nagaan of, gelet op het bestedingspatroon van zijn cliënt, een bijkomende kredietovereenkomst al dan niet de druppel zou zijn die de emmer laat overlopen.

De heer Van Put, toenmalig ondervoorzitter bij de Belgische Spaarbankenvereniging, wees er in dat

que seule une centrale positive peut constituer une protection pour le consommateur, tandis qu'une centrale négative implique uniquement une protection du prêteur (Van Put A., « Het afbetalingskrediet. Een Krediet op zoek naar een « goede huisvader », Tijdschrift voor Bank- en Financiewezen, 10/87, p. 47). L'Association belge des caisses d'épargne préconise d'ailleurs aussi la création d'une centrale positive.

3. Le Vice-Premier Ministre considère également qu'il convient de tenir compte des risques d'intrusion dans la vie privée. Il estime que des efforts importants ont déjà été faits en la matière dans le cadre du présent projet de loi.

Dans l'hypothèse où le projet de loi global sur la protection de la vie privée imposerait des conditions encore plus sévères, il est prêt à emprunter la voie qui sera tracée. Les assureurs en risques de crédit ont toutefois déjà beaucoup de mal à accepter telles quelles les dispositions prévues au chapitre VI du présent projet de loi.

Il convient aussi de se demander si les frais liés à une centrale positive sont proportionnés par rapport à son intérêt social.

Le Ministre est toutefois prêt à franchir cette étape, mais en toute sérénité et après avoir examiné des études comparatives sur les pratiques mises en œuvre aux Pays-Bas, par exemple. Pour toutes ces raisons, et vu la décision prise par le Gouvernement en la matière, il souhaite maintenir tel quel ce paragraphe.

L'amendement n° 7 de MM. Cuyvers et Winkel vise à limiter à 1000 francs par consultation les frais imputés par la BNB pour la consultation des données.

Le Vice-Premier Ministre souligne que la Banque Nationale de Belgique s'efforce d'ores et déjà, dans le cadre du fonctionnement de la Centrale des Crédits à la Consommation, de faire tout ce qui est en son pouvoir pour maintenir les frais de consultation à un niveau aussi bas que possible. Actuellement, il est demandé 40 francs pour une consultation « on line », c'est-à-dire une interrogation directe de l'ordinateur de la BNB par l'intermédiaire de l'ordinateur des membres, entourée des mesures de sécurité nécessaires, et 110 francs pour une interrogation écrite. Ces montants ne semblent pas exagérés au Ministre. Une augmentation du nombre de consultations interviendra également en raison de l'obligation d'interroger la centrale pour une série de nouvelles formes de crédit qui relèvent de l'application du projet de loi. Dès lors, les frais de fonctionnement seront encore comprimés et à terme, il en résultera une baisse des frais de consultation. Cet amendement paraît donc totalement superflu.

Art. 72

M. Dumez revient sur le problème du statut des membres du Comité de surveillance que le Roi peut

verband op dat slechts een positieve centrale een bescherming kan zijn voor de consument, terwijl een negatieve centrale daarentegen enkel een bescherming inhoudt van de kredietgever (Van Put A., « Het afbetalingskrediet. Een krediet op zoek naar een « goede huisvader », Tijdschrift voor Bank- en Financiewezen, 10/1987, blz. 47). De Belgische Spaarbankenvereniging is overigens ook voorstander van een positieve centrale.

3. De Vice-Eerste Minister is akkoord dat men ernstig rekening moet houden met de risico's op inbreuk op de privacy. Hij meent dat op dat vlak met dit wetsontwerp reeds ernstige inspanningen zijn ondernomen.

Indien het wetsontwerp op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer nog zwaardere voorschriften zou opleggen dan is hij bereid om deze weg te bewandelen. De kredietverzekeraars hebben echter nu reeds moeite om hetgeen in Hoofdstuk VI van dit ontwerp vervat zit zonder meer te slikken.

Er moet ook overwogen worden of de kosten die aan dergelijke positieve centrale verbonden zijn opwegen tegen het maatschappelijk nut.

De Minister wil dit echter doen in alle sereniteit en na vergelijkende studies over hetgeen bijvoorbeeld in Nederland gebeurt. Om al deze redenen en gelet op de Regeringsbeslissing ter zake wenst hij deze paragraaf onverminderd te handhaven.

Het amendement n° 7 van de heren Cuyvers en Winkel strekt ertoe de door de NBB aangerekende kosten voor de raadpleging van de gegevens op maximaal 1000 frank per raadpleging te stellen.

De Vice-Eerste Minister wijst erop dat de Nationale Bank van België nu reeds in het raam van de werking van de Verbruikskredietcentrale al het mogelijke doet om de raadplegingskosten zo laag mogelijk te houden. Momenteel wordt er bijvoorbeeld 40 frank gevraagd voor een raadpleging « on-line » (via de computer van de deelnemer rechtstreekse ondervraging, met de nodige beveiliging, van de computer van de NBB) en 110 frank voor een schriftelijke ondervraging. Dit lijkt de Minister niet overdreven. Door de verplichte ondervraging bij een aantal nieuwe kredietvormen die onder toepassing van het ontwerp vallen zal er bovendien een toename van het aantal raadplegingen plaatsvinden wat de werkingskosten nog zal drukken en op termijn een daling van de raadplegingskosten zal veroorzaken. Dit amendement lijkt dan ook totaal overbodig.

Art. 72

De heer Dumez komt terug op het statuut van de leden van het Toezichtscomité, dat de Koning luidens

créer en application du § 2 de cet article. L'intervenant estime que l'immunité garantie par le § 4, 4°, deuxième alinéa, est trop étendue, même si elle est identique à celle prévue par une disposition analogue de la loi relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale (voir la discussion générale).

L'intervenant estime qu'il est absurde que le président et les membres du Comité ne puissent être sanctionnés pour aucun acte qu'ils accomplissent ou opinion qu'ils émettent pour remplir leurs fonctions.

L'intervenant demande également quelle est la portée du § 13 de cet article qui prévoit que le président du Comité de surveillance peut soumettre au tribunal de première instance tout litige concernant l'application de la loi et de ses mesures d'exécution.

De quelle sorte de litige s'agit-il ? En effet, ce n'est tout de même pas le Comité de surveillance qui est partie dans un litige; tout au plus constate-t-il l'existence d'un litige entre deux parties. En outre, seules les parties peuvent soumettre leur litige à un tribunal.

Le Vice-Premier Ministre répond que le pouvoir de saisir le tribunal est prévu dans le cadre de la loi du 15 janvier 1990 sur la Banque-carrefour.

Ce pouvoir est également reconnu à la Commission pour la protection de la vie privée dans le cadre du projet global du Ministre de la Justice sur la protection de la vie privée.

On a recherché la concordance dans ce projet-ci.

Le type de litige est le suivant :

La banque X enregistre des données à caractère personnel qui dépassent le cadre de l'appréciation de la solvabilité. Le Président du Comité de Surveillance peut saisir le Tribunal de Première Instance pour faire effacer ces données.

S'il apparaît que cette disposition doit encore être modifiée, elle le sera dans le cadre de la loi sur la protection de la vie privée.

Artt. 73-80

Ces articles ne donnent lieu à aucune discussion.

Art. 81

M. Dumez demande pourquoi le § 2, 4°, autorise les perquisitions avec l'autorisation préalable du juge du tribunal de police, alors que par suite de l'adoption d'un amendement, l'article 23 du projet de loi sur la protection de la concurrence économique (Doc. n° 1282/1 et suivants) prévoit qu'une telle perquisition re-

§ 2 in toepassing van deze wet kan oprichten. De in § 4, 4°, tweede lid toegekende immuniteit lijkt spreker toch zeer verregaand, zelfs indien het gaat om een copie van een analoge regeling uit de wet op de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid (zie algemene bespreking).

Spreker vindt het ongerijmd dat geen enkele daad of mening, gesteld of geuit bij de uitoefening van hun functie, sanctioneerbaar zou zijn.

Daarnaast vraagt spreker zich af wat de draagwijdte is van § 13 van dit artikel, luidens welke de Voorzitter van het Toezichtscomité ieder geschil aangaande de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen aan de rechtbank van eerste aanleg kan voorleggen.

Om welk soort geschillen gaat het hier ? Immers, het Toezichtscomité is zelf toch geen partij bij een eventueel geschil, maar stelt hooguit een geschil vast tussen twee partijen. Bovendien kunnen alleen de partijen dit geschil aan een rechtbank voorleggen.

De Vice-Eerste Minister antwoordt dat in de bevoegdheid om zich tot de rechtbank te wenden voorzien wordt in het raam van de wet van 15 januari 1990 betreffende de Kruispuntbank.

Diezelfde bevoegdheid wordt ook toegekend aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in het raam van het alomvattende ontwerp van de Minister van Justitie betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

In het voorliggende ontwerp is naar overeenstemming tussen die beide mogelijkheden gezocht.

Het geschil gaat hierom :

Bank X registreert gegevens van persoonlijke aard die buiten het bestek van de beoordeling van iemands kredietwaardigheid vallen. De Voorzitter van het Toezichtscomité kan zich tot de rechtbank van eerste aanleg wenden om die gegevens te laten schrappen.

Indien blijkt dat die bepaling nog moet worden gewijzigd, zal die wijziging gebeuren in het kader van de wet betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Artt. 73-80

Deze artikelen geven geen aanleiding tot bespreking.

Art. 81

De heer Dumez vraagt zich af waarom hier, in § 2, 4°, wordt bepaald dat een huiszoeking kan gebeuren met voorafgaande machtiging van de politierechter, terwijl in het wetsontwerp op de mededinging (Stuk Kamer, n° 1282/1 en volgende), meer bepaald in artikel 23, een amendement werd aanvaard dat de

quiert l'autorisation préalable d'un juge d'instruction. L'intervenant estime qu'il serait préférable d'appliquer les mêmes principes, clairs et univoques, dans les différents projets de loi importants touchant au droit économique.

Le Vice-Premier Ministre comprend la préoccupation du membre mais renvoie au projet de loi sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (Doc. n^{os} 1240/1 et suivants) dont l'article 98, § 2, 5^o, prévoit également l'autorisation préalable du juge du tribunal de police. La même remarque avait d'ailleurs été formulée lors de la discussion de ce projet.

M. Dumez estime ensuite qu'au § 5, il y a lieu de renvoyer à l'article 84 et non à l'article 83, où il n'est pas question de procès-verbaux.

Le Vice-Premier Ministre répond qu'en ce qui concerne le premier alinéa du § 5, le renvoi à l'article 83 est correct et doit dès lors être maintenu. Le § 1^{er} dont il est question dans cet alinéa (« le procès-verbal visé au § 1^{er} ») est en effet le § 1^{er} de l'article 81.

En ce qui concerne le deuxième alinéa du § 5, le Vice-Premier Ministre confirme le bien-fondé de la remarque formulée par le membre. Cette modification avait déjà été décidée en séance plénière du Sénat (voir *Compte rendu analytique*, Sénat, 13 février 1991). On peut considérer, par conséquent, qu'il s'agit en l'espèce d'une correction d'ordre technique.

La Commission partage ce point de vue.

Artt. 82 à 89

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 90

M. Dumez fait observer que les termes « excessifs » et « injustifiés » utilisés au deuxième alinéa sont beaucoup trop vagues pour figurer dans une loi.

Le Vice-Premier Ministre signale qu'une disposition identique figure déjà dans la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement et que ladite loi a déjà généré toute une jurisprudence.

Artt. 91 à 100

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

verplichte machtiging door de onderzoeksrechter invoerde voor een dergelijke huiszoeking. Spreker is van mening dat het verkieslijk zou zijn om dezelfde, duidelijke en éénduidige principes te hanteren in de verschillende belangrijke wetsontwerpen met betrekking tot economisch recht.

De Vice-Eerste Minister begrijpt de bekommernis van het lid. Hij verwijst echter naar het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de verbruiker (Stuk Kamer n^r 1240/1 en volgende) dat in zijn artikel 98, § 2, 5^o eveneens de machtiging door de rechter bij de politierechtbank voorziet. Dezelfde opmerking werd trouwens gemaakt bij de bespreking van laatstgenoemd ontwerp.

De heer Dumez stelt vervolgens vast dat, in § 5, de verwijzingen naar artikel 83 dienen vervangen te worden door verwijzingen naar artikel 84. Immers, in artikel 83 is geen sprake van processen-verbaal.

De Vice-Eerste Minister antwoordt dat wat het eerste lid van § 5 betreft, de verwijzing naar artikel 83 correct is en dus dient te worden behouden. De uitdrukking « het in § 1 bedoeld proces-verbaal » slaat immers op § 1 van artikel 81.

Wat het tweede lid van § 5 betreft bevestigt de Vice-Eerste Minister de zienswijze van het lid. Tot deze wijziging werd reeds besloten in de plenaire vergadering van de Senaat (zie *Beknopt Verslag*, Senaat, 13 februari 1991). Bijgevolg kan dit worden beschouwd als een technische verbetering.

De Commissie is het hiermee eens.

Artt. 82 tot 89

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 90

De heer Dumez merkt op dat de in het tweede lid opgenomen kwalificaties « overdreven » en, « onverantwoord » veel te vaag zijn en niet thuishoren in een wettekst.

De Vice-Eerste Minister wijst erop dat een identieke bepaling is opgenomen in de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering. Terzake werd ondertussen dus alleszins reeds een jurisprudentie opgebouwd.

Artt. 91 tot 100

Deze artikelen geven geen aanleiding tot bespreking.

Art. 101

M. Dumez exprime certaines réserves quant à la sévérité des amendes dont sont passibles les personnes qui contreviennent à la loi.

Le Vice-Premier Ministre fait observer que l'on s'est efforcé en l'occurrence, de fixer des peines qui correspondent à celles prévues par le projet de loi sur les pratiques de commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

Artt. 102 à 113

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 114

M. Dumez déplore que l'on n'ait pas cherché à mettre le § 1^{er}, 5°, de l'article 1337^{ter} qui est inséré dans le Code judiciaire en concordance avec la disposition analogue qui figure dans le projet de loi précité sur les pratiques du commerce (Doc. Chambre n° 1240/16, article 99 – ancien article 85). En effet, dans ce dernier projet de loi, on a supprimé la possibilité pour le requérant de signer lui-même la requête, alors que le projet à l'examen prévoit cette possibilité.

Le Vice-Premier Ministre a proposé de supprimer cette possibilité au cours de la discussion au Sénat du projet de loi à l'examen, étant donné qu'il en avait accepté la suppression dans le projet de loi sur les pratiques du commerce en Commission de la Chambre. La Commission du Sénat a toutefois rejeté sa proposition.

Artt. 115 à 117

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Art. 118

M. Dumez constate que la loi en projet entrera en vigueur au plus tard douze mois après sa publication au *Moniteur belge*. Ce délai est trop court. Le secteur concerné devra en effet se conformer aux nouvelles prescriptions, notamment en ce qui concerne l'informatique.

Art. 101

De heer Dumez heeft bedenkingen bij de volgens hem toch wel zeer hoge boetes die hier mogelijk worden voor wie een misdrijf begaat tegen deze wet.

De Vice-Eerste Minister wijst erop dat hier concordantie werd nagestreefd met het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de verbruiker.

Artt. 102 tot 113

Deze artikelen geven geen aanleiding tot bespreking.

Art. 114

De heer Dumez betreurt dat in § 1, 5°, van het in het Gerechtelijk Wetboek ingevoegde artikel 1337^{ter} geen concordantie wordt nagestreefd met de analoge bepaling in voornoemd wetsontwerp betreffende de handelspraktijken (Stuk Kamer n° 1240/16, artikel 99 – vroeger artikel 85). Immers, in laatstgenoemd wetsontwerp schrapt men de mogelijkheid voor de verzoeker om zelf het verzoekschrift te ondertekenen. In onderhavig wetsontwerp is deze mogelijkheid wel opgenomen.

De Vice-Eerste Minister heeft tijdens de bespreking van onderhavig wetsontwerp in de Senaat voorgesteld deze mogelijkheid te schrappen, gezien hij op dat moment de schrapping ervan in het wetsontwerp handelspraktijken had aanvaard in de Kamercommissie. De Senaatscommissie wenste hier echter niet op in te gaan.

Artt. 115 tot 117

Deze artikelen geven geen aanleiding tot bespreking.

Art. 118

De heer Dumez stelt vast dat onderhavige wet in werking zal treden binnen de 12 maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Dit is alleszins te snel. De betrokken sector zal zich immers ingrijpend moeten aanpassen aan de nieuwe voorschriften, onder andere wat betreft de informatica.

IV. — VOTES

Art. 1 à 4

Les amendements n^{os} 1 et 2 de M. Bertouille ont été considérés par la Commission comme des corrections purement formelles et ont été adoptés comme tels. Les articles 1 à 4 sont adoptés à l'unanimité.

Art. 5

L'amendement n^o 8 de M. Cuyvers est rejeté par 13 voix contre une.

L'article est ensuite adopté par 13 voix et une abstention.

Art. 6 à 68

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

Art. 69

L'amendement n^o 3 de M. Cuyvers est retiré.

L'article 69 est ensuite adopté à l'unanimité.

Art. 70

Les amendements n^{os} 4 et 5 de M. Cuyvers sont rejetés par 13 voix contre une.

L'article 70 est ensuite adopté par 13 voix contre une.

Art. 71

L'amendement n^o 6 de M. Cuyvers est rejeté par 9 voix contre une et 4 abstentions.

L'amendement n^o 7 du même auteur est retiré.

L'article 71 est ensuite adopté par 12 voix contre une.

Art. 72 à 118

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

*
* *

IV. — STEMMINGEN

Art. 1 tot 4

De amendementen n^{rs} 1 en 2 van de heer Bertouille werden door de Commissie als loutere vormverbeteringen beschouwd en als dusdanig aangenomen. De artikelen 1 tot 4 worden eenparig aangenomen.

Art. 5

Amendement n^r 8 van de heer Cuyvers wordt verworpen met 13 tegen 1 stem.

Artikel 5 wordt vervolgens aangenomen met 13 stemmen en 1 onthouding.

Art. 6 tot 68

Deze artikelen worden eenparig aangenomen.

Art. 69

Amendement n^r 3 van de heer Cuyvers wordt ingetrokken.

Artikel 69 wordt vervolgens eenparig aangenomen.

Art. 70

De amendementen n^{rs} 4 en 5 van de heer Cuyvers worden verworpen met 13 tegen 1 stem.

Artikel 70 wordt vervolgens aangenomen met 13 tegen 1 stem.

Art. 71

Amendement n^r 6 van de heer Cuyvers wordt verworpen met 9 tegen 1 stem en 4 onthoudingen.

Amendement n^r 7 van dezelfde indieners wordt ingetrokken.

Artikel 71 wordt vervolgens aangenomen met 12 tegen 1 stem.

Art. 72 tot 118

Deze artikelen worden eenparig aangenomen.

*
* *

L'ensemble du projet de loi est ensuite adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

M. BARTHOLOMEEUSSEN

Le Président,

E. VANKEIRSBILCK

Het gehele wetsontwerp wordt vervolgens eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

M. BARTHOLOMEEUSSEN

De Voorzitter,

E. VANKEIRSBILCK

ERRATA

Article 1^{er}

- 1) Au 7^o, deuxième ligne, il y a lieu de supprimer les mots « *celle-ci est* ».
- 2) Au 10^o, deuxième ligne, lire « *lequel* » au lieu de « *laquelle* ».
- 3) Au 11^o, troisième ligne, lire « *duquel* » au lieu de « *de laquelle* ».
- 4) Au 17^o, troisième ligne, il y a lieu d'insérer les mots « *c'est-à-dire* » avant les mots « *soit l'établissement* ».

Art. 2

Au 2^o, lire les quatrième et cinquième lignes du texte néerlandais comme suit : « — de overeenkomst *in België* werd voorafgegaan door een bijzonder voorstel of door reclame ».

Art. 3

- 1) Au § 1^{er}, 2^o, deuxième ligne du texte néerlandais il y a lieu de remplacer le mot « *eigendomsovergang* » par le mot « *eigendomsoverdracht* ».
- 2) Au même § 1^{er}, 4^o, troisième ligne du texte néerlandais, il y a lieu d'insérer le mot « *dan* » avant le chiffre « 50 000 ».
- 3) Au même § 1^{er}, 6^o, lire les deux premières lignes comme suit :
« 6^o) les prêts et les ouvertures de crédit *hypothécaires* qui tombent sous l'application du *Titre I^{er}* de l'arrêté royal »
- 4) Au § 3, quatrième ligne, il y a lieu d'insérer les mots « *annuels effectifs globaux* » après le mot « *taux* ».

Artt. 7 et 10

A l'article 7, 1^{er} alinéa, troisième ligne et à l'article 10, premier alinéa, deuxième ligne il y a lieu d'insérer chaque fois les mots « *de crédit* » après le mot « *l'intermédiaire* ».

Art. 11

Au 2^o, deuxième ligne, il y a lieu d'insérer le mot « *habituellement* », après le mot « *offrent* ».

ERRATA

Artikel 1

- 1) In 7^o, tweede regel van de Franse tekst dienen de woorden « *celle-ci est* » te worden weggelaten.
- 2) In 10^o, tweede regel van de Franse tekst lezen men « *lequel* » in plaats van « *laquelle* ».
- 3) In 11^o, derde regel van de Franse tekst lezen men « *duquel* » in plaats van « *de laquelle* ».
- 4) In 17^o, derde regel van de Franse tekst, dienen de woorden « *c'est-à-dire* » ingevoegd te worden vóór de woorden « *soit l'établissement* ».

Art. 2

In 2^o, lezen men de vierde en de vijfde regel als volgt :
« — de overeenkomst *in België* werd voorafgegaan door een bijzonder voorstel of door reclame ».

Art. 3

- 1) In § 1, 2^o, tweede regel dient het woord « *eigendomsovergang* » vervangen te worden door het woord « *eigendomsoverdracht* ».
- 2) In dezelfde § 1, 4^o, derde regel dient het woord « *dan* » ingevoegd te worden vóór het cijfer « 50 000 ».
- 3) In dezelfde § 1, 6^o lezen men de twee eerste regels van de Franse tekst als volgt :
« 6^o) les prêts et les ouvertures de crédit *hypothécaires* qui tombent sous l'application du *Titre I^{er}* de l'arrêté royal »
- 4) In § 3, vierde regel van de Franse tekst dienen de woorden « *annuels effectifs globaux* » ingevoegd te worden na het woord « *taux* ».

Artt. 7 en 10

In artikel 7, eerste lid, derde regel en in artikel 10, eerste lid, tweede regel van de Franse tekst, dienen telkens de woorden « *de crédit* » ingevoegd te worden na het woord « *l'intermédiaire* ».

Art. 11

In 2^o, tweede regel van de Franse tekst dient het woord « *habituellement* », ingevoegd te worden na het woord « *offrent* ».

Artt. 18, 23, 26, 36, 59, 70, 75, 77,
79, 81, 101, 106, 107, 114

Aux articles 18, § 3, premier alinéa, 23, deuxième alinéa, 26, premier alinéa, 36, 59, § 3, 70, § 4, premier alinéa, 75, § 7, troisième alinéa, 77, § 4, avant dernier alinéa, 79, avant dernier alinéa, 81, § 1, 101, § 1, 15°, 106, § 2, dernier alinéa, 107, § 2, dernier alinéa, 114, § 5 (article 1337bis, deuxième et troisième alinéas), il y a lieu d'insérer chaque fois « *à la poste* » après le mot « recommandée ».

Art. 18

1) Au § 1^{er}, troisième ligne et au § 2, troisième ligne du texte néerlandais il y a lieu d'insérer chaque fois les mots « *te rekenen* » après le mot « werkdagen ».

2) Au § 3, deuxième alinéa, deuxième ligne du texte néerlandais, il y a lieu d'insérer les mots « *aan de kredietgever* » après le mot « teruggave ».

3) Au même § 3, dernier alinéa, deuxième ligne il y a lieu d'insérer les mots « *par le consommateur* » après le mot « renonciation ».

Art. 19

In fine du deuxième alinéa lire « *ou de la prestation du service* » au lieu de « *ou de la fourniture de la prestation* ».

Art. 23

1) Au deuxième alinéa, troisième et quatrième lignes du texte néerlandais lire « *teruggave* » au lieu de « vergoeding ».

2) Au troisième alinéa, deuxième ligne et au dernier alinéa, première ligne du texte néerlandais, lire chaque fois « *teruggave* » au lieu de « terugbetaling ».

3) *In fine* du dernier alinéa il y a lieu d'insérer le mot « *au* » avant le mot « comptant ».

Art. 24

1) A l'avant dernier alinéa, troisième ligne, il y a lieu d'insérer les mots « *des obligations* » après le mot « partielle ».

2) Au dernier alinéa, première ligne lire « *mis en dépôt* » au lieu de « des versements ».

Art. 32

A l'avant-dernière ligne du texte néerlandais, lire « *bedrijvigheid* » au lieu de « diensten ».

Artt. 18, 23, 26, 36, 59, 70, 75, 77,
79, 81, 101, 106, 107, 114

In de artikelen 18, § 3, eerste lid, 23, tweede lid, 26, eerste lid, 36, 59, § 3, 70, § 4, eerste lid, 75, § 7, derde lid, 77, § 4, voorlaatste lid, 79, voorlaatste lid, 81, § 1, 101, § 1, 15°, 106, § 2, laatste lid, 107, § 2, laatste lid, 114, § 5 (artikel 1337bis, tweede en derde lid) leze men telkens « *een ter post aangetekende brief* » in plaats van « aangetekende brief » of « aangetekend schrijven ».

Art. 18

1) In § 1, derde regel en in § 2, derde regel dienen na het woord « werkdagen » telkens de woorden « *te rekenen* » te worden ingevoegd.

2) In § 3, tweede lid, tweede regel dienen na het woord « teruggave » de woorden « *aan de kredietgever* » te worden ingevoegd.

3) In dezelfde § 3, laatste lid, tweede regel van de Franse tekst dienen de woorden « *par le consommateur* » te worden ingevoegd na het woord « renonciation ».

Art. 19

In fine van het tweede lid van de Franse tekst leze men « *ou de la prestation des services* » in plaats van « *ou de la fourniture de la prestation* ».

Art. 23

1) In het tweede lid, op de derde en de vierde regel leze men « *teruggave* » in plaats van « vergoeding ».

2) In het derde lid, tweede regel en in het laatste lid, eerste regel leze men telkens « *teruggave* » in plaats van « terugbetaling ».

3) *In fine* van het laatste lid leze men « *tot de prijs bij contante betaling* » in plaats van « *tot de contante prijs* ».

Art. 24

1) In het voorlaatste lid, derde regel van de Franse tekst dient na het woord « partielle » de woorden « *des obligations* » te worden ingevoegd.

2) In het laatste lid, eerste regel van de Franse tekst leze men « *mis en dépôt* » in plaats van « des versements ».

Art. 32

Op de voorlaatste regel leze men « *bedrijvigheid* » in plaats van « diensten ».

Art. 41

Au 8°, troisième ligne, lire « *ou restitution* » au lieu de « de restitution ».

Artt. 43, 45, 46, 54, 86, 92

Aux articles 43, § 2, 45, § 1, 46, § 2, 54, § 1, 86, premier alinéa, 87, premier alinéa, 92, premier alinéa du texte néerlandais lire chaque fois « *(aankoop)prijs bij contante betaling* » au lieu de « contante (aankoop)prijs ».

Artt. 44 et 52

In fine de l'article 44 et de l'article 52 du texte néerlandais lire chaque fois « *aan de koper die contant betaalt* » au lieu de « aan de contante koper ».

Art. 48

In fine du 3° lire « *des paiements* » au lieu de « des versements ».

Art. 49

1) Au § 2, premier alinéa, deuxième ligne du texte néerlandais, lire « *de overeenkomst* » au lieu de « het contract ».

2) Au § 3, 8°, troisième ligne du texte néerlandais, lire « *of teruggave* » au lieu de « van de teruggave ».

Art. 53

1) Au premier alinéa, première ligne lire « *bailleur* » au lieu de « vendeur ».

2) Lire le deuxième alinéa comme suit :
« Les intérêts produits par la somme ainsi *déposée* sont capitalisés. »

3) *In fine* du troisième alinéa, lire « *crédit-bail* » au lieu de « location-financement ».

Art. 56

1) *In fine* du 1° du texte néerlandais, ajouter les mots « *op afbetaling* ».

2) Au 6°, troisième ligne du texte néerlandais, lire « *of teruggave* » au lieu de « van de teruggave ».

Art. 58

A § 1^{er}, 6°, cinquième ligne lire « *le consommateur* » au lieu de « le titulaire ».

Art. 41

In 8°, derde regel leze men « *of teruggave* » in plaats van « van de teruggave ».

Artt. 43, 45, 46, 54, 86, 92

In de artikelen 43, § 2, 45, § 1, 46, § 2, 54, § 1, 86, eerste lid, 87, eerste lid, 92, eerste lid leze men telkens « *(aankoop)prijs bij contante betaling* » in plaats van « contante (aankoop)prijs ».

Artt. 44 en 52

In fine van artikel 44 en artikel 52 leze men telkens « *aan de koper die contant betaalt* » in plaats van « aan de contante koper »

Art. 48

In fine van het 3° van de Franse tekst leze men « *des paiements* » in plaats van « des versements ».

Art. 49

1) In § 2, eerste lid, tweede regel leze men « *de overeenkomst* » in plaats van « het contract ».

2) In § 3, 8°, derde regel leze men « *of teruggave* » in plaats van « van de teruggave ».

Art. 53

1) In het eerste lid, eerste regel leze men « *verhuurder* » in plaats van « verkoper ».

2) Het tweede lid leze men als volgt :
« *De interest opgebracht door het aldus in deposito gegeven bedrag wordt gekapitaliseerd.* »

3) *In fine* van het derde lid van de Franse tekst leze men « *crédit-bail* » in plaats van « location-financement ».

Art. 56

1) *In fine* van 1° de woorden « *op afbetaling* » toevoegen.

2) In 6° leze men « *of teruggave* » in plaats van « van de teruggave ».

Art. 58

In § 1, 6°, vijfde regel leze men « *de consument* » in plaats van « de houder ».

Art. 60

1) Au premier alinéa, deuxième ligne, du texte néerlandais, il y a lieu de supprimer les mots « *van het krediet* ».

2) Il y a lieu de lire le deuxième alinéa du texte néerlandais comme suit :

« *Bij gebreke van informatie vooraf blijft de rentevoet die voorheen werd toegepast van kracht.* »

Art. 61

Au troisième alinéa, deuxième ligne, il y a lieu d'insérer les mots « *ou du titre* » après le mot « *carte* ».

Art. 70

Au § 4, dernier alinéa, première ligne, du texte néerlandais, il y a lieu d'insérer les mots « *naargelang van het geval* » après le mot « *deelt* ».

Art. 72

1) Au § 9, deuxième alinéa, première ligne et au § 11, troisième ligne, lire chaque fois « *plainte(s)* » au lieu de « *doléance(s)* ».

2) Au § 14, deuxième alinéa, deuxième ligne, il y a lieu de supprimer le mot « *sectoriel* ».

Art. 73

Aux quatrième et cinquième lignes, il y a lieu de supprimer le mot « *sectoriel* ».

Art. 80

In fine du texte néerlandais de cet article, lire « *op het verstrijken van de toegekende termijn* ».

Art. 81

1) Au § 4, dernière ligne il y a lieu d'insérer les mots « *leur subordination à* » avant les mots « *leurs supérieurs* ».

2) Au § 5, deuxième alinéa, première ligne, lire « *l'article 84* » au lieu de « *l'article 83* ».

Art. 87

Au 3°, première ligne du texte néerlandais, lire « *de overeenkomst* » au lieu de « *het contract* ».

Art. 60

1) In het eerste lid, tweede regel, dienen de woorden « *van het krediet* » te worden weggelaten.

2) Het tweede lid dient als volgt te worden gelezen :

« *Bij gebreke van informatie vooraf blijft de rentevoet die voorheen werd toegepast van kracht.* »

Art. 61

In het derde lid, tweede regel van de Franse tekst dienen de woorden « *ou du titre* » te worden ingevoegd na het woord « *carte* ».

Art. 70

In § 4, laatste lid dienen na het woord « *deelt* » de woorden « *naargelang van het geval* » te worden ingevoegd.

Art. 72

1) In § 9, tweede lid, eerste regel en in § 11, derde regel van de Franse tekst leze men telkens « *plainte(s)* » in plaats van « *doléance(s)* ».

2) In § 14, tweede lid, tweede regel dient het woord « *sectorieel* » te worden weggelaten.

Art. 73

Op de vijfde regel dient het woord « *sectorieel* » te worden weggelaten.

Art. 80

In fine van dit artikel leze men « *op het verstrijken van de toegekende termijn* ».

Art. 81

1) In § 4, laatste regel van de Franse tekst dienen de woorden « *leur subordination à* » te worden ingevoegd vóór de woorden « *leurs supérieurs* ».

2) In § 5, tweede lid, eerste regel, leze men « *artikel 84* » in plaats van « *artikel 83* ».

Art. 87

In 3°, eerste regel leze men « *de overeenkomst* » in plaats van « *het contract* ».

Art. 94

A la troisième et quatrième lignes du texte néerlandais, lire « *de koop- of dienstverleningsovereenkomst* » au lieu de « het koop- of dienstverleningscontract ».

Art. 95

A l'avant-dernière ligne du texte néerlandais, il y a lieu d'insérer les mots « *van de overeenkomst* » après le mot « ontbinding ».

Art. 97

A la troisième ligne, il y a lieu d'insérer les mots « *au préalable* » après le mot « reçu ».

Art. 102

A la deuxième ligne du texte néerlandais, lire « *artikel 101* » au lieu de « artikel 100 ».

Art. 105

1) Au premier alinéa, avant-dernière ligne du texte néerlandais lire « *inbreuk op* » au lieu de « overtreding van ».

2) Au deuxième alinéa, première ligne du texte néerlandais, il y a lieu d'insérer les mots « *in alle vennootschappen* » après le mot « vennoten ».

3) Au même deuxième alinéa, cinquième ligne du texte néerlandais il y a lieu d'insérer les mots « *het voldoen aan* » après le mot « tot ».

Art. 106

1) Au § 1^{er}, premier alinéa, quatrième ligne du texte néerlandais, lire « *duur* » au lieu de « termijn ».

2) Au même § 1^{er}, premier alinéa, sixième ligne il y a lieu d'insérer le mot « *ou* » après le chiffre « 75 ».

3) Au même § 1^{er}, dernier alinéa du texte néerlandais il y a lieu d'insérer après le mot « uitgebracht » la phrase suivante : « *Deze termijn moet redelijk zijn.* ».

Art. 107

Au § 1^{er}, cinquième ligne du texte néerlandais lire « *duur* » au lieu de « termijn ».

Art. 94

Op de derde en de vierde regel leze men « *de koop- of dienstverleningsovereenkomst* » in plaats van « het koop- of dienstverleningscontract ».

Art. 95

Op de voorlaatste regel dienen na het woord « ontbinding » de woorden « *van de overeenkomst* » te worden ingevoegd.

Art. 97

Op de derde regel van de Franse tekst dienen na het woord « reçu » de woorden « *au préalable* » te worden ingevoegd.

Art. 102

Op de tweede regel leze men « *artikel 101* » in plaats van « artikel 100 ».

Art. 105

1) In het eerste lid, voorlaatste regel leze men « *inbreuk op* » in plaats van « overtreding van ».

2) In het tweede lid, eerste regel dienen de woorden « *in alle vennootschappen* » te worden ingevoegd na het woord « vennoten ».

3) In hetzelfde tweede lid, vijfde regel dienen de woorden « *het voldoen aan* » te worden ingevoegd na het woord « tot ».

Art. 106

1) In § 1, eerste lid, vierde regel leze men « *duur* » in plaats van « termijn ».

2) In dezelfde § 1, eerste lid, zevende regel dient het woord « *of* » te worden ingevoegd na het woord « voorwaarden ».

3) In dezelfde § 1, laatste lid, dient na het woord « uitgebracht » de volgende volzin te worden ingevoegd : « *Deze termijn moet redelijk zijn.* ».

Art. 107

In § 1, op de vijfde regel leze men « *duur* » in plaats van « termijn ».

Art. 108

In fine du troisième alinéa lire « *prise* » au lieu de « *entreprise* ».

Art. 112

A la septième ligne lire « *la rémunération* » au lieu de « *le salaire* ».

Art. 114

A l'article 1337*bis*, premier alinéa, quatrième ligne lire « *déposée au greffe ou adressée au greffier* » au lieu de « *déposée ou adressée au greffe* ».

Art. 108

In fine van het derde lid van de Franse tekst leze men « *prise* » in plaats van « *entreprise* ».

Art. 112

Op de zevende regel van de Franse tekst leze men « *la rémunération* » in plaats van « *le salaire* ».

Art. 114

In artikel 1337*bis*, eerste lid, vierde regel van de Franse tekst leze men « *déposée au greffe ou adressée au greffier* » in plaats van « *déposée ou adressée au greffe* ».
